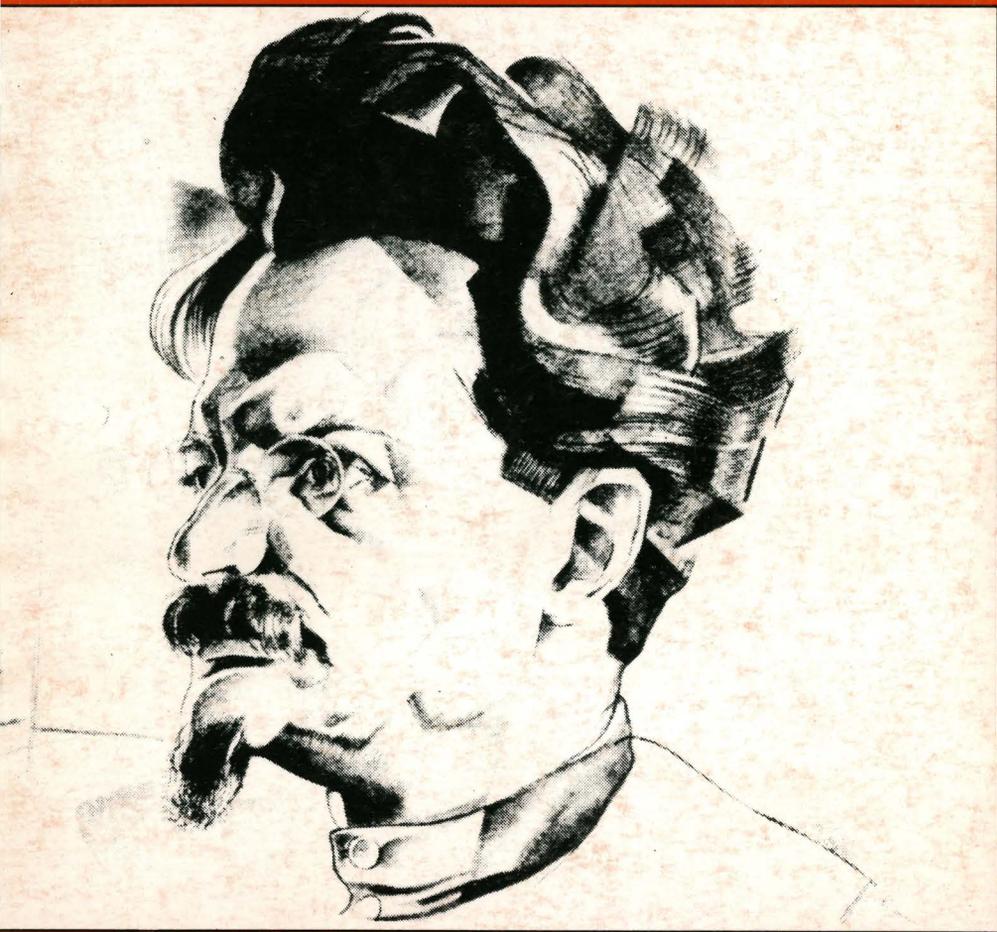


QUATRIÈME
INTERNATIONALE
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



**L'héritage de Trotsky
cinquante ans après sa mort**

Articles de Pierre Broué, Boris Kagarlitski, Livio Maïtan, Ernest Mandel,
Michel Raptis, David Seppo

Q U A T R I E M E
iNTERNATI*ON*ALE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

Un héritage essentiel	p. 5
<i>Livio Maïtan</i>	
L'Opposition unifiée (1926-1927)	p. 11
<i>Pierre Broué</i>	
Trotsky et les problèmes actuels du socialisme	p. 19
<i>Vitaly Demitchev</i>	
Trotsky et la construction du parti et de l'internationale	p. 23
<i>Livio Maïtan</i>	
Auto-organisation et parti d'avant-garde dans la conception de Trotsky	p. 35
<i>Ernest Mandel</i>	
Les anticipations de Trotsky sur l'URSS	p. 51
<i>François Moreau</i>	
Sur les conceptions économiques de Trotsky	p. 67
<i>Michel Raptis</i>	
Trotsky et la question juive	p. 73
<i>Enzo Traverso</i>	
Retour à Trotsky	p. 83
<i>Boris Kagarlitski</i>	
Accords et divergences entre Lénine et Trotsky	p. 93
<i>Vladimir Billik</i>	
Conscience ouvrière et alternative socialiste en URSS	p. 103
<i>David Seppo</i>	
Notes de lecture	p. 123

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IV^e
Internationale.

LIVIO MAITAN

Un héritage essentiel

Au mois d'août prochain, nous célébrerons le cinquantième anniversaire de la mort de Léon Trotsky. Comme il est désormais reconnu, pour ainsi dire, officiellement, c'est Staline qui l'a fait assassiner dans le but de faire taire la voix la plus puissante de l'Opposition à son régime autocratique. Il a pu croire à l'époque que son crime avait été payant. En effet, il a pu se maintenir au pouvoir jusqu'à sa mort, grâce à un appareil de répression monstrueux, à l'utilisation sans scrupules d'une machine propagandiste implacable, et à la mystification dont était victime une bonne partie de la classe ouvrière internationale, fidèle au pays de la première révolution socialiste qui avait tant contribué à la défaite de l'impérialisme hitlérien. Mais déjà trois ans avant sa mort, dans le but de prévenir l'éclatement d'une crise de leur régime, ses propres collaborateurs et héritiers ont commencé l'oeuvre de démolition de son mythe. La manifestation la plus spectaculaire de cette entreprise fut le fameux « rapport secret » de Khrouthchev au XX^e Congrès du PCUS en février 1956. Trente ans plus tard, c'est Gorbatchev qui amorce un tournant bien plus radical. Les crimes de Staline sont dénoncés dans toute leur portée terrifiante.

Le tableau que Trotsky avait esquissé, en utilisant y compris des caractérisations et des épithètes qui, aux yeux de ses adversaires, étaient la preuve de son sectarisme politique et de sa rancune personnelle et que, il faut l'admettre, ses propres partisans jugeaient parfois excessifs, s'avère correspondre parfaitement à la vérité historique. Dans le monde entier, il n'y a que les dirigeants albanais et autres bureaucrates impénitents – ou des vieux nostalgiques dépourvus de toute capacité de comprendre – pour oser encore défendre ce qui pendant des décennies fut la version de l'histoire de l'URSS imposée universellement.

Des historiens et des chercheurs sont à l'oeuvre, avant tout en Union soviétique, dans le but de reconstruire dans tous ses aspects la réalité de plusieurs décennies de domination stalinienne. Nous parions qu'au fur et à mesure que leur travail se développe, la justesse de l'ensemble des critiques de Trotsky et de l'Opposition de gauche au régime stalinien et celle de leur bataille apparaîtront encore plus clairement. Nous en avons eu un avant-goût au mois de mars dernier à l'occasion du colloque sur Trotsky qui a eu lieu à Wuppertal avec la participation de délégations venant d'Union soviétique et de Chine, ainsi que d'une série de pays d'Europe orientale. C'est justement à la publication de communications faites à ce colloque qu'est consacré, en grande partie, ce numéro de notre revue ¹.

Mais tout cela ne doit pas faire oublier que même aujourd'hui la revanche historique de Trotsky est loin d'être reconnue en Union soviétique. Comme l'explique, entre autres, Boris Kagarlitski dans l'article que nous publions, une nouvelle campagne de mystification bat son plein. Trotsky est la cible privilégiée de cette campagne qui, en reprenant de vieux arguments d'idéologues bourgeois, sociaux-démocrates ou anarchistes, prétend « démontrer » que le léninisme est le père légitime du stalinisme et que, s'il avait eu le dessus, Trotsky n'aurait pas construit un régime différent de celui de Staline ².

Nous estimons superflu de revenir ici sur de telles approches qui, malgré les prétentions académiques des historiens ou des sociologues qui les partagent, n'ont rien de « scientifique » et se basent, au mieux, sur des extrapolations arbitraires ou des généralisations abusives. En revanche, il nous semble utile de répondre à des remarques et à des critiques avancées par des intellectuels militants qui se réclament du mouvement révolutionnaire et se battent, en Union soviétique et ailleurs, pour une réévaluation positive du rôle de Trotsky. L'article de Kagarlitski nous en fournit l'occasion.

Commençons par une double considération d'ordre méthodologique. Tout d'abord, les idées de Trotsky et ses attitudes politiques doivent être étudiées en étant replacées dans le contexte historique donné : c'est la seule façon d'en comprendre correctement la genèse et les motivations. Cela ne signifie pas du tout l'adoption d'une démarche justificationniste, mais implique un effort d'analyse matérialiste qui évite de concevoir des processus politiques comme déterminés par la logique abstraite des idées.

Deuxièmement, le jugement sur Trotsky ne peut être correct que s'il est aussi comparatif. En d'autres termes, on doit tenir compte non seulement de ce qu'a dit ou fait Trotsky, mais également de ce qu'ont dit ou fait dans le même contexte d'autres personnalités du mouvement ouvrier ou en dehors de celui-ci. Pour notre

part, nous sommes convaincus que des appréciations comparées amènent nécessairement à reconnaître que les analyses, les prévisions et les généralisations de Trotsky, même lorsqu'elles peuvent nous apparaître aujourd'hui unilatérales, forcées, sinon carrément erronées, le sont incomparablement moins que celles de tous les autres protagonistes des batailles et des polémiques de la période prise en considération. Par exemple, il ne s'agit pas pour nous de défendre toutes les analyses ou les prévisions de Trotsky à propos d'événements des années trente dans différents pays, mais en tout cas elles apparaissent correspondre beaucoup plus à la réalité et être beaucoup plus riches d'enseignements que ce qu'ont écrit d'autres dirigeants politiques ou théoriciens du mouvement ouvrier. En ce qui concerne plus particulièrement les prévisions, il ne faut pas oublier, par ailleurs, que pour Trotsky, comme pour tout dirigeant politique, il s'agit surtout de saisir les potentialités existantes dans le but de stimuler l'action. A ce sujet, nous renvoyons aux remarques méthodologiques pertinentes que François Moreau fait dans sa contribution.

Pour aborder plus directement quelques passages de l'article de Kagarlitski, franchement nous ne comprenons pas comment il puisse écrire que la dialectique de Trotsky « *n'est que la dialectique de la lutte politique* » et que « *la complexité du développement social, les contradictions des processus économiques, l'interaction complexe entre l'économie, la culture, les structures sociales de la vie politique, tout cela il (Trotsky) ne le voit pas (ou ne s'y intéresse pas)* ». Il se peut que, dans les conditions qui existaient dans son pays à l'époque de sa formation et, dans une moindre mesure, existent encore aujourd'hui, Kagarlitsky n'ait pas eu la possibilité d'étudier l'ensemble des œuvres de Trotsky. Toujours est-il qu'un jugement comme le sien apparaîtra à juste titre comme tout à fait dépourvu de fondement à tous ceux qui ont lu, par exemple, des pages de 1905, des chapitres admirables de l'*Histoire de la révolution russe*, des rapports sur les tendances économiques dans des instances de l'Internationale communiste, les chapitres les plus importants de *la Révolution trahie* et d'innombrables articles sur des problèmes littéraires. Comment peut-on affirmer, par ailleurs, que Trotsky, « *voulant rester révolutionnaire à 100 %* », était « *complètement incapable de mener une lutte défensive et un travail de réformes* », si on a à l'esprit, par exemple, ce qu'il a écrit à l'époque de l'attaque des bandes nazies contre le mouvement ouvrier allemand et, plus généralement, avant et après cette époque, à propos du front unique ou des luttes syndicales, de même que ses suggestions sur la politique qu'il aurait fallu mener en Chine après l'échec de la révolution de 1925-1927 ?

Nous ne pouvons pas non plus partager ce que Kagarlitski écrit sur le « *bolchevisme historique* » et sur le rapport entre bolchevisme et stalinisme. Il ne s'agit pas, répétons-le encore une fois, de justifier tout ce qui a été fait avant 1923 ni de prétendre que les bolcheviks, et Lénine et Trotsky avec eux, n'ont pas commis d'erreurs. Nous avons exprimé à plusieurs reprises des appréciations critiques à ce sujet, qui reviennent, d'ailleurs, dans certaines des contributions au colloque de Wuppertal que nous publions. Nous pouvons, par exemple, être d'accord sur le fait que les bolcheviks n'ont pas abordé comme il fallait la problématique de l'autogestion et que « *leurs idées sur le pouvoir* » peuvent apparaître aujourd'hui unilatérales

(même s'il ne faut jamais oublier, en ce qui concerne Lénine, *l'Etat et la révolution*). Mais nous ne croyons pas qu'on puisse parler d'une « *conception 'mécaniste' de la révolution* » de la part des bolcheviks. Qui plus est, l'affirmation, mise en épingle par Kagarlitski, selon laquelle « *le Thermidor stalinien, comme le Thermidor français, a été fondamentalement une contre-révolution, née de la révolution elle-même, qui était pour une grande part la continuation et l'achèvement de la révolution* » est, pour le moins, ambigüe. Il est vrai que son auteur précise immédiatement après qu'il « *est tout aussi absurde de tenter de séparer le bolchevisme du stalinisme que de réduire le bolchevisme à la préparation du stalinisme* ». En fait, de deux choses l'une : soit il s'agit de souligner que les conditions mêmes où la révolution s'est affirmée et a dû se maintenir dans le contexte d'une guerre civile impitoyable comportaient des contradictions extrêmes qui ont pesé lourdement sur les attitudes des bolcheviks eux-mêmes et sur l'évolution de leur parti, ce qui revient à dire ce que les marxistes révolutionnaires n'ont jamais ignoré, soit on établit un lien qui estompe la *rupture* qui a eu lieu à tous les niveaux dans le processus d'instauration du régime bureaucratique et qui, loins d'être déduite d'un *a priori* idéologique, a été décrite par toute une série d'analyses concrètes. Kagarlitski, qui mène une lutte courageuse contre les courants qui débouchent sur le rejet du marxisme et de toute perspective de lutte révolutionnaire pour la démocratie socialiste, ne partage évidemment pas leur interprétation du « lien » entre stalinisme et léninisme ni, à plus forte raison, leur remise en question de la valeur historique de la révolution d'Octobre. C'est pourquoi son approche — du moins dans l'article auquel nous nous référons ici — nous paraît, répétons-le, ambigüe.

Mais, au fond, ce qui semble l'intéresser le plus c'est de répondre à la question de savoir si « *au moins théoriquement, d'autres méthodes ne seraient pas possibles dans des conditions analogues* » et *a fortiori* dans des conditions objectivement plus favorables à la classe ouvrière et à son mouvement organisé. A ce propos, notre réponse est absolument claire. Nous estimons que même dans les conditions les plus difficiles, il faudra tirer la leçon de ce qui s'est passé en Union soviétique, ce qui signifie, en premier lieu, éviter à tout prix des mesures limitant l'exercice de la démocratie socialiste et le fonctionnement démocratique du parti révolutionnaire. Nous estimons en même temps que, notamment dans les pays industrialisés, la crise révolutionnaire se produira dans un contexte fondamentalement différent de celui de 1917 en Russie et qu'on pourra et devra employer d'autres méthodes révolutionnaires aussi bien pour la conquête du pouvoir que pour aborder les problèmes même les plus ardues de la phase de transition.

Finalement, c'est une constatation à nos yeux incontestable que cinquante ans après l'assassinat de Coyoacan l'essentiel des conceptions de Trotsky reste valable. Cela vaut de toute évidence pour son analyse de la société de transition bureaucratisée et de sa dynamique et pour sa perspective de lutte révolutionnaire pour la démocratie socialiste et sa définition des axes programmatiques fondamentaux de cette lutte. Cela vaut également pour sa compréhension de la dynamique des luttes anti-impérialistes dans les pays coloniaux, semi-coloniaux ou néo-coloniaux : les événements qui se sont succédés depuis la Seconde Guerre mondiale ont confirmé,

souvent, malheureusement, d'une façon négative, c'est-à-dire par de sanglantes défaites ou des régressions lourdes de conséquences, cet aspect de la théorie de la révolution permanente (il suffit de rappeler, par exemple, d'un côté, les deux cas tragiques du Chili en 1973 et de l'Indonésie en 1965, et de l'autre les aboutissements victorieux représentés par les révolutions à Cuba et au Nicaragua). Contrairement à une opinion répandue même dans des milieux non nécessairement hostiles, l'apport de Trotsky ne saurait être minimisé non plus en ce qui concerne les pays capitalistes industrialisés : nous nous référons notamment à son approche du front unique ouvrier, à ses conceptions des organismes d'auto-organisation dans des périodes de montée, à la problématique du contrôle ouvrier et plus généralement des revendications de transition et à certaines intuitions sur la dynamique des partis ouvriers traditionnels (rappelons qu'il avait saisi avant qu'elle ne commence à se dessiner effectivement la dynamique néo-réformiste « nationale » des partis communistes stalinisés).

Last but not least, le leader actuel de la bureaucratie de l'URSS lui-même doit aujourd'hui mettre l'accent sur l'interdépendance des processus économiques et politiques à l'échelle mondiale — bien entendu en tirant des conclusions diamétralement opposées aux nôtres, c'est-à-dire en prêchant la conciliation avec l'impérialisme et non la nécessité d'une relance de l'internationalisme prolétarien révolutionnaire. Dans ce contexte et après l'échec spectaculaire des « socialismes » construits dans un cadre fondamentalement national, il n'y a pas beaucoup d'arguments sérieux pour contester le bien-fondé de la critique par Trotsky des mystifications du socialisme dans un seul pays et de sa conception sur la nécessité des dimensions nécessairement internationales de la construction d'une société réellement socialiste.

La conclusion que Trotsky a tiré en même temps sur l'actualité de la lutte pour la construction d'une internationale révolutionnaire de masse, reste la cible de critiques — souvent assorties d'ironie — sans doute beaucoup plus que toutes ses autres conceptions et perspectives. Pourtant, indépendamment du jugement qu'on peut porter sur ce qu'il avait réalisé sur ce terrain dans les dernières années de sa vie et sur les acquis de la IV^e Internationale jusqu'à maintenant, le problème reste posé : la classe ouvrière et les peuples opprimés peuvent-ils renoncer à se donner une stratégie d'ensemble et une perspective d'action unitaire et à se doter d'un instrument politico-organisationnel permettant d'élaborer une telle stratégie et de concrétiser une telle perspective, alors que le cours de l'économie mondiale est surdéterminé par des puissantes sociétés multinationales et les classes dominantes s'efforcent de mettre sur pied ou de développer leurs propres organismes et instruments supranationaux ?

La réponse nous l'avons donné depuis longtemps en nous engageant dans la tâche terriblement difficile de construire notre propre mouvement à l'échelle mondiale. Elle nous paraît plus que jamais justifié et pertinente.

1. Le colloque de Wuppertal sur Trotsky a eu lieu du 26 au 29 mars de cette année. Plusieurs dizaines de communications y ont été présentées par des historiens, des économistes, des sociologues et des militants provenant, outre que de différents pays d'Europe

occidentale et d'Amérique du Nord, de l'URSS, d'autres pays d'Europe orientale et de Chine. Nous publions dans ce numéro, par ordre alphabétique, les contributions de militants, membres ou non de la IV^e Internationale, se réclamant du marxisme révolutionnaire, et la contribution de Vitaly Demitchev de l'Institut d'histoire de l'URSS de Moscou. D'autres marxistes révolutionnaires sont intervenus au colloque dont Manuel Aguilar Mora, qui a présenté un texte sur la théorie de la révolution permanente et sur les développements actuels au Nicaragua et à Cuba, Jakob Moneta, dont la communication a abordé le problème de la lutte de Trotsky pour le front unique au moment de l'avènement au pouvoir d'Hitler en Allemagne, et le militant polonais Ludvik Hass, qui a passé de longues années de sa vie dans les prisons staliniennes, auteur d'un texte sur les écrits de Trotsky en Pologne entre les deux guerres. Notre collaborateur Alan Wald avait envoyé une communication sur la contribution de Trotsky à la théorie marxiste de l'art et de la culture. Finalement, Paolo Casciola du Centre d'études Pietro Tresso de Foligno (Italie) a présenté un texte sur Trotsky et les luttes des peuples coloniaux.

2. Une telle thèse a été développée aussi au colloque de Wuppertal, notamment dans des interventions soviétiques et chinoises.

PIERRE BROUE

L'Opposition unifiée
(1926-1927)

La lutte de l'Opposition unifiée contre l'appareil stalinien à l'intérieur du PCUS est l'un des épisodes décisifs de ce que trop d'auteurs appellent encore « *la lutte pour la succession de Lénine* » et qui est en fait l'épisode principale de la lutte entre l'appareil — c'est-à-dire la bureaucratie au sens politique et social — et le parti avec ses ouvriers avancés et sa tradition révolutionnaire.

Nous savons maintenant que l'Opposition de 1923 avait continué à exister en tant que réseau de sympathisants. Nous savons également que les membres de l'Opposition ouvrière, du groupe du centralisme démocratique, c'est-à-dire les « décistes », et les opposants « nationaux », par exemple les communistes géorgiens, poursuivaient une certaine activité.

Le nouveau, c'est l'apparition à la fin de 1925 de ce qu'on a appelé la « Nouvelle Opposition », l'Opposition de Leningrad dirigée par Zinoviev et Kamenev. J'ai discuté dans ma biographie de Trotsky l'origine du bloc entre la « Nouvelle Opposition » et l'Opposition de 1923, autrement dit entre Zinoviev-

Kamenev et Trotsky. J'ai rejeté la version donnée dans sa fameuse trilogie par Isaac Deutscher sur la base d'une mauvaise interprétation d'un prétendu « discours » de Zaloutsky qui ne fut qu'une conversation privée.

Selon ses archives, Trotsky fut d'abord très prudent avec la Nouvelle Opposition qui exprimait la politique d'un appareil de Leningrad, pas moins brutal et autoritaire que celui de l'Union. Il admit cependant que cet appareil exprimait aussi, bien que de façon déformée, les aspirations des ouvriers de l'ancienne capitale qu'il avait auparavant muselés. La question se posa différemment après la purge de Leningrad par les staliniens. Zinoviev et Kamenev n'étaient plus les « patrons » d'un appareil bureaucratique, mais les membres d'une minorité persécutée par l'appareil. Une alliance avec eux devenait possible.

Non sans problèmes. La sympathie des « trotskystes » de Leningrad durant la purge n'allait pas à Zinoviev mais à ceux qui menaient la purge derrière le nouveau patron, S. M. Kirov, qu'ils appuyaient dans le « groupes d'initiative ». Les rangs des trotskystes en-dehors de Leningrad étaient profondément divisés. Radek et Antonov-Ovseenko préconisaient une alliance avec Staline qu'ils tenaient pour un mal moindre que Zinoviev. Après la purge de l'appareil de Leningrad, Serebriakov insista pour une alliance avec ces gens qui exprimaient bon gré mal gré les besoins des ouvriers de Leningrad, un argument très fort pour Trotsky. Sergeï Mratchkovsky, quant à lui, s'opposait à toute alliance disant : « Staline nous trahira et Zinoviev capitulera. »

L'alliance se fit en définitive avec Zinoviev et Kamenev. Les trotskystes de Leningrad grognèrent, Victor Serge alla voir les dirigeants de Moscou : Smilga et Preobrajensky furent envoyés à Leningrad. Mais finalement l'alliance se réalisa au sommet parce que les dirigeants étaient réellement d'accord sur les plus importants des points à l'ordre du jour et parce que Zinoviev et Kamenev, anxieux de le gagner, offrirent à Trotsky des concessions inattendues, comme la confession de leurs manœuvres bureaucratiques durant le débat de 1923 et la reconnaissance que Trotsky avait eu raison sur toutes les questions de principe, particulièrement sur l'« oppression de l'appareil bureaucratique ». Trotsky allait commenter : « il était presque impossible de ne pas faire un bloc avec eux ».

Il a dû être plus facile de trouver un accord avec les oppositions moins importantes, Opposition ouvrière, décistes et groupe géorgien, car ce fut très vite réalisée. L'Opposition unifiée était née.

Les hommes

Trois des cinq dirigeants incontestables du parti, Zinoviev, Kamenev et Trotsky étaient membres de l'Opposition. Celle-ci pouvait apparaître même comme une sorte d'alliance des « vieux bolcheviks » contre Staline et Boukharine, un peu marginaux. Si on ajoute N. N. Kroupskaïa, la veuve de Lénine, il devient tout à fait clair que ceux qui avaient été les plus proches de Lénine non seulement au cours des dernières années, mais, à l'exception de Trotsky, pendant sa vie entière, étaient dans les rangs de l'Opposition.

Plus encore, on trouve dans les rangs de l'Opposition des gens qui étaient non seulement de « vieux bolcheviks », mais des révolutionnaires et pas des administrateurs. Il est bien entendu naturel que d'importants chefs et commissaires de l'Armée rouge se soient rangés du côté de l'Opposition. Mais ce ne pouvait être du fait de la seule influence de Trotsky dans les cadres militaires du parti. Par exemple, I. T. Smilga, qui avait eu de sérieux conflits avec Trotsky pendant la guerre civile, se rangea pourtant du côté de l'Opposition. En fait, les principaux dirigeants politico-militaires en étaient, avec leur immense prestige, N. I. Mouralov, héros des combats de Moscou en 1905 et 1917, S. V. Mratchkovsky, né en prison, I. N. Smirnov, mécanicien des chemins de fer devenu commissaire d'armée, « la conscience du parti » selon Lénine, et tant d'autres, anciens officiers ou commissaires venus de leurs usines ou de leurs écoles construire l'Armée rouge et combattre des gardes blancs.

L.S. Sosnovsky était de loin le plus populaire des journalistes bolcheviques et ses attaques contre la bureaucratie dans les colonnes de *la Pravda* étaient très largement lues et approuvées par nombre d'ouvriers notamment. Du fait de leur attitude face aux puissances étrangères, quelques diplomates soviétiques, tous militants des années durant, étaient très connus : ainsi A. A. Joffé, premier ambassadeur à Berlin, N. V. Krestinsky, également ambassadeur et ancien secrétaire du parti, Khristian Georgévitch Rakovsky enfin, prestigieuse figure de socialiste européen, ancien président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et ambassadeur à Londres puis Paris.

Préobrajensky et Serebriakov avaient également été secrétaires du parti. Tous deux avaient été dans l'Armée rouge. Tous deux étaient économistes : Smilga dirigeait l'Institut Plekhanov d'économie nationale, Radek était recteur de l'Université Sun Yat-sen. Smilga était vice-président du Gosplan, Piatakov vice-président du sovnarkhoz de l'URSS et avait été un héros de la guerre civile, prédécesseur de Rakovsky à la tête du gouvernement ukrainien.

A. K. Voronsky était un des critiques littéraires les plus connus, très populaire chez les jeunes à cause de ses mémoires de « vieux bolchevik ». Nous pourrions poursuivre avec toutes les autres composantes de l'Opposition unifiée, de la vieille garde Leningrad du « comité de Petersbourg », jusqu'à T. V. Saprionov, de Vladimir Smirnov à Alexandra Kollontaï et Chliapnikov, sans oublier les communistes géorgiens, premiers compagnons d'armes et premières victimes de Staline, comme Mdivani, Kavtaradzé, M. N. Okoudjava.

Les gens de l'Opposition appartenaient à un type d'homme qui avaient lutté longtemps dans la clandestinité, puis milité dans les masses, dirigeant des manifestations et des soulèvements, chefs de l'Armée rouge ou de formations de partisans. Pratiquement aucun d'entre eux n'avait fait de carrière dans l'appareil du parti, et tous avaient passé la guerre civile au front. De façon plus générale, l'Opposition unifiée était largement ce qu'elle voulait être, une opposition ouvrière. A Leningrad, les cadres autour de Zinoviev, avec Bakaïev, Evdokimov et autres, étaient de rudes ouvriers comme nombre de partisans de Trotsky, depuis I. N. Smirnov et Beloborodov jusqu'aux travailleurs organisés des usines de Moscou,

Kharkov ou Odessa, dont nous ne connaissons la plupart du temps que le simple nom et avons pourtant le sentiment qu'ils ont été importants, les Petoukhov, Novikov et des dizaines d'autres.

Le Programme

Le Programme de l'Opposition unifiée fut exposé deux fois : d'abord dans la Déclaration des Treize, puis dans la plate-forme de l'Opposition, la première en 1926, la seconde en 1927.

La Déclaration des Treize se bornait à des problèmes politiques contemporains concrets. Elle assurait que la crise provenait de la bureaucratisation qui imprégnait l'appareil ; elle essayait de montrer les conséquences de cette bureaucratisation dans des domaines comme le niveau de vie, les salaires, le ralentissement de l'industrialisation, les concessions aux paysans aisés et soulignait le parallèle avec la politique du Komintern, les récentes défaites et catastrophes.

Au cours de l'été 1927, dans le cours de la préparation du XV^e Congrès du parti, quelques cent à deux cents membres du parti travaillèrent collectivement à l'élaboration d'un plate-forme qu'ils voulaient soumettre aux délégués lors du XV^e Congrès : sa publication fut interdite.

La plate-forme exprimait l'idée que la caractéristique principale de la situation en URSS à cette date était la force et la croissance de forces sociales favorables à la restauration du capitalisme ; elle assurait que leur pression s'exprimait à travers la montée commune du « koulak », du « nepman » et du « bureaucrate », la sujétion du parti, la suppression de la démocratie interne, l'affaiblissement de l'IC au travers du cours opportuniste suivi par exemple en Chine.

A ces forces sociales qui s'exprimaient dans la politique de l'appareil, l'Opposition voulait opposer sa propre politique, une « politique prolétarienne », à commencer par la fin des falsifications, calomnies et violences à l'intérieur du parti et l'exigence du rétablissement des règles démocratiques et de la vie intérieure du parti bolchevique, l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, la résurrection des soviets, etc. Elle préconisait également une politique d'indépendance du PC chinois et appelait à rompre avec la politique suivie en Chine de soutien de l'armée et du gouvernement de Chang Kaishek et de soumission du Parti communiste au Guomindang.

L'objectif de cette « politique prolétarienne » était de mobiliser la classe ouvrière, l'ancienne et la nouvelle, et de renforcer, en vue de la lutte pour l'hégémonie dans le parti, son « noyau prolétarien ». Il semble que, même dans les débuts de l'Opposition unifiée, ses dirigeants n'excluaient pas théoriquement de faire une certaine propagande à l'extérieur du parti afin d'étendre leur influence sur les travailleurs sans-parti. Néanmoins, les préoccupations de l'Opposition étaient centrées sur la question de la lutte à l'intérieur du parti ; elle démentait catégoriquement les accusations de la direction, rejetait fermement les intentions qu'on lui prêtait de scissionner et de créer un nouveau parti. Il semble qu'un de leurs principaux objectifs, au moins au début, ait été le remplacement de Staline au

secrétariat général par Félix Dzerjinski qui était leur adversaire mais qu'ils estimaient honnête.

Les étapes

Les dirigeants de l'Opposition furent les premiers à apparaître publiquement en tant que tels, avec la Déclaration des Treize qui ne comprenait que ceux des siens qui étaient membres du comité central ou de la commission central de contrôle.

Ils commencèrent ce qu'on peut appeler une « sortie », d'abord prudemment et relativement lentement, puis « en masse ». Au début de l'automne, les oppositionnels reçurent des instructions pour sortir, c'est-à-dire pour s'exprimer publiquement dans leurs cellules sur les points en discussion et particulièrement la répression qui avait frappé les premiers dirigeants oppositionnels avec l'« affaire Lachévitch » et les mesures contre Zinoviev. Puis, croyant que l'accueil favorable qu'ils avaient reçu dans certaines cellules importantes du centre prolétarien de Moscou en particulier, était un bon présage et une preuve de la sympathie qu'ils éveillaient, ils décidèrent une offensive à tout va, la première bataille devant être livrée à partir de la descente dans la cellule du parti de la gare de Riazan-Ouralsk des dirigeants de l'Opposition qui y obtinrent la majorité. Le lendemain, quand ils essayèrent d'agir de la même manière à l'usine d'aviation Aviopribor, ils furent mis en minorité et cela continua les jours suivants, partout où ils firent des descentes. Sous les cris menaçants d'une bande de gros bras organisés par l'appareil qui cassait les réunions et couvrait la voix des orateurs de l'Opposition, ils durent battre en retraite : les ouvriers avaient peur et s'inclinaient, modifiant leur vote pour conserver leur emploi ou leur logement. Trois jours plus tard, les dirigeants de l'Opposition commencèrent à négocier avec Staline pour obtenir une trêve. Leur « Déclaration de paix » du 16 octobre 1926 n'était pas à proprement parler une capitulation, mais un sérieux recul : ils n'étaient pas obligés de se rétracter comme on le dit et le croit souvent, mais ils durent désavouer des membres russes et étrangers engagés dans la voie de la fondation d'un « nouveau parti » et reconnaître le caractère « fractionnel » de leur propre activité.

La « Déclaration de paix » fut une retraite, marquée par des pertes dont certaines politiquement importantes, le départ d'une partie des membres de l'Opposition ouvrière et des décistes, les uns et les autres gagnés à l'idée d'un « nouveau parti », le retrait de Kroupskaïa, la veuve de Lénine, brisée, sans aucun doute, par les menaces et le chantage de Staline.

Mais ce fut aussi le moment de la clarification. Le premier prétexte suffit à Staline pour rompre la trêve. Mais il était incapable à l'époque de museler totalement et partout les oppositionnels. Ses attaques contre l'Opposition « petite-bourgeoise » provoquaient des réponses et un vrai débat sur le cœur du problème : socialisme dans un seul pays ou révolution mondiale. Une fois de plus, les discours de Trotsky ébranlaient le moral et les certitudes d'une partie des éléments de l'appareil regroupés derrière Staline. Quelques semaines plus tard, les développements en Chine mobilisèrent de nouveau derrière les oppositionnels une fraction

du parti, y compris de nombreux jeunes, dressés contre la désastreuse politique stalinienne en Chine.

Alors commença la troisième et dernière phase. L'Opposition unifiée, galvanisée par la défaite chinoise et l'écrasante responsabilité de la ligne Staline-Boukharine dans ce désastre, déclencha une offensive forcenée contre la direction. Staline, obligé de la réduire au silence, riposta par des mesures administratives, exilant les militants sous le prétexte de mutations, poursuivant par des exclusions d'abord individuelles, puis collectives. Le centre de gravité de la lutte se déplaça du débat politique aux mesures répressives, particulièrement après la manifestation à la gare d'Iaroslavl à l'occasion du départ forcé de Smilga pour l'Extrême-Orient. Au plénum d'août 1927, la scission du parti semblait avoir été transférée au sein des deux fractions en lutte : Zinoviev et Kamenev commençaient à aspirer à une « unité » qui pouvait bien signifier leur capitulation et Trotsky devait manœuvrer pour les garder avec lui. En face, le camp de l'appareil était aussi profondément divisé et la résolution d'Ordjonikidzé le 9 août défiait ouvertement Staline puisqu'elle n'excluait pas Zinoviev et Trotsky.

Staline ne devait remporter finalement la victoire que grâce à l'intervention de la police politique et l'emploi de méthodes de provocation, faisant ainsi une pression maximale sur ses alliés réticents et commençant à les faire plier avant de les briser. Trotsky fut le seul qui put de temps en temps prendre la parole, notamment à une réunion de l'exécutif de l'IC. Mais c'est l'utilisation de la police et elle seule qui régla le conflit, ce qui fut fait avec la provocation de « l'officier de Wrangel », en fait un agent du GPU, l'affaire de l'imprimerie de la plate-forme de l'Opposition et son prétendu « complot militaire ». La victoire officielle vint avec l'échec, le 7 novembre, des manifestations organisées par l'Opposition ; ce n'était pas réellement la victoire de la majorité de l'appareil du parti, mais celle de la police secrète aux mains de Staline sur le parti lui-même, lequel, comme on le sait, allait être finalement condamné à mort dans les années trente avec l'exécution de ses anciens dirigeants et cadres, même ex-staliniens, à l'époque de la grande purge.

Sa place dans l'histoire

Aussi déformé, censuré, écrasé, qu'il fut, le débat autour de la plate-forme de l'Opposition fut néanmoins le dernier qui se déroula à l'intérieur du parti bolchevique, manifestation éclatante de sa mort en tant que parti révolutionnaire et de sa survie seulement comme instrument de la bureaucratie.

On peut ajouter que non seulement tous les membres de l'Opposition unifiée de 1926-1927, mais aussi une grande partie des pseudo-vainqueurs devaient être tués par ceux qui l'avaient vraiment emporté, Staline et l'OGPU. A cet égard, peu importe comme les victimes avaient lutté contre Staline : tous ont été condamnés à mort, ceux qui avaient capitulé auparavant comme ceux qui avaient capitulé après la « Déclaration de paix », les zinoviévistes comme les trotskystes dont ils s'étaient séparés fin 1927, les trotskystes qui avaient capitulé en 1929 comme ceux qui résistèrent jusqu'au bout en menant le combat de la « fraction bolchevik-léniniste » : tous étaient la chair et le sang du parti bolchevique.

L'historien doit finalement répondre à la question centrale des forces sociales à l'œuvre dans ce conflit qui n'était nullement une « guerre de succession ». Il est maintenant clair que Staline et les siens n'étaient pas favorables à une restauration du capitalisme mais surtout soucieux de conserver et d'élargir les privilèges des bureaucrates, et qu'ils n'ont pas hésité à frapper le koulak quand ils se sont estimés menacés par lui. A cet égard, on peut sans doute penser que Trotsky avait quelque peu sousestimé le danger représenté par la bureaucratie en tant que couche particulière avec ses intérêts et sa politique propres. Il semble, de plus, avoir aussi surestimé les forces proprement capitalistes dans le pays. Ce n'est que plus tard qu'il corrigea ces deux erreurs d'appréciation en reconnaissant que Thermidor n'était pas dans l'avenir, mais qu'il s'était déjà produit et que le transfert – ou usurpation – du pouvoir, de la classe ouvrière à la bureaucratie, sur la base de la propriété collective des moyens de production, avait déjà été réalisé en 1923, c'est-à-dire trois ans avant le début de l'Opposition unifiée.

Cela signifie-t-il qu'il avait tort d'estimer que l'Opposition unifiée luttait au nom de la classe ouvrière et pour elle ? Je ne le pense pas. La « politique prolétarienne » défendue par l'Opposition unifiée était un véritable programme, réaliste et concret de défense de la classe ouvrière en Union soviétique en 1927. Les tentatives de manifester le 7 novembre à Moscou, Leningrad et Kharkov étaient la preuve que les dirigeants de l'Opposition croyaient qu'ils pouvaient – mais ils n'ont pas pu – mobiliser un soutien important non seulement à l'intérieur mais à l'extérieur du parti parmi les ouvriers du rang.

Les raisons en sont évidentes. L'avant-garde de la classe ouvrière avait été aspirée au cours des années précédentes dans les organes du nouveau pouvoir et n'avait pas été remplacée. La bureaucratie luttait de toutes ses forces pour empêcher la reconstitution d'une véritable conscience de la classe ouvrière qui aurait signifié pour elle un grand danger. Il n'existait pas d'avant-garde, seulement une masse amorphe récemment venue de la campagne, liée pieds et poings par l'appareil à travers le réseau des cellules du parti, syndicats, sections, organisations de masse, sous le contrôle de la même bureaucratie qui était capable de briser tout opposant et de noyer toute critique dans un océan de falsifications et de calomnies. Nous savons maintenant qu'il fallut plus de soixante ans avant que renaisse une classe ouvrière dans le cadre de l'Etat totalitaire post-stalinien, dans le cours des grandes grèves de mineurs de charbon de Sibérie et d'Asie centrale l'été dernier. Le dernier meeting oppositionnel de la première époque soviétique fut tenu à l'occasion de l'enterrement de Joffe, le 10 novembre 1927, les premiers dans la période actuelle se tinrent soixante-et-un ans plus tard et le premier pour la réhabilitation de Trotsky le 15 novembre 1988.

Il est également indiscutable que la défaite de l'Opposition unifiée ne fut pas seulement celle de la classe ouvrière soviétique pas encore reconstituée mais une des défaites subies par la révolution dans plusieurs Etats européens importants, en d'autres termes, la défaite de la révolution mondiale attendue par Lénine, Trotsky et leur génération. Pour eux, la victoire de la révolution russe n'avait été que la première étape. La révolution une fois isolée en Union soviétique, une situation entièrement nouvelle prenait forme.

Trotsky n'était pas un prophète et n'a pas prédit une telle situation. On peut même ajouter qu'il lui fallut du temps pour mieux comprendre la naissance du stalinisme et de la classe bureaucratique des nouveaux maîtres privilégiés, mais il était des années-lumières en avance sur tous les commentateurs et analystes de son temps, le seul en tout cas dont l'analyse et les commentaires soient utiles aujourd'hui pour comprendre les problèmes du jour, non seulement en Union soviétique, mais en Chine et en Europe de l'Est.

Sans lui, sans son combat pour unifier l'Opposition, pour gagner le « noyau prolétarien », sans sa lutte « les yeux grand ouverts », une lutte principielle pour l'édification des générations à venir, le combat de l'Opposition unifiée n'aurait été qu'un épisode obscur parmi les conflits d'appareil. Grâce à lui, ce fut un combat dont les développements se font toujours sentir aujourd'hui, et la tenue même de ce colloque en est la preuve vivante.

PS. : je me suis abstenu de donner ici des références ; je me permets de renvoyer pour elles à mon ouvrage *Trotsky*, éditions Fayard, Paris, 1988.

VITALY DEMICHEV

Les problèmes actuels du socialisme à la lumière des idées de Trotsky

Au milieu des années trente, Léon Trotsky a développé son analyse des événements et des tendances de la société soviétique et, sans doute, cette tâche a été accomplie fondamentalement par son livre bien connu *Qu'est-ce qu'est l'URSS, où va-t-elle ? (la Révolution trahie)*. Cinquante ans se sont écoulés depuis lors. L'histoire a confirmé les idées fondamentales de son analyse qui sont toujours actuelles. Nous voudrions attirer l'attention de nos lecteurs sur certaines d'entre elles.

Comme tout autre marxiste, Trotsky ne doute pas que la société bourgeoise cèdera inévitablement la place à une nouvelle formation socio-économique, à une formation socialiste et ensuite communiste. En tant que théoricien et militant engagé dans les dures luttes de classes des premières décennies du XX^e siècle, il n'a aucune raison d'en douter. Mais les temps ont changé. Les pays qui se sont proclamés socialistes jusqu'à une date récente se trouvent dans un état de crise. Etant donné les problèmes économiques et d'autre nature auxquels ils doivent faire face, ils sont attirés par les conditions de bien-être de nombreux secteurs de la

population à l'Ouest. Ainsi, encore une fois, la question se pose de savoir si le socialisme est effectivement inévitable du point de vue historique et s'il continuera d'être l'étoile Polaire du progrès social contemporain.

L'idée de l'alternative socialiste dans l'histoire peut être défendue par une série d'arguments. Tout d'abord, en partant de l'expérience historique d'ensemble et de quelques considérations théoriques, il faut souligner que la production a lieu dans l'intérêt du propriétaire des moyens de production (cette conclusion n'empêche pas de reconnaître une fonction sociale à la production). C'est pourquoi, si le propriétaire et l'ouvrier ne sont pas la même personne, il existe une contradiction permanente entre eux deux et leurs intérêts s'opposent. Il va de soi que, à travers les différentes époques historiques et dans les différentes régions, cette opposition acquiert des formes et une nature différentes allant des formes barbares et farouches à des formes civilisées et « douces ». Mais elle ne peut pas être détruite. Si le propriétaire et l'ouvrier (collectif ou individuel) s'identifient, la production est réalisée dans l'intérêt de l'ouvrier et la contradiction susmentionnée soit n'existe pas encore soit a été dépassée.

Par ailleurs, la division même de la société en propriétaires et ouvrier (c'est-à-dire, selon l'interprétation marxiste, en des classes opposées) a un caractère historique. Elle se développe avec l'émergence d'un surplus et devient clairement anachronique du point de vue historique lorsque la production atteint un niveau si élevé de son évolution qu'elle est en état de fournir tous les biens de consommation nécessaires à la satisfaction des besoins de la population tout entière, de tous les membres de la société. Il est évident qu'au fur et à mesure que se développe la révolution scientifique et technologique, les pays industrialisés avancés s'approchent graduellement d'une telle situation. Sans doute, c'est justement ce fait qui explique l'émergence dans ces pays d'éléments socialistes. On peut donc partir du présupposé que, jusqu'au milieu du xx^e siècle, aucun pays au monde n'était mûr objectivement, c'est-à-dire économiquement et par conséquent politiquement et culturellement pour des transformations socialistes. Les bolcheviks ont dû faire face justement à ce problème, qui a attiré l'attention de Trotsky plus que de n'importe quel autre marxiste.

Cette question peut être abordée dans le cadre du problème fondamental du rapport entre tendances objectives et normes du processus historiques d'un côté, et activité consciente des gens (qui n'exclut pas différentes actions spontanées) de l'autre. Est-ce que les lois sociales opèrent de façon fatale ? Dans quelle mesure les groupes sociaux et les gens peuvent détourner le cours de l'histoire de la « pure » manifestation de ces lois ? Est-ce que le rapport est le même aux différentes étapes de l'évolution de la société ? Esclaves, serfs, « libres » vendeurs de leur force de travail ont toujours lutté contre le système d'exploitation. Pourtant, ce fait en tant que tel n'implique pas qu'une société soit prête à passer à une autre étape de développement (féodalisme, capitaliste, socialisme...). Quand est-ce que cette « préparation » avait mûri ? Le conflit entre forces productives et rapports de production exige une analyse historique spécifique dans chaque cas particulier. En outre, l'engagement des opprimés dans une lutte révolutionnaire comporte pour les

révolutionnaires des devoirs politiques, éthiques et d'autre nature et exerce ainsi une pression psychologique sur leur analyse de la situation historique.

Marx et Engels n'avait pas pu se soustraire à l'impact de telles responsabilités ou à cette pression. Ces circonstances ont eu une incidence sur leur appréciation des crises économiques du XIX^e siècle comme éléments avant-coureurs du déclin capitaliste et sur leur pronostic concernant la possibilité de l'échange direct de marchandises après la victoire de la révolution prolétarienne, de même que sur d'autres prévisions qui nous apparaissent aujourd'hui utopiques. Il faut souligner que les fondateurs du marxisme eux-mêmes ont mis à plusieurs reprises l'accent sur la nécessité d'avoir une approche créative non dogmatique face à la théorie et notamment face aux orientations programmatiques qui doivent être vérifiées sur la base de la pratique.

Traditionnellement, Trotsky est considéré comme un marxiste de « gauche » et il y a des raisons qui expliquent une telle caractérisation. Mais une autre chose doit être également soulignée. Trotsky a combiné son adhésion aux buts et aux principes fondamentaux du marxisme avec leur application féconde à la réalité changeante. De même que tous les bolcheviks, il a estimé en 1917 et plus tard qu'il était possible et nécessaire d'accomplir la révolution socialiste. De même que les autres marxistes de l'époque, il a compris que la Russie n'était pas objectivement prête pour des transformations socialistes.

Puisque, en développant une idée de Marx et d'Engels, Trotsky pensait que la révolution russe devait être complétée par des révolutions prolétariennes en Occident, il avançait l'idée d'une « révolution permanente ». Mais le temps s'écoulait et le prolétariat de l'Europe avancée ne « complétait » pas la révolution russe. Entre temps, les processus à l'intérieur de la Russie prenaient une tournure qui n'avait pas trop en commun avec les idéaux socialistes. Les ouvriers et les paysans faisaient des efforts héroïques pour transformer l'Union soviétique en pays le plus puissant des années trente. Mais, en même temps se produisait une aliénation des ouvriers par rapport aux moyens de production et à la gestion des processus sociaux. La bureaucratie était à l'offensive et la stratification de la société acquérait des traits de classe. La raison profonde de ces processus résidait dans l'arriération économique de la Russie, la pauvreté et le retard technologique qui créaient des conditions favorisant l'étroitesse d'esprit des ouvriers et des membres du parti.

Selon Trotsky, il était possible de combattre ces tendances. C'était sa position, qui pourtant a des points faibles. Nous ne pouvons pas développer ici une analyse spécifique de tous les aspects des idées de Trotsky sur la nature de la société soviétique et sur ses perspectives de développement. Mais nous estimons quand même que ce qui a été déjà dit justifie la conclusion qui suit : les idées que Trotsky a avancées et développées dans les années vingt et trente, de même que les idées de quelques autres marxistes de l'époque, constituent le fondement théorique qui permet d'aborder les plus importants problèmes de la perestroïka en Union soviétique et dans d'autres pays, des problèmes du mouvement socialiste contemporain.

RUPTURES A CUBA

le castrisme en crise

Janette Habel



288 pages
130 F

*Trente ans après la victoire de la révolution
cubaine, que sont devenus
les héros de la Sierra Maestra ?*

Editions La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil-sous-Bois

LIVIO MAITAN

Trotsky et la construction du parti et de l'internationale

Les idées de Trotsky sur la construction du parti du prolétariat – qui pour lui, de même que pour Lénine, est synonyme de construction d'un parti révolutionnaire – ont été l'objet, de son vivant et après sa mort, de polémiques innombrables et le plus souvent de déformations, voire de falsifications.

Cela a commencé au début du siècle, à partir du fameux deuxième congrès du Parti social-démocrate de Russie (POS DR) en 1903 et a continué entre 1905 et juillet 1917, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée de Trotsky dans le Parti bolchévique avec d'autres dirigeants et militants révolutionnaires appartenant à l'époque à l'organisation dite inter-rayons. Après un interlude de quelques années, les polémiques repartaient de plus belle : le prétendu « non-bolchévisme » de Trotsky devenait l'un des leitmotiv de la campagne menée contre lui lors de la montée et de la consolidation du stalinisme. Dans l'après-guerre et avant le XX^e Congrès du PCUS, il n'y avait pas beaucoup de gens intéressés aux batailles et aux idées de Trotsky qui, au mieux, étaient considérées comme des matériaux archéologiques.

Comme tout le monde sait, la glasnost inaugure une ère nouvelle. Trotsky est « réadmis » dans l'histoire de l'Union Soviétique et son rôle réévalué. Mais, à l'heure actuelle, le sérieux du débat est remis en question par la fureur iconoclaste de tous ceux qui, partant d'une révolte légitime contre plus de soixante-dix ans de domination bureaucratique, vont désormais jusqu'à rejeter, non seulement Staline et ses successeurs, mais aussi Marx, Lénine, la révolution d'Octobre et le mouvement communiste et ouvrier dans son ensemble. Ainsi, au moment même où on recommence à parler de Trotsky, ses idées — ou des idées qui lui sont abusivement attribuées — sont souvent violemment critiquées. L'approche n'est pas du tout originale. En reprenant, délibérément ou sans le savoir, des arguments avancés déjà dans les années trente par des intellectuels, des vieux sociaux-démocrates ou des anarchistes, on attribue à Lénine la paternité du stalinisme. On prétend en même temps que, s'il avait gagné la lutte pour le pouvoir, Trotsky ne se serait comporté différemment de son adversaire et qu'au fond, Staline n'avait fait qu'appliquer d'une façon plus conséquente des idées trotskystes¹.

Il nous semble donc utile, dans le cadre de ce colloque, de rappeler certaines données historiques, en esquissant d'une façon synthétique — et inévitablement quelque peu schématique — l'évolution des conceptions de Trotsky sur une question à ses yeux décisive : la nature et le rôle du parti du prolétariat et la nécessité de construire en même temps ce parti et une internationale révolutionnaire.

De 1903 à 1917

Nous ne reviendrons pas ici sur les vicissitudes du groupe de l'*Iskra* dans lequel Trotsky s'était rapidement intégré lors de son premier exil. Il est bien connu que c'est au congrès de la social-démocratie russe de 1903 que s'est produite la rupture entre Trotsky et Lénine, dans le cadre d'une rupture plus générale, dont, contrairement aux reconstructions un peu mythiques qui ont prévalu depuis, les tenants et les aboutissants étaient loin d'être clairs dès le début pour les protagonistes.

En fait, Trotsky n'avait pas à l'époque une conception du parti tout à fait distincte de celle de Lénine et d'autres dirigeants du POSDR. Au moins sur un point essentiel, c'est-à-dire la nécessité de construire un parti centralisé et dirigé nationalement, son approche et celle de Lénine ne s'opposaient pas. Tant il est vrai qu'avant même de quitter la Sibérie et de connaître le premier numéro de l'*Iskra*, dans un texte de 1901 diffusé dans le milieu des déportés, le jeune Trotsky avait pris position en faveur de la centralisation du parti sous la direction d'un comité central doté de pouvoirs importants². Comme nous le verrons plus loin, il mettra l'accent soit sur l'aspect centralisateur, soit sur l'aspect démocratique selon les situations concrètes (au début du siècle, les révolutionnaires travaillaient sous l'absolutisme tsariste, donc dans des conditions de stricte clandestinité). Mais, l'idée de la nécessité insupprimable de la centralisation pour un parti dont la raison d'être est la lutte contre le pouvoir centralisé des classes dominantes, sera toujours un élément fondamental de sa conception. Ce n'est pas sur ce terrain qu'il faut chercher la cause de sa rupture avec Lénine. En fait, cette rupture a été déterminée

par une appréciation différente sur la portée des divergences au sein de la social-démocratie russe, entre bolchéviks et mencheviks, et sur la possibilité de maintenir un cadre organisationnel commun. Trotsky croyait à cette possibilité et agissait conformément à cette conviction (notamment à l'époque de ses tentatives de conciliation malheureuses, entre 1910 et 1912) en faisant retomber sur les bolchéviks et sur les méthodes d'organisation et de fonctionnement attribuées à Lénine la responsabilité de la division.

Il a reconnu lui-même *a posteriori* que son appréciation était erronée. Dans son autobiographie, après avoir expliqué que « le centralisme révolutionnaire est un principe dur, exigeant et autoritaire », il écrit sans détour que le « comportement de Lénine (en 1903) était juste du point de vue politique et donc nécessaire pour l'organisation » (*La mia vita*, Mondadori, Milano, 1976, p. 175). Plus loin, en se référant aux débats de 1912, il ajoute : « *A propos des développements interne du parti, je péchais encore une fois par une espèce de fatalisme social-révolutionnaire* » (*ibidem*, p. 228)... Dans l'un des écrits de la dernière année de sa vie, il revient sur l'épisode de 1912 en écrivant : « *Lénine démontra que dans la mesure où je n'étais pas d'accord politiquement ni avec les menchéviks ni avec les bolcheviks, ma politique était de l'aventurisme. C'était dur, mais vrai* » (*In Defense of Marxism*, Pathfinder Press, New York, p. 141).

Il est intéressant de remarquer que Isaac Deutscher, qui ne peut guère être soupçonné d'ortodoxie léniniste, exprime une appréciation allant dans le même sens, surtout en ce qui concerne l'attitude de Trotsky en 1910 et ses critiques, très peu fondées du point de vue factuel, au comportement de Lénine. « *Le principe général selon lequel le désaccord était admis, n'était pas contesté par Lénine* — écrit-il. *Il se limitait à exliquer qu'un désaccord spécifique (concernant la nécessité du travail clandestin) ne pouvait pas être toléré parce ceux qui s'opposaient au travail clandestin, n'auraient pas pu réaliser effectivement un travail clandestin* » (que les bolcheviks considéraient à juste titre nécessaire) (*The Prophet armed*, Vintage Books, 1965, vol. 1, pp. 195-196). Dans sa monumentale biographie de Trotsky, Pierre Broué tire aussi la conclusion que dans la dispute de 1903 et des années suivantes, c'était Lénine qui avait vu juste (*Trotsky*, Fayard 1988, pp. 82-83).

Une brochure écrite par Trotsky en 1904 — *Nos tâches politiques* — a été utilisée souvent — par exemple, dans les années soixante-dix dans des débats en France et en Italie — pour combattre la conception substitutiste attribuée à Lénine (le parti se substituant à la classe ouvrière etc.) et pour opposer le jeune Trotsky non seulement à Lénine mais aussi au Trotsky devenu ensuite un fervent partisan du bolchévisme. On a mis notamment en épingle le passage de cette brochure où l'auteur, en esquissant une espèce de dynamique infernale du substitutisme, semble anticiper l'itinéraire que le Parti bolchévique allait parcourir sous le règne de Staline : l'organisation du parti se substituerait au parti, le comité central à l'organisation du parti et finalement le dictateur se substituerait au comité central. Il a été juste, par ailleurs, d'attirer l'attention sur un autre passage qui, sans doute pour la première fois après la *Critique du programme de Gotha* par Karl Marx, s'efforce de saisir la dialectique interne d'une société post-révolutionnaire : « Les

tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique, que par de longues "discussion", que par la lutte systématique, lutte non seulement du monde socialiste avec le monde capitaliste, mais aussi lutte des divers courants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme : courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera par dizaines, par centaines de nouveaux problèmes, insolubles à l'avance. » (Nos tâches politiques, Paris, 1970, p. 48).

L'autocritique de Trotsky que nous avons déjà mentionnée concerne aussi — explicitement — les attaques lancées contre Lénine dans cette brochure. Il n'y a pas de doute qu'il s'agissait, au fond, d'un procès d'intentions, un procédé, malheureusement assez fréquent dans les luttes fractionnelles. En fait, le comportement de Lénine ne justifiait absolument pas de telles attaques. Après tout, comme Deutscher le fait aussi remarquer, Lénine n'avait exclu personne du parti en se limitant à envisager des mesures contre les opposants s'ils persistaient dans leur obstruction à l'application des décisions prises démocratiquement par le congrès³.

Ajoutons que l'anticipation des conséquences du substitutisme, bien qu'elle puisse apparaître prophétique, comporte, telle qu'elle est formulée, une erreur de méthode, analogue à celle que commettront — bien entendu, dans une optique tout à fait différente — d'innombrables critiques — mieux vaudrait dire détracteurs — de la conception léniniste du parti. Le processus de dégénérescence du parti et de l'Etat soviétique est présenté par ces gens sous une forme tout à fait abstraite, comme la conséquence inévitable d'une conception — de surcroît, abusivement interprétée — et de mécanismes organisationnels en tant que tels, en faisant abstraction des contenus politiques et sociaux, concrets et spécifiques, qui déterminent, en dernière analyse, la dynamique soit positive, soit perverse de structures et mécanismes organisationnels. Que les choses se soient passées exactement ainsi dans le cas de la dégénérescence du parti et de l'Etat soviétique, c'est Trotsky lui-même qui devait le démontrer à maintes reprises dans les quinze dernières années de sa vie.

Nous avons vu que Trotsky se reprochait dans *Ma vie* « une espèce de fatalisme social-révolutionnaire ». Il se référerait fort probablement à un passage de *Nos tâches politiques* où il expliquait que dans les conditions d'une crise révolutionnaire « la volonté subjective du parti, même du parti dirigeant, n'est qu'une force parmi mille, et certainement pas la plus importante » (p. 223). Ici, effectivement il semble sous-estimer la fonction du parti, donc se différencier nettement de la conception de Lénine.

Les premières années de la révolution

Dans les premières années après la révolution d'Octobre, les discussions sur le problème parti ont lieu surtout dans le cadre de l'Internationale communiste et en premier lieu à l'occasion de son deuxième congrès, qui adopte un document « sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » et les fameuses vingt-et-une conditions d'adhésion à l'Internationale conçue comme un parti

mondial. Trotsky qui intègre le groupe dirigeant de l'Internationale et joue souvent un rôle de premier plan dans les congrès, considère désormais comme un acquis commun la conception léniniste du parti et ne défend aucune position particulière. Qui plus est — ce n'est pas inutile de le rappeler aujourd'hui, à l'heure de la mystification généralisée et du rejet sommaire des conceptions léninistes au sein du mouvement ouvrier lui-même —, c'est justement dans les années les plus difficiles pour la survie de la révolution que le parti bolchévique maintient un fonctionnement démocratique. Tous les problèmes, nationaux et internationaux, qui se posent, y sont discutés librement et souvent même publiquement, sans cacher les divergences qui se dessinent. Ce n'est qu'après ces discussions que les décisions majoritaires sont appliquées.

Il faut ajouter que l'accord sur le mode de fonctionnement du parti au sein du groupe dirigeant subsiste même lorsque Lénine propose au X^e Congrès du PCUS en 1921 l'interdiction de groupes ou fractions organisés. Trotsky lui-même exprime son accord et se prononce pour la dissolution des tendances et regroupements existants dont le sien. *A posteriori*, on peut estimer que la décision du congrès a été une lourde erreur : en fait, elle est devenue une arme redoutable aux mains de la bureaucratie. Est-ce que ce danger aurait pu être perçu déjà à l'époque ? Probablement, oui. Il ne faut oublier, en tout cas, que la mesure adoptée était conçue comme exceptionnelle et provisoire, visant à surmonter la cristallisation fractionnelle qui s'était produite. Qui plus est, elle ne comportait guère l'interdiction de la discussion interne ni des prises de positions critiques à l'égard de la direction. Par ailleurs, Lénine lui-même proposa au congrès d'élire dans la nouvelle direction des représentants de toutes les tendances et les sensibilités du parti⁴.

Rappelons que même au XIII^e Congrès, en mai 1924, alors que le processus de bureaucratisation du parti est déjà amorcé, la résolution finale proclame, entre autres : « *La démocratie socialiste signifie la liberté pour tous les membres du parti d'examiner ouvertement les questions essentielles de la vie du parti et la liberté d'en discuter ainsi que l'éligibilité aux postes de direction et dans les collèges d'en bas en haut.* » C'était dans une large mesure de l'hypocrisie de la part de ceux qui étaient déjà en train de se regrouper autour de Staline. Mais il est significatif que personne ne pouvait encore s'opposer à de telles formules.

Un an avant le X^e Congrès, qui fut aussi, rappelons-le, le congrès de l'introduction de la NEP, Trotsky avait publié *Terrorisme et communisme*. Dans cette brochure polémique à l'égard de Kautsky, il n'hésite pas à affirmer, entre autres, que « *la direction générale des affaires est concentrée entre les mains du parti. Ce n'est pas que le parti gouverne d'une façon immédiate, car son appareil n'est pas adapté à ce genre de fonctions. Mais il a voix décisive sur toutes les questions de principe qui se présentent. Bien plus, l'expérience nous a conduit à décider que, sur toutes les questions litigieuses, dans tous les conflits qui peuvent s'élever entre les administrations et dans les conflits de personnes à l'intérieur des administrations, le dernier mot appartenait au comité central du parti* » (*Terrorisme et communisme*, Editions 10/18, Paris, 1963, pp. 167-168). Plus loin, on lit : « *La dictature présuppose unité, volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie*

pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu d'un programme d'action bien défini et fort d'une discipline intérieure indiscutée » (*ibidem*, pp. 168-169). Et finalement : « *On nous a accusé plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti* » (*ibidem*, p. 170).

On comprend pourquoi, c'est justement à *Terrorisme et communisme*, de même qu'aux positions exprimées lors du débat sur les syndicats, que se réfèrent ceux qui prétendent qu'il faut mettre Trotsky et Staline dans le même sac. En fait, Trotsky exprime dans cette brochure une conception de la démocratie prolétarienne qui n'est pas partagée par ceux qui se réclament de ses idées aujourd'hui. Mais, il ne faut quand même pas oublier qu'il écrivait dans le cadre contraignant d'une guerre civile atroce. Qui plus est, il serait incorrect d'extrapoler les idées exprimées dans *Terrorisme et communisme*, de l'ensemble des œuvres de Trotsky, de ce qu'il avait écrit avant, par exemple à l'époque de la révolution de 1905, et — nous y reviendrons — de ce qu'il écrira après, entre 1923 et 1940.

La bataille pour la démocratisation du parti

Une nouvelle étape de la bataille de Trotsky s'ouvre déjà avant la mort de Lénine, en 1923. La première manifestation en est la publication de *Cours nouveau*, dont le leitmotiv est la revendication du fonctionnement démocratique du parti contre les distorsions bureaucratiques qui étaient déjà en train de se produire (l'auteur parle explicitement de « *fraction bureaucratique* » à l'œuvre).

Trotsky ne change pas son avis sur la nécessité d'un parti centralisé. Mais il met l'accent sur l'idée que l'appareil doit être l'instrument du parti et non son maître et que les exigences de la centralisation doivent être harmonisées et équilibrées par les exigences de la démocratie. Il ne s'agit pas d'une proclamation abstraite : l'auteur dit sans ambages qu'une telle pratique n'avait pas existé « *au cours de la dernière période* ». En même temps, tout en ne se délimitant pas des conceptions de l'époque sur le rapport entre le parti et l'Etat, il lance une mise en garde : « *Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat et, par conséquent, de son Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans se fondre dans l'appareil bureaucratique de l'Etat, afin de ne pas s'exposer à une dégénérescence bureaucratique* ». Or, il ne s'agissait pas que d'un danger potentiel : la dynamique perverse opérait déjà sur ce terrain aussi.

Dans la même période, Trotsky adresse une lettre ouverte aux assemblées du parti où, après avoir dénoncé à nouveau les dangers de bureaucratisme, il conclut : « *Il faut en finir avec l'obéissance passive, avec le nivellement mécanique par les autorités, avec la suppression de la personnalité, avec la servilité et avec le carriérisme ! Un bolchévik n'est pas uniquement un homme discipliné : il est un*

homme qui dans tous les cas et sur toutes les questions se forme une opinion ferme par lui-même et la défend avec courage et d'une façon indépendante non seulement contre ses ennemis, mais aussi dans son propre parti ».

Quatre ans après *Cours nouveau*, lorsque la fraction stalinienne a déjà assez consolidé son pouvoir, apparaît ce véritable manifeste de la bataille antibureaucratique qu'est la plateforme de l'Opposition de gauche. La démocratisation du parti y est à nouveau revendiquée comme un objectif essentiel de la lutte plus générale pour la démocratie socialiste. « *L'anéantissement de la démocratie intérieure du parti mène à l'anéantissement de la démocratie ouvrière en général, dans les syndicats et dans d'autres organisations sans parti de masses* » lit-on dans le chapitre consacré justement au parti.

Signalons, toutefois, que « *la situation de parti unique qu'occupe le PCUS* » est encore considérée comme « *indispensable à la révolution* », même si l'on attire l'attention sur le fait qu'« *elle crée des dangers particuliers* ». La conclusion est encore plus nette : « *La dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul parti prolétarien uni comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes* » (*Plateforme de l'Opposition*, incluse dans le volume *La lutte antibureaucratique en URSS*, Editions 10/18, 1975, pp. 245-246).

Les batailles des années trente

Dans la dernière décennie de sa vie, Trotsky opère dans un contexte tout à fait différent de celui où il avait opéré auparavant et des événements majeurs, comme la défaite de la classe ouvrière allemande, l'amènent à rectifier son approche aussi bien tactique que stratégique. A partir de 1933, il tire la conclusion que pour lui et ses compagnons de lutte, il s'agit désormais de construire des nouveaux partis révolutionnaires et une nouvelle internationale. Peu après, il abandonne l'idée d'une régénération de l'URSS par une action dans le cadre du parti et des institutions existantes, et il inscrit dans son programme la révolution politique antibureaucratique.

Il revient également à plusieurs reprises sur le problème du parti et de sa fonction dans une démocratie socialiste. Sans minimiser pour autant les médiations nécessaires, il réaffirme son idée centrale dans des termes péremptoirs qui peuvent apparaître schématiques : « *l'instrument principal de notre époque est le parti du prolétariat*⁵ ». Il se préoccupe, d'abord, de rejeter toute conception spontanéiste et, plus généralement, toute conception sousestimant la nécessité de « *la sélection préparatoire de l'avant-garde* ». A ce sujet, il faut mentionner un article sur Rosa Luxembourg de juin 1935. L'auteur ne partage absolument pas les critiques stéréotypées au « *spontanéisme* » de Rosa. Il considère « *indiscutable* » le fait qu'elle « *a opposé avec passion la spontanéité des actions de masse à la politique conservatrice "couronnée par la victoire" de la social-démocratie* » et qu'en fin de compte sa théorie a été « *une arme salutaire contre l'appareil encroûté du réformisme* ». Il souligne également que la « *spontanéiste* » Rosa « *s'est efforcée d'éduquer d'avance l'aile révolutionnaire du prolétariat* », « *a construit en Pologne une organisation indépendante très rigide* » et a entrepris après la révolution de novembre 1918 « *le*

travail de rassemblement de l'avant-garde prolétarienne » en Allemagne ⁶. Sa critique est sobrement calibrée dans les termes suivants : « *Tout au plus, pourrait-on dire que, dans l'évaluation historico-philosophique du mouvement ouvrier, la sélection préparatoire d'une avant-garde ne comptait pas suffisamment par rapport aux actions de masses qu'il fallait attendre, tandis que Lénine, en revanche, sans se consoler par la pensée des miracles des actions à venir, réunissait inlassablement les ouvriers avancés en noyaux fermes, légaux et illégaux, au sein d'organisations de masses ou secrètement, autour d'un programme rigoureusement déterminé* ».

Dans le même article, Trotsky précise son approche du problème dans le contexte où il écrit : « *Essayons d'appliquer à notre époque le conflit entre les actions spontanées des masses et le travail d'organisation conscient dans ce but. Quelle fantastique dépense de forces et de dévouement les masses laborieuses des pays civilisés ou non ont-elles assumée depuis la première guerre mondiale ! Rien dans l'histoire antérieure de l'humanité ne peut être comparé à cela. Dans cette mesure, Rosa Luxemburg avait tout à fait raison contre les philistins, les caporaux, les crétiens du conservatisme bureaucratique de la marche toute droite vers le "couronnement victorieux". Mais, c'est précisément cet immense gaspillage d'énergie qui constitue la base du reflux du prolétariat et des progrès du fascisme. On peut l'affirmer sans la moindre exagération : l'ensemble de la situation mondiale est déterminé par la crise de la direction du prolétariat.* » (Œuvres, Paris 1983, vol. 15, pp. 35-37).

Nous avons vu que Trotsky, justement dans l'une des citations qui affirme de la façon la plus catégorique le rôle capital du parti, utilise pour le définir le mot « instrument ». Il ne s'agit pas d'une question purement terminologique. Justement, la construction du parti est un moyen et non un but en soi. Cela implique — ajoutons-le — qu'il faut exclure toute conception préfigurante du parti, c'est-à-dire toute idée selon laquelle le parti serait une espèce de microcosme anticipateur d'une société nouvelle. Une telle approche est, dernière analyse, idéaliste, voire parfaitement velléitaire. Le danger est qu'il en découle une idéalisation du parti en tant que tel, sa transformation potentielle de moyen en but en soi. Trotsky, de même que Lénine, n'a jamais eu rien à voir avec une telle conception.

En même temps, Trotsky met en garde contre toute conception mécaniste, voir métaphysique du centralisme démocratique. « *Le régime d'un parti ne tombe pas tout cuit du ciel, mais se constitue progressivement au cours de la lutte, écrit-il... Cela signifie que que la formule du centralisme démocratique doit finalement trouver une expression différente dans les partis des différents pays et à des étapes différentes du développement d'un seul et même parti* ». Et il poursuit : « *La démocratie et le centralisme ne sont pas dans un rapport constant l'un vis-à-vis de l'autre. Tout dépend des circonstances concrètes, de la situation politique du pays, de la force du parti, et de son expérience, du niveau général de ses membres, de l'autorité que la direction a réussi à s'assurer* » (Œuvres, vol. 15, p. 360). Par exemple, dans le cas de l'organisation trotskiste nord-américaine en 1937, il estimait qu'il fallait mettre l'accent sur la démocratie et pas sur le centralisme.

Dans les écrits des quatre dernières années de sa vie, Trotsky aborde deux autres problèmes fondamentaux.

En premier lieu, nous avons vu quelle était sa position sur la question du parti unique encore en 1927. En 1936, dans *la Révolution trahie*, cette position est abandonnée en faveur de la pluralité des partis. On y lit notamment : « *Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le Parti bolchévique, et la renaissance des syndicats sont impliqués* » (*la Révolution trahie*, Editions de minuit, 1963, p. 192). Deux ans plus tard, l'idée est reprise et précisée dans le *Programme de transition*, écrit pour le congrès de fondation de la IV^e Internationale : « *La démocratisation des soviets est impossible sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans indiqueront eux-mêmes quels partis ils reconnaîtront comme partis soviétiques* »⁷.

La conception de Trotsky évolue en même temps en ce qui concerne le rapport entre le parti et les organisations de masse et en premier lieu les syndicats. Il attribue désormais à ceux-ci une fonction spécifique — de défense des intérêts et des besoins de travailleurs —, distincte non seulement de celle du parti mais aussi de celle des soviets et des organismes de gestion ouvrière dans les entreprises. Cela implique leur autonomie et donc le rejet de la conception et de la pratique stalinienne, selon laquelle les syndicats devaient être soumis à la direction du parti.

La construction d'une organisation internationale

Finalement, c'est surtout dans la dernière période de sa vie que Trotsky a insisté inlassablement sur la nécessité d'une organisation internationale. Certes, cette idée n'appartient pas qu'à lui. Déjà Marx avait travaillé dans une telle optique à l'époque de la Première Internationale. A sa fondation, la Troisième Internationale s'était reliée à cette tradition y compris en reprenant, dans l'introduction de ses statuts, les principes énoncés dans les statuts adoptés à Londres en 1864. La même idée de l'internationale avait inspiré, par ailleurs, la bataille internationaliste de Trotsky, de Lénine, de Rosa Luxemburg et d'autres révolutionnaires pendant la première guerre mondiale.

Toujours est-il que Trotsky a donné son apport spécifique surtout par sa défense et réaffirmation intransigeante et systématique de l'idée de l'internationale tout au long des années trente, alors que l'Internationale social-démocrate (IOS) n'était qu'un fantôme, et plus que jamais, pour reprendre une définition célèbre, une internationale boîte aux lettres et le Komintern n'était plus qu'une courroie de transmission des intérêts et de la volonté de la caste bureaucratique du Kremlin⁸. Les textes — de différente nature — qui abordent ce problème sont très nombreux. Nous ne mentionnerons ici qu'un seul article consacré (en 1935) à la polémique contre l'ILP britannique. Pour expliquer comment doit être conçue une internationale, en opposition à la façon de concevoir les conseils, Trotsky écrit : « *Les conseils constituent une forme d'organisation, seulement une forme... Il n'existe aucun moyen de "préparer" les conseils, sauf par une politique révolutionnaire juste,*

appliquée dans tous les domaines du mouvement ouvrier : il n'existe aucune "préparation" spéciale, spécifique, des conseils. Mais il en va tout autrement de l'Internationale. Alors que les conseils ne peuvent naître qu'à la condition qu'existe dans les masses de millions d'hommes, une fermentation révolutionnaire, l'internationale, elle, est toujours nécessaire : le dimanche comme en semaine, à l'attaque comme dans la retraite, en paix comme pendant la guerre. L'internationale n'est absolument pas une "forme", comme il découlerait de la formulation profondément erronée de l'ILP. L'internationale est avant tout un programme et un système de méthodes stratégiques, tactiques et organisationnelles qui en découlent » (Œuvres, vol. 6, p. 239).

Peu avant, l'auteur avait exprimé comme suit son idée centrale sur la nécessité de construire d'une façon combinée le parti et l'internationale révolutionnaire : *« Il faut avant tout comprendre que des partis ouvriers réellement indépendants – indépendants non seulement de la bourgeoisie, mais également de deux Internationales faillies – ne peuvent être construits en dehors de l'existence entre eux d'un lien international étroit, sur la base de principes communs, et à la condition qu'existent entre eux un échange vivant d'expériences et un contrôle mutuel vigilant. L'idée qu'il faudrait d'abord constituer des partis nationaux (lesquels ? sur quelle base ?) et que ce n'est qu'ensuite qu'ils devraient se réunir en une nouvelle Internationale (comment garantir dans de telles conditions une base principale commune ?), constitue une caricature de l'histoire de la Deuxième Internationale : la Première et la III^e Internationale furent construites bien différemment. Mais aujourd'hui, dans les conditions de l'époque impérialiste, après que l'avant-garde prolétarienne de tous les pays du monde ait vécu de nombreuses décennies d'une expérience commune colossale, y compris celle de l'effondrement de deux internationales, il est absolument impensable de construire des partis révolutionnaires nouveaux, marxistes, sans contact direct avec ce même travail dans les autres pays » (ibidem, p. 234).*

Le 25 mars 1935, Trotsky écrit dans son *Journal d'exil* : *« Je crois que le travail que je fais en ce moment – malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire – est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile... Je ne peux pas dire que mon travail ait été irremplaçable, même en ce qui concerne la période 1917-1921. Tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du terme "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationale est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir ».*

On peut avoir des jugements différents sur la question de savoir dans quelle mesure Trotsky a réussi à accomplir la tâche qu'il s'était fixée. Avec l'avantage de juger *post factum*, nous pouvons saisir, encore mieux qu'à l'époque où Trotsky écrivait, la difficulté de cette tâche, de même que les limites de l'acquis. Toujours est-il que, selon nous, le rôle de Trotsky était effectivement irremplaçable. Quant

au problème plus fondamental de la nécessité historique d'une internationale révolutionnaire, alors que tout le monde doit reconnaître l'interdépendance du développement mondial contemporain, nous ne comprenons pas comment on puisse le mettre tout simplement de côté, comme s'il s'agissait d'un problème d'une époque révolue.

1. Par exemple, une telle idée a été exprimée récemment dans un débat à la télévision française par l'historien soviétique Iuri Afanasiev.

2. C'est Trotsky lui-même qui fait référence à ce document dans son rapport sur le congrès de 1903 connu comme *Rapport de la délégation sibérienne*.

3. Pour sa part, Pierre Broué écrit à propos de la brochure *Nos tâches politiques : « Analyse et polémique, débat d'idées et pamphlet, réquisitoire et leçon érudite d'histoire de la Révolution française, elle manque totalement son but, la réunification ou, du moins, la préparation de ses conditions »* (Trotsky, Paris, 1988, p. 85).

4. Rappelons que le X^e Congrès adopta aussi une résolution sur la démocratie ouvrière. En la présentant, Boukharine avait expliqué, entre autres, que la démocratie ouvrière était « une forme d'organisation qui assure à tous les membres du parti une participation active à la vie du parti, aux discussions ».

5. Dans *Leçons d'Octobre* (1924), Trotsky avait écrit : « Sans le parti, en dehors du parti, en contournant le parti, avec un substitut de parti, la révolution prolétarienne ne peut pas gagner. Voilà l'enseignement principal des dix dernières années ».

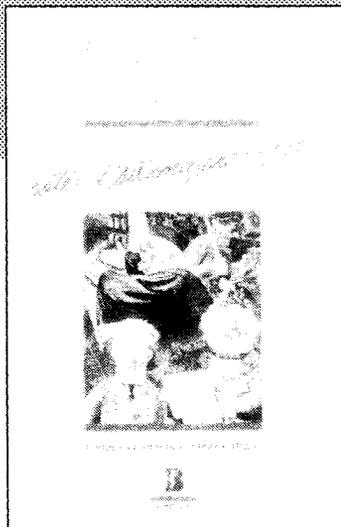
6. Dans un article de 1904 « Questions d'organisation de la social-démocratie russe » qui polémique contre Lénine, Rosa avait écrit quand même : « On ne saurait mettre en doute qu'en général une forte centralisation ne soit inhérente à la social-démocratie ».

7. Rappelons que Trotsky a toujours critiqué l'idée stalinienne selon laquelle la classe ouvrière ne pouvait exprimer qu'un seul parti.

8. On ne saurait soupçonner Trotsky d'avoir sousestimé le rôle du Parti bolchévique dans la construction de l'Internationale communiste, lié à la victoire du prolétariat russe dans la révolution d'Octobre. Pourtant, de même que Lénine, il concevait ce rôle comme transitoire. Par exemple, dans un article publié dans *Izvestia* en 1919, il écrivait : « Le rôle révolutionnaire dirigeant passera à la classe ouvrière avec une puissance économique et organisationnelle supérieure. Si aujourd'hui le centre de la Troisième Internationale se trouve à Moscou, demain il passera à l'Ouest, à Berlin, à Paris, à Londres. »

NOTES D'ALLEMAGNE (1923)

Victor Serge



216 pages
90 F

« Les perles scintillantes que constituaient les articles d'Albert, dans la grisaille des traductions médiocres et plates du bulletin de l'IC, avaient attiré mon attention bien avant que je me sois douté de l'identité de l'auteur. »

(Pierre Broué)

**Editions La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil-sous-Bois**

ERNEST MANDEL

*Auto-organisation
et parti d'avant-garde
dans la conception de Trotsky*

Le rapport entre l'auto-organisation de la classe ouvrière et l'organisation d'avant-garde constitue un des problèmes les plus compliqués du marxisme. Jusqu'à maintenant, ce problème n'a pas été traité de manière systématique, ni à la lumière de la théorie ni à celle des données empiriques sur la lutte ouvrière, accumulées depuis cent cinquante ans.

Bien qu'Engels (ainsi que Marx, mais moins que celui-ci) ait abordé ce problème dans de nombreuses lettres et de nombreux articles, cela vaut aussi pour les fondateurs du socialisme scientifique¹.

Lorsque l'on passe en revue les œuvres les plus connues qui ont été dédiées à ce problème — *Que faire ?* de Lénine, *les Problèmes organisationnels de la social-démocratie russe* de Rosa Luxemburg, les écrits de Kautsky contre Bernstein, Rosa Luxemburg et les bolcheviks, *la Maladie infantile* de Lénine et *le Parti illégal* d'Otto Bauer —, il apparaît qu'elles sont toutes de nature polémique et ont, donc, un caractère fragmentaire et de circonstance. Les œuvres de jeunesse de Lukcz, *Histoire et conscience de classe* et *Lénine*, sont d'un niveau d'abstraction tellement

élevé qu'ils ne peuvent comporter un traitement systématique du thème. Les écrits de Gramsci du début des années vingt s'approchent du problème. Mais il s'agit ici principalement d'articles de journaux disparates et non pas d'un exposé systématique².

Néanmoins, lorsqu'on regarde l'œuvre globale de quelques marxistes classiques, on obtient une autre impression. Pendant plus d'un quart de siècle, Lénine et Rosa Luxemburg ont abordé ce problème central de la théorie et de la pratique marxistes. Leurs écrits successifs ne reflètent certes pas un point de vue immuable mais donnent l'image d'un processus de maturation, nourri par l'expérience. C'est précisément la raison pour laquelle on peut construire une théorie intégrée en partant de leur œuvre même si reste ouverte la question de savoir si les auteurs mentionnés — qui n'ont pas élaboré cette synthèse eux-mêmes — prendraient entièrement à leur compte une telle tentative.

Trotsky se distingue d'eux par le fait qu'ayant vécu plus longtemps que Lénine et Rosa, il a pu aborder le problème classe/parti, auto-organisation/parti d'avant-garde pendant quarante ans en se basant sur une expérience plus différenciée et plus riche du mouvement ouvrier dans toute une série de pays. Il a assimilé les phénomènes nouveaux du fascisme et du stalinisme et les problèmes découlant de la lutte contre ceux-ci.

En même temps — et peut-être précisément pour cette raison —, ses contributions successives sur le thème classe/parti, auto-organisation/organisation d'avant-garde, sont d'une plus grande hétérogénéité que celles de Lénine et de Rosa Luxemburg. Trotsky a modifié au moins cinq fois sa position fondamentale sur cette problématique, bien qu'il y ait sans doute un « fil rouge » commun à travers ces positions successives. Alors qu'on peut essayer d'esquisser une synthèse des conceptions de Lénine et de Rosa, dans le cas de Trotsky, on doit plutôt essayer de tirer un bilan de son évolution. Cela débouche sur l'esquisse de la réponse à la problématique en question, qu'il proposa à la fin de sa vie.

Les dangers d'un parti d'avant-garde centralisé dans le cas d'absence d'auto-organisation de la classe (1902-1905)

Comme on sait, Trotsky était pleinement du côté de Lénine, Plekhanov et Martov dans leur lutte contre les « économistes » au temps du premier *Iskra*. Lénine appréciait hautement sa contribution et l'appelait « la [notre] plume ». C'est Lénine qui le faisait accepter comme le membre le plus jeune de la rédaction de l'*Iskra*.

Lorsqu'au II^e Congrès du POSDR, il se produisait une séparation et une scission provisoire³ entre la majorité du congrès (bolcheviks) et la minorité (mencheviks), Trotsky se rallia à la minorité.

Sa polémique contre Lénine déboucha sur la brochure *Nos Tâches politiques* (1904), qui est surtout connue à cause du passage qui a obtenu un caractère dramatique et prophétique à la lumière de l'évolution ultérieure du PCR et de

l'histoire de l'URSS : « *En ce qui concerne la politique interne du parti, ces méthodes conduisent, comme nous le verrons plus tard, à ce que l'organisation du parti remplace le parti, le comité central remplace l'organisation du parti et, finalement, qu'un dictateur remplace le comité central ; en plus, elles conduisent à ce que les comités élaborent et abrogent les "directives" pendant que "le peuple reste muet"*.⁴ »

De nombreux adversaires de Lénine ainsi que des historiens concluent sur la base du cours des événements que sur ce problème, l'histoire a donné raison à Trotsky et tort à Lénine⁵. Ils reprochent à Trotsky d'avoir revu sa position à partir de 1917 et d'avoir qualifié d'erreur son attitude pendant et après le II^e Congrès du parti⁶.

En réalité, on doit constater que Trotsky, aussi bien que les mencheviks et Rosa Luxemburg, déformaient largement Lénine. Ils arrachaient les thèses de *Que faire ?* de leur contexte concret – et limité dans le temps – pour leur attribuer un caractère universel⁷.

Pour Lénine, il s'agissait de clarifier les tâches immédiates d'un parti illégal afin de préparer un mouvement de masse politique large et autonome de la classe ouvrière. La brochure n'avait d'autre but. Elle n'avait certainement pas pour but d'élaborer une théorie générale de la relation classe/parti, dans laquelle la première devrait se subordonner à long terme au second et devrait être placée sous son contrôle paternaliste. Dans la même brochure, Lénine écrit ces lignes à consonance nettement luxemburgiste-trotskyiste : « *L'organisation des révolutionnaires professionnels n'a de signification qu'en relation avec la classe véritablement révolutionnaire qui engage spontanément le combat (...)* Le "principe d'une large démocratie" implique, tout le monde en conviendra probablement, deux conditions expresses : premièrement, l'entière publicité et, deuxièmement, l'élection à toutes les fonctions... Nous appellerons le parti socialiste allemand une organisation démocratique, car tout s'y fait ouvertement, jusqu'aux séances du congrès du parti.⁸ »

Après l'expérience de la révolution de 1905, il renforçait encore cette mise au point en partie de façon auto-critique, en ce qui concerne la polémique sur le « bâton trop tordu dans un sens » : « *Bien entendu, la cause première de ce succès réside dans le fait que la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments constituent la social-démocratie, se distingue, pour des raisons économiques objectives, de toutes les classes de la société capitaliste par une plus grande aptitude à s'organiser. N'était cette condition, l'organisation des révolutionnaires professionnels eût été un jouet, une aventure, une façade sans rien derrière.* » Et au même endroit : « *De 1903 à 1907... en dépit de la scission, la social-démocratie a donné au public les plus larges informations sur sa situation interne (procès-verbaux du deuxième congrès commun, du III^e Congrès bolchevik, du IV^e Congrès ou Congrès commun de Stockholm). En dépit de cette scission, le parti social-démocrate, avant tous les autres partis, a su profiter de la période passagère de liberté pour réaliser une organisation légale avec un régime démocratique idéal, un système électoral et une représentation au congrès en fonction du nombre des membres organisés du parti.⁹ »*

L'alternative menchevique sousestimait les contraintes de l'illégalité, la menace pour la continuité de l'activité de classe, la centralisation nécessaire mais difficile de l'expérience des luttes fragmentées, et surtout l'importance vitale de la lutte pour

l'autonomie politique, et ultérieurement pour l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution¹⁰. La scission lors du II^e Congrès du parti contenait déjà de façon latente les germes de la différenciation politique centrale ultérieure entre les bolcheviks et les mencheviks concernant le rôle de la bourgeoisie russe dans la révolution imminente.

Cela ne vaut évidemment pas pour Rosa Luxemburg et certainement pas pour Trotsky qui, à propos de l'autonomie politique du prolétariat dans la révolution russe, n'occupait pas du tout une position menchevique mais une position à gauche des bolcheviks. Cette position est résumée dans la formule « révolution permanente »¹¹. Elle fut confirmée tout à fait par le cours de la révolution de 1917. Elle fut développée de manière pratiquement identique par Lénine dans les *Thèses d'avril* probablement sans qu'il ait lu les deux écrits en question de Trotsky de 1904-1906¹².

Néanmoins, il est vrai que, si Lénine réussissait à se débarrasser de toute inclination au « substitutionisme » au cours des phases diverses de la montée de l'activité des masses, cela fut beaucoup moins le cas pour la majorité des « vieux bolcheviks ». Cela explique pourquoi ils prenaient une attitude attentiste, pour ne pas dire franchement critique à l'encontre de la constitution du Soviet de Petrograd en 1905, et pourquoi ils ne décidèrent que tardivement d'en devenir membre et de le soutenir totalement.

C'est certainement le mérite de Trotsky d'avoir reconnu le premier dans le soviét la forme la plus large d'auto-organisation de classe, produite par l'histoire elle-même, ainsi que la forme du futur pouvoir ouvrier. Ce que Lénine exprime de façon classique dans *l'Etat et la révolution* et ce à quoi Gramsci et encore plus tard le Komintern donnent une base sociologique-théorique¹³, cela fut déjà anticipé par Trotsky en 1906 dans sa brochure *Bilan et perspectives*¹⁴.

Les conseils ouvriers sont des organes de la révolution prolétarienne. Ils ne pourront continuer à exister pendant des périodes non-révolutionnaires. Les tentatives dans ce sens des communistes de gauche néerlandais Gorter et Pannekoek, ainsi que celles du KAPD allemand¹⁵, ont été refutées par l'expérience historique. Il est possible pour les syndicats de masse de s'élargir et de prospérer dans des conditions de stabilisation temporaire du capitalisme. Cela ne vaut pas pour les conseils. En outre, après la conquête du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière, un certain recul de l'auto-activité de la classe peut limiter ou même abolir la fonction des conseils en tant qu'organes d'exercice direct du pouvoir par le prolétariat.

Les dangers d'une activité de masse en déclin en l'absence d'une organisation autonome d'avant-garde (1907-1914)

Il s'ensuit la nécessité d'une interaction dialectique entre l'auto-organisation de la classe — qui est sujette à des fluctuations considérables — et un parti d'avant-garde permanent, dont l'ampleur et l'influence de masse sont également sujettes

aux hauts et aux bas de la conjoncture, mais qui est quand même plus stable, qui peut travailler de façon continue et qui peut donc mieux résister à la pression des rapports de forces défavorables. La liquidation de cet acquis, de l'organisation et de ses cadres implantés dans la classe, peuvent entraver la reprise ultérieure de la lutte de masse. L'existence d'une organisation d'avant-garde facilite au contraire cette reprise¹⁶. Trotsky n'a pas aperçu ce danger après le congrès de Stockholm du POSDR. Sa sous-estimation du danger de la position liquidationniste, son bloc sans principes avec les mencheviks, malgré les profonds désaccords politiques qui le séparaient d'eux, son attitude conciliatrice qui découplait la question organisationnelle en pratique de tout contenu politique – partiellement sous l'influence du « centrisme » allemand, c'est-à-dire de Kautsky, dont il mesurait pourtant plus correctement que Lénine les limites politiques – font que ses erreurs de la période 1907-1914 furent plus graves que celles de la période de la première scission. En outre, elles ont exercé une influence particulièrement néfaste sur l'évolution historique ultérieure du PCUS, parce qu'elles furent à la base de la méfiance profonde des « vieux bolcheviks » à l'égard de Trotsky.

1917-1919 : la synthèse du pouvoir des conseils et de l'organisation d'avant-garde

Immédiatement après l'éclatement de la révolution de février 1917, Lénine et Trotsky adoptent une position identique sur les tâches du prolétariat. Elle s'exprime dans la formule « *Tous le pouvoir aux soviets* ». Les *Thèses d'avril* de Lénine constituent sur ce point un tournant qui provoque initialement une résistance de la part des « vieux bolcheviks »¹⁷. Il est très significatif que ce sont avant tout les « bolcheviks ouvriers », c'est-à-dire les cadres prolétariens, avant-garde ouvrière, y compris des non-membres du parti, qui soutiennent Lénine sur toute la ligne, et qui lui permettent de vaincre rapidement la résistance des cadres du parti. En même temps, Trotsky corrige sa conception erronée du Parti bolchevik comme une « *secte isolée* ». Il reconnaît pleinement le rôle d'avant-garde que les ouvriers éduqués par le parti ont déjà joué pendant la révolution de février¹⁸. Cela l'amène à abandonner toute attitude conciliatrice sur le plan de l'unité avec les mencheviks, d'autant plus que le problème des désaccords stratégiques sur le cours ultérieur de la révolution constitue pour Trotsky et pour Lénine une question de vie ou de mort, de victoire ou de défaite, et non pas un problème secondaire.

Paradoxalement, ce sont maintenant quelques « vieux bolcheviks » comme Kamenev, Staline et Molotov, qui défendent une attitude conciliatrice vis-à-vis des mencheviks¹⁹. Ainsi, s'opère une fusion rapide entre les « *interrayontsi* », inspirés par Trotsky, et les bolcheviks. Lénine exprime là-dessus son appréciation définitive, qu'il ne changera plus jusqu'à sa mort : « *Trotsky a compris que l'unité avec les mencheviks est impossible, et dès cet instant il n'y a pas de meilleur bolchevik que Trotsky.* »²⁰

En tant que président du soviet de Petrograd, en tant qu'agitateur de masse inlassable, en tant que dirigeant du comité militaire révolutionnaire des soviets, qui

remporte la victoire du soulèvement d'Octobre avant tout par des moyens d'agitation politique, dans la mesure où il convaincra la garnison de Petrograd de se subordonner au soviétique et non pas à l'état-major bourgeois. Trotsky résout dans la pratique le problème auto-organisation/parti d'avant-garde, avant de le maîtriser sur le plan théorique.

Cette solution trouve son expression comprimée dans la simultanéité du soulèvement armé et du deuxième congrès des conseils en octobre 1919. Le soulèvement n'est ni une conspiration ni le putsch d'une minorité. Il est l'expression de la décision démocratique de la grande majorité de la classe ouvrière russe et des paysans pauvres d'établir le pouvoir des soviétiques, « *l'état ouvrier et paysan* ²¹ »

Dans la pratique, la conquête de la majorité de la classe ouvrière pour le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviétiques* » n'est possible que par l'engagement permanent, impressionnant du Parti bolchevik. Même les témoins non bolcheviques l'ont confirmé sans réserves ²². L'unité dialectique de l'auto-organisation de la classe et du parti d'avant-garde atteint ici sa maturité classique. Au lieu de se contrecarrer de quelque façon que ce soit, ils se stimulent réciproquement.

Dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotsky le résume succinctement : « *La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnés conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution (...). Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais éprouvant l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution réside précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. (...) C'est seulement par l'étude des processus politiques des masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.* »

Cette unité dialectique et la fécondation mutuelle de l'auto-organisation de la classe et de l'activité du parti d'avant-garde, qui caractérise 1917, si prolongera lors de la construction du jeune Etat soviétique et de l'Armée rouge. Contrairement à une légende qui est de plus répandue en Union soviétique aussi, les années 1918 et 1919 furent des sommets dans l'auto-activité autonome de la classe ouvrière russe, autant et même davantage que l'année 1917. A ce propos existent d'innombrables sources dans le domaine des documents, de reportages journalistiques et de la littérature ²⁴. Un témoignage involontaire est même fourni par l'auteur réactionnaire Soljenitsyne, aujourd'hui ennemi fervent de la révolution d'Octobre. Il écrit qu'après la condamnation à mort injuste d'un insoumis par le tribunal révolutionnaire, le soviétique des gardiens de prison prend fait et cause pour le condamné et arrache la révision du jugement ²⁵. Où a-t-on connu dans l'histoire

des Etats modernes une telle démocratie de base ? Dans quel pays capitaliste la connaît-on aujourd'hui ?

Dans le passage de Trotsky mentionné ci-dessus, la problématique du « rôle dirigeant du parti » est définie de manière marxiste classique. Sans ce rôle dirigeant, tout le potentiel énorme du mouvement de masse risque de s'évaporer. Mais ce rôle dirigeant n'est pas, selon la formule erronée de Plekhanov au deuxième congrès du POSDR, un « droit d'aînesse ». Ce rôle doit constamment être gagné et regagné politiquement, c'est-à-dire démocratiquement. La majorité de la masse y doit donner son accord. Il ne peut s'établir que dans la lutte pour la conquête de la majorité. Et les convictions du parti, même son programme, ne sont ni infaillibles ni immuables. Ils changent sur la base du test de la pratique. Il ne peut donc qu'accompagner l'auto-activité des masses.

Lorsqu'on dépouille la formule du « rôle dirigeant du parti » de ces trois limitations, elle devient dans le meilleur des cas une caricature sectaire et dogmatique, dans le pire des cas, comme sous la dictature stalinienne et post-stalinienne, un moyen de bâillonner et d'embrigader les masses et d'étouffer leur auto-activité, y compris par la répression systématiques.

Les « années sombres » 1920-1921 : Trotsky lui-même glisse dans le « substitutionnisme »

Pour qu'il puisse y avoir une interaction entre l'auto-organisation de la classe et l'activité politique dirigeante du parti d'avant-garde révolutionnaire, il doit y avoir une classe ouvrière active ou du moins une large avant-garde ouvrière active. Mais comme nous le disions déjà, sous le capitalisme cela n'est non seulement pas toujours garanti ; c'est pratiquement impossible en tant que phénomène permanent. L'expérience de la révolution russe et de toutes les révolutions victorieuses ultérieures a démontré que dans les sociétés post-capitalistes aussi, cette auto-activité permanente n'est pas automatiquement donnée. Là aussi, elle est sujette à des montées et à des reflux conjoncturels. Elle atteint son sommet en période de montée révolutionnaire maximale (cela est presque une tautologie). Elle diminue du moment que le processus révolutionnaire a dépassé son apogée. Un tel tournant s'est produit en Russie à la fin de la guerre civile, en 1920-1921.

Il serait intéressant d'examiner les sources politico-psychologiques d'un tel tournant. Les gens ne peuvent vivre des années durant dans une situation de tension et d'activité extrêmes. Le besoin contraignant de se reposer de temps en temps est presque physiologique. Mais plus importante que cette constatation, qui n'est qu'un lieu commun, il y a le poids des conditions de vie matérielles et sociales concrètes, qui déterminent le recul de l'activité de masse politique.

Dans le cas de la Russie en 1920-1921, elles sont largement connues et fréquemment citées : l'affaiblissement numérique du prolétariat par le déclin des forces productives et de l'industrie provoqué par la guerre civile ; l'affaiblissement qualitatif non moins important du prolétariat par le transfert massif des meilleures forces à l'Armée rouge et au jeune appareil de l'Etat soviétique ; le changement

progressif de la motivation des travailleurs vers la sécurité d'existence immédiate, la recherche de vivres, etc., sous l'influence de la faim et de la misère ; l'abandon croissant de l'espoir d'une amélioration rapide des conditions de vie par des victoires révolutionnaires à l'étranger, particulièrement en Allemagne ; la difficulté grandissante de travailleurs, caractérisés encore par un niveau culturel insuffisant, d'exercer directement le pouvoir dans les soviets. Cette suite de causes se résume dans deux formules : le caractère arriéré du pays et l'isolement de la révolution dans un monde capitaliste hostile limitent à court terme le rayon d'action de l'auto-activité de la classe ouvrière russe, donc le pouvoir d'Etat réellement exercé par la classe. Au lieu de diriger la classe dans l'exercice de ce pouvoir, le parti gouverne de plus en plus au lieu de la classe.

Pendant les mois décisifs de ce tournant, ce transfert fut probablement inévitable. La classe ouvrière s'était contractée à moins de 35 % de sa taille en 1917. Même le dirigeant de l'Opposition ouvrière, le vieil ouvrier bolchevique Shliapnikov, apostrophant Lénine, s'écria mi-ironique mi-sérieux : « *Je vous félicite, camarade Lénine, d'exercer la dictature du prolétariat au nom d'un prolétariat inexistant.* »

Mais aujourd'hui, lorsque nous regardons en arrière, nous pouvons comprendre plus clairement qu'on ne pouvait alors, qu'il s'agissait d'un phénomène conjoncturel et non pas structurel. Immédiatement après le début de la NEP, l'industrie et la classe ouvrière commençaient de nouveau à croître. Il n'y avait pas de déclassement durable de la classe ouvrière russe. L'historiographie officielle affirme que l'importance numérique de la classe ouvrière atteignait et dépassait en 1926 le niveau de 1917. L'opposition y met une date antérieure. Peu importe la date exacte. Ce qui compte, c'est que la tendance principale indique une reconstitution et un élargissement de la classe.

Ainsi la question est posée, si, à la lumière de la force quantitative et qualitative grandissante de la classe ouvrière russe dès 1922, les mesures politiques concrètes des dirigeants bolcheviques et leur stratégie à moyen et à long terme concernant l'exercice du pouvoir, ont favorisé ou entravé l'épanouissement de l'auto-activité de la classe. Aujourd'hui, la réponse nous paraît claire : dès 1920-1921, ils l'ont entravé et non pas favorisé. Pis encore : la justification et la généralisation théorique de la « substitution » du pouvoir du parti au pouvoir de la classe pendant les « années sombres » 1920-1921, ont considérablement renforcé ce rôle de frein.

Cela vaut surtout pour les mesures pratiques : interdiction de tous les partis soviétiques à l'exception du PCR, interdiction des fractions à l'intérieur du PCR. Au cours des dernières années de sa vie, Trotsky s'est livré à ce propos à une autocritique explicite : « *L'interdiction des partis d'opposition a conduit à l'interdiction des fractions. L'interdiction des fractions a abouti à l'interdiction de penser autrement que le dirigeant infallible. Le monolithisme du parti, instauré de manière policière, a amené l'impunité pour la bureaucratie, impunité qui devenait la source de l'arbitraire illimité et la corruption.* »²⁷

Au moment, où ces mesures ont été prises, Trotsky aussi bien que la direction du PCR dans son entièreté, les a approuvées et défendues pendant des années.

Elles furent d'autant moins appropriées qu'elles furent prises après la fin de la guerre civile.

La justification théorique du « substitutionnisme » aura des conséquences encore plus catastrophiques à long terme, bien que Trotsky formula cette thèse de façon moins radicale que Lénine, et ne parla pas d'un déclassement et d'une incapacité permanente à exercer le pouvoir à propos de la classe ouvrière. Il écrit : *« Aujourd'hui, il y a devant nous une proposition du gouvernement polonais pour conclure la paix. Qui en décide ? Nous avons le Conseil des commissaires du peuple, mais lui aussi doit être soumis à un certain contrôle. Contrôle par qui ? Le contrôle de l'entière classe ouvrière, en tant que masse amorphe, chaotique ? Non. Le comité central du parti a été convoqué pour discuter de cette proposition et pour décider comment y répondre. Lorsque nous devons mener la guerre, mettre sur pied de nouvelles divisions et trouver les meilleurs éléments pour les équiper, vers qui nous tournons-nous ? Nous nous tournons vers le parti. Vers le comité central. Il envoie des directives aux comités du parti locaux concernant l'appel de communistes pour le front. La même chose vaut pour l'agriculture, la distribution et pour tous les autres problèmes. »*²⁸

Ici, la substitution de la classe par le parti et du parti par la direction du parti (dans ce contexte, Lénine parla même d'une « oligarchie ») est menée à son ultime logique, sans tenir compte de ses conséquences politiques et surtout sociales²⁹. Il n'est plus question d'une fonction autonome pour les soviets ni d'une séparation entre le parti et l'Etat.

La démocratie interne du parti, le pont vers la démocratie des soviets (1923-1929)

Dès 1923, Trotsky, qui en 1921 avait encore justifié théoriquement le processus de bureaucratisation naissant, commença à reconnaître les dangers de ce processus. Plus tard que Lénine, mais plus conséquent que lui, il commença à le combattre, sur le front où, selon lui, ce combat avait la seule chance de réussir : à l'intérieur du parti lui-même.

Le combat pour la démocratie interne du parti fut pour l'Opposition de gauche le pont vers la reconquête de la démocratie des soviets. Trotsky et ses partisans hésitaient encore à se tourner vers les ouvriers en dehors du parti. Ils hésitaient certainement à se tourner vers ces derniers au-dessus de la tête de la direction du parti. Lui et ses partisans ne feraient ce pas que plus tard.

Cette hésitation n'était pas basée sur une irrésolution « centriste ». Elle découlait d'une évaluation fondamentalement pessimiste du degré d'auto-activité de la classe ouvrière russe. Elle découlait de l'opinion que la révolution russe se trouvait engagée dans un processus historique de recul³⁰. Dans ces conditions, l'impulsion pour la renaissance de la démocratie ouvrière (la démocratie soviétique) devait émaner du parti même. Seul le parti était en mesure de créer les conditions d'une renaissance graduelle de la démocratie des soviets.

L'offensive de Trotsky à ce propos, initié par le combat des « 46 », la première Opposition de gauche d'octobre 1923, semblait être couronnée de succès. Le bureau politique accepta ses propositions. Mais elles restèrent lettre morte.

Dans la pratique, l'appareil du parti autour de Staline, appuyé par presque tous les membres du bureau politique, surtout Zinoviev et Kamenev, mais aussi Boukharine, Rykov, Tomski et d'autres, lança une campagne systématique afin de réduire au silence l'opposition, d'entraver la discussion, de supprimer la pensée autonome des cadres et des membres, de généraliser le conformisme et l'obéissance sous le couvert du « centralisme démocratique ».

Cela signifiait une rupture totale avec la tradition du bolchevisme et du PCR qui, contrairement à la légende répandue aussi bien par les staliniens que par les adversaires de Lénine, furent caractérisés par des discussions et des désaccords libres et publics. Cela constituait la transition du centralisme démocratique³¹ vers le centralisme bureaucratique.

Le système des nominations des fonctionnaires du parti par le sommet (et dans le cas des « désobéissants », de leur transfert vers des villes où ils ne disposaient d'aucune base parmi les membres) au lieu de leur sélection démocratique par les membres, fut l'instrument organisationnel principal pour appliquer cette suffocation de la démocratie interne³². Le développement d'un énorme appareil de fonctionnaires fut l'expression sociologique de ce processus – immédiatement après la révolution il y eut moins de 1 000 fonctionnaires ; en 1922-1923, il y en eut déjà quinze fois plus ; peu après, cent fois plus. Cet appareil s'autonomisait et devenait graduellement une couche sociale spécifique dans la société soviétique : la bureaucratie soviétique³³.

Déjà en octobre 1923, les « 46 » ont analysé ce processus de dégénération avec une perspicacité remarquable. Aujourd'hui, leur diagnostic a un son prophétique. Il est repris de façon presque identique par les partisans de Gorbatchev, il est vrai 65 ans trop tard : « ...derrière la forme extérieure de l'unité officielle, [nous avons] à faire en réalité à une sélection unilatérale de gens qui s'adaptent aux conceptions et aux sympathies d'un petit cercle et qui se comportent comme on l'attend d'eux... Face à une direction du parti déformée par de telles manipulations bornées, le parti cesse en grande partie d'être un collectif vivant, pourvu d'initiative personnelle et qui sent de manière subtile la réalité vivante, qui est lié par mille fils à cette réalité. Au lieu de cela nous constatons une division ouverte du parti entre une hiérarchie de secrétaires et les "profanes", entre des fonctionnaires professionnels, sélectionnés par le sommet, et le reste des membres du parti, qui n'ont aucune part à la vie publique.

« Ce fait est connu de tous les membres du parti. Les membres qui ne sont pas d'accord avec l'une ou l'autre directive du comité central ou même des comités régionaux, qui ont un doute quelconque, qui constatent "pour eux-mêmes" l'une ou l'autre erreur, l'un ou l'autre désaccord ou l'une ou l'autre situation intolérable, ont peur d'en parler aux réunions du parti. Plus, ils ont même peur d'en parler entre eux, sauf si l'interlocuteur est totalement fiable.

« Dans la pratique, la libre discussion au sein du parti n'existe plus, l'opinion publique du parti est devenue muette. Actuellement, les comités de gouvernement et le comité central du PCR ne sont pas constitués et élus par la masse des membres.

Au contraire, de plus en plus, la hiérarchie des secrétaires du parti sélectionne les délégués aux conférences et aux congrès, qui deviennent de plus en plus des réunions où cette hiérarchie promulgue ses instructions. Le régime qui a été instauré à l'intérieur du parti est totalement intenable. Il tue l'initiative indépendante du parti. Il remplace le parti par un appareil de fonctionnaires sélectionnés, qui fonctionne sans failles en temps normal mais qui échoue inévitablement en temps de crise...³⁴ »

La tentative de Trotsky et de l'Opposition de gauche de restaurer la démocratie à l'intérieur du parti, fut-elle illusoire, compte tenu de la situation ? Elle le fut en tout cas moins que la tentative de réactiver d'un seul coup une masse ouvrière déçue et largement passive, bien que sympathisant avec l'Opposition.

Aujourd'hui, nous savons, sur la base des archives qui ont été ouvertes en URSS, que l'Opposition a obtenu au début, pas seulement la majorité dans la Jeunesse communiste de Moscou mais aussi dans le parti à Moscou ; un vote qui fut directement et impudemment falsifié par Staline et son appareil. Du point de vue historique, il s'agissait d'un appel à la conscience, à la tradition, à la nature même des cadres dirigeants bolcheviques, à leur sensibilité politique et à leur compréhension théorique. La tentative a échoué. La tragédie de cet échec consiste en ce que ces cadres dirigeants ont presque tous compris, tôt ou tard, la situation mais pas tous en même temps, et le plus souvent trop tard. Ils ont payé de leur vie. La classe ouvrière soviétique et internationale l'a payé à un prix énorme de sacrifices inutiles, en premier lieu en victimes humaines.

La synthèse finale : 1930-1940

Pendant dix années, de 1923 à 1933, Trotsky a affronté le problème du Thermidor soviétique – la contre-révolution politique en URSS. Cet effort analytique coïncidait avec la lutte pour clarifier de manière théorique le rapport « auto-organisation de la classe/organisation d'avant-garde », à la lumière de l'expérience de dégénérescence bureaucratie du premier état ouvrier.

Mais pas seulement à la lumière de cette expérience. Au plus tard, dès la montée du danger fasciste en Allemagne, partiellement déjà à la lumière de l'expérience de la grève générale anglaise de 1926, Trotsky formule un nombre de conclusions sur le rapport classe/syndicats de masse/conseils/partis ouvriers, qui, en ce qui le concerne, seront définitivement confirmées par les expériences tragiques de la révolution espagnole de 1936-1937. Elles peuvent être résumées sous forme des thèses suivantes :

a) la classe ouvrière n'est homogène ni sur le plan social ni sur celui de la conscience. Son hétérogénéité relative implique au moins la possibilité, sinon la fatalité, de la formation de plusieurs courants politiques et de partis, qui sont soutenus par des fractions de cette classe.

b) La lutte quotidienne victorieuse de la classe ouvrière, aussi bien pour des revendications immédiates économiques et politiques (peut-être contre le danger du fascisme), exige un forte degré d'unité d'action de la classe. Elle exige donc des organisations qui comprennent des ouvriers de différentes convictions politiques et de différentes loyautés organisationnelles, c'est-à-dire des organisations basées

sur un front unique de fait entre différents partis et courants. Les syndicats de masse et les conseils sont des exemples de telles organisations. Dans la révolution espagnole, les comités des milices ont joué le même rôle, surtout en Catalogne.

c) Même lorsqu'elles sont partiellement, ou pendant une certaine période totalement dirigées par des appareils fortement intégrés dans l'Etat bourgeois (la société bourgeoise), les organisations de masse ne représentent pas exclusivement des formes d'intégration et de subordination. Elles ont toujours au moins un caractère double et elle restent au moins des instruments potentiels d'émancipation et d'auto-activité de la classe. Elles sont « *des germes de démocratie prolétarienne à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.* »³⁵ »

d) Le parti d'avant-garde révolutionnaire se distingue des autres partis ouvriers essentiellement par le fait que par son programme, sa stratégie et sa pratique courante, il représente et défend totalement les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière, défense orientée vers le renversement de l'Etat bourgeois et du mode de production capitaliste et vers la construction d'une société socialiste sans classe. Pour atteindre ce but, il doit convaincre la majorité de la classe ouvrière de la justesse de son programme, de sa stratégie et de sa pratique courante. Cela ne peut se faire qu'avec des moyens politiques et non pas administratives. Cela exige entre autres une application correcte de la tactique du front unique prolétarien. Cela exige le respect de l'autonomie et de la liberté d'action de toutes les organisations ouvrières.

e) Les mêmes règles de conduite valent *mutantis mutandis* pour la construction de l'Etat ouvrier et pour les formes d'exercice du pouvoir politique (à l'exception possible de la guerre civile aiguë). Au cours de ce processus, le rôle dirigeant du parti révolutionnaire est garanti par ses succès de conviction politique et non pas par des mesures administratives, et certainement pas par la répression contre des secteurs de la classe ouvrière. Il ne peut être réalisé que par l'application du principe d'efficacité à la politique, comme on le dit si bien actuellement en RDA : la séparation rigoureuse de l'Etat et du parti, l'exercice direct du pouvoir par des organes de la population travailleuse, élus démocratiquement et non pas par le parti d'avant-garde lui-même, le pluripartisme : « *Les ouvriers et les paysans doivent être libres d'élire aux conseils ceux qu'ils veulent.* »³⁶ »

f) La démocratie socialiste, la démocratie dans les soviets et dans le syndicat, la démocratie dans le parti (droit de tendance, pas d'interdiction des fractions, bien qu'elles sont *in se* indésirables) ont besoin l'une de l'autre. Ce ne sont pas des normes abstraites mais des conditions pratiques pour un combat ouvrier efficace et pour la construction efficace du socialisme. Sans démocratie prolétarienne, le front unique prolétarien, et dont la lutte ouvrière victorieuse est au meilleur cas mise en danger et au pire des cas rendue impossible³⁷. Sans démocratie socialiste, une économie planifiée socialiste efficace est également impossible.

Depuis l'élaboration de ces thèses dans les années 1930-1936, il ne s'est rien passé à l'Est et à l'Ouest qui pourrait remettre en cause leur validité. Au contraire : le développement historique ultérieur, aussi bien dans les pays capitalistes que dans les pays dits « socialistes », a entièrement confirmé leur pertinence historique et théorique³⁸.

Le 15 novembre 1989

1. Dans ce contexte, les textes les plus importants de Friedrich Engels sont les articles des années 1890-1895, que l'on trouve dans le tome 22 du *MEW*, ainsi que sa vaste correspondance avec nombre de représentants du socialisme européen et nord-américain (*MEW*, tomes 35-38).

2. Les écrits les plus importants de Gramsci, consacrés à ce problème, ne sont pas ses cahiers de prison mais ses articles dans la revue *Ordine Nuovo*, surtout ceux de la période 1919-1921 (Antonio Gramsci, *Scritti Politici*, a cura di Paolo Spriano, Editore Riuniti, Rome, 1973, 3 tomes).

3. La scission dans le PSODR fut provisoire parce qu'elle fut surmontée au congrès de Stockholm en 1906. Les bolcheviks et les mencheviks furent plutôt deux « fractions publiques » que deux partis différents. Ils ne le devinrent qu'à partir de 1912.

4. *Unsere politische Aufgaben*, cité ici d'après Léon Trotsky, *Schriften zur revolutionären Organisation*, Rowohlt's Klassiker, Hambourg, 1970, p. 73.

5. Voir ea. Robert Daniels *The Conscience of the Revolution*, Isaac Deutscher, *The Prophet armed*, tome 1 de la biographie de Trotsky en trois tomes, pp. 95-97, Oxford University Press, Londres, 1954.

6. Robert Daniels, *op. cit.*

7. La formule tant citée de Lénine dans *Que faire ?* sur les intellectuels révolutionnaires qui doivent introduire « de l'extérieur » la conscience socialiste dans la classe ouvrière, trouve son origine chez Kautsky et Victor Adler dans le programme dit de Hainsfeld de la social-démocratie autrichienne.

8. Lénine, *Que faire ?*, Œuvres, tome 5, p. 489.

9. Lénine, préface au recueil *En douze ans*, Œuvres, tome 13, pp. 102-103.

10. Il est intéressant de constater que lors de sa tentative de construire un parti révolutionnaire illégal dans la période 1934-1938, la social-démocratie autrichienne a développé de manière indépendante des principes d'organisation analogues à ceux de Lénine (voir Buttinger qui, sous le pseudonyme de Richter, dirigeait le RSOe, *Am Beispiel Oesterreichs*).

11. On sait qu'au sein de la social-démocratie russe, il y avait trois conceptions sur la forme d'Etat (la forme de gouvernement) qui pourrait réaliser les tâches démocratiques bourgeoises de la révolution russe. Les mencheviks croyaient que cela pourrait se faire sous un gouvernement bourgeois démocratique, vis-à-vis duquel la social-démocratie mènerait une opposition bienveillante. Ce choix pour un soutien critique fut transformé plus tard en celui d'une coalition. Les bolcheviks étaient en faveur de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière liée aux paysans, dans le cadre d'un Etat bourgeois (dictature démocratique des ouvriers et des paysans). Trotsky défendait la dictature du prolétariat, soutenue par les paysans pauvres.

12. Dans son testament qu'il écrivait juste avant son suicide et qu'il adressait à Trotsky, le diplomate Joffe, membre dirigeant du PCR, déclarait catégoriquement que Lénine lui avait dit que, dès 1906, Trotsky avait eu raison sur la question de la « révolution permanente ».

13. Cf. les thèses pour le II^e Congrès du Komintern sur les conditions dans lesquelles des soviets devraient être constitués. Cf. aussi Antonio Gramsci, *op. cit.*, ainsi que Karl Korsch, *Schriften zur Sozialisierung*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1969.

14. Une anticipation parallèle a été faite par le socialiste américain Daniel De Lon, bien que de manière moins systématique.

15. Sur le KAPD, la Allgemeine Arbeiterunion et lesdits *Radenkommunisten*, cf. édité et préfacé par Fritz Kool : *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, tome 3 des *Dokumente der Weltrevolution*, Walter Verlag, Olten, 1970.

16. La remontée des luttes ouvrières en Russie dès 1912 fut indubitablement favorisée par la continuité et l'activité de la fraction (du parti) bolchevique.

17. Sur la résistance des « vieux bolcheviks » contre les thèses de Lénine, cf. Marcel Liebman, *le Léninisme sous Lénine*, tome 1.

18. Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, tome 1 : février, éditions du Seuil, Paris, 1967.

19. Voir Roy Medvedev, *Let History Judge*, Mac Millan, Londres, 1972, p. 8 et Marcel Liebman, *op. cit.*

20. Rapport de la première réunion légale du comité de Petrograd du parti bolchevique, le 1^{er} novembre 1917, reproduit fac simile dans *The Stalin School of Falsification*, Léon Trotsky, Pathfinder Press, New York, 1971, pp. 103-104.

21. En témoignent non seulement les résultats des élections totalement libres pour le II^e et le III^e Congrès des soviets mais aussi celles pour la Constituante, qui donnait dans les villes une majorité de plus de 60 % des voix exprimées pour les partis réclamant le pouvoir des soviets.

22. Par exemple N. N. Sukhanov : *The Russian Revolution 1917*, tome 2, Harper Torchbook, New York, 1962, p. 529.

23. L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, tome 1, pp. 34-35.

24. Voire en autres Victor Serge, *L'An I de la révolution et Alfred Rosmer, Moscou sous Lénine*.

25. Alexandre Soljénitsyne, *Der Archipel Gulag*, Scherz-Verlag, Berne, 1973, p. 294.

26. Sur Shliapnikov et ladite Opposition ouvrière dans le PCR, voir *Arbeiterdemokratie oder Parteidiktatur*, édité par Fritz Kool-Erwin Oberländer, Walter-Verlag, Olten, 1967, pp. 158-263.

27. L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, New Park Publications, Londres, 1967, notre traduction.

28. L. Trotsky, discours du 26 juillet 1920 devant le II^e Congrès du Komintern, dans *The First Five Years of the Communist International*, New York, Pioneer Publishers, 1945, pp. 99-100. Notre traduction.

29. Isaac Deutscher (dans le tome 1 de sa biographie de Trotsky, chapitre 14) donne une série d'autres exemples du glissement de Trotsky dans le « substitutionnisme » pendant les années 1920-1921, entre autres son discours devant le X^e Congrès du PCR.

30. Quelques années plus tard, August Thalheimer a formulé un jugement similaire : « Avec l'affaiblissement de l'élan (du feu) révolutionnaire, le nombre d'escarilles bureaucratiques augmente. Dans la mesure que diminue l'activité révolutionnaire directe de la base, se développe la suffisance bureaucratique au sommet » (*Um was es geht ? Zur Krise in der KPD*, 1929, Junius-Verlag, Berlin, p. 6). Nous ne savons pas si Boukharine est arrivé à la même conclusion.

31. Peu de gens savent que la formule « centralisme démocratique » est en réalité d'origine menchevique (Raphael Abramovitch : *Julius Martow in Julius Martow : Sein Werk und seine Bedeutung für den Sozialismus*, Verlag der Sozialistische Bote, Berlin, 1924, p. 10). Dans une interview intéressante, parue dans les *Moskauer Nachrichten* du 15 octobre 1989, Léo Onikov, responsable pour l'appareil du CC du PCUS, fournit une analyse détaillée de la déformation bureaucratique du concept de « centralisme démocratique » par Staline et son institutionnalisation du 17^e et du 27^e Congrès du PCUS. La victoire finale du centralisme bureaucratique ne fut obtenue, selon lui, qu'après les purges sanglantes de 1937.

32. Comme moyen de pression supplémentaire sur les ouvriers, membres du PCR, on utilisait la menace de licenciement, c'est-à-dire le chômage.

33. Christian Rakovsky, membre dirigeant du comité central proche ami de Trotsky et co-dirigeant de l'Opposition de gauche, a décrit de manière magistrale ce processus dans son article « les Dangers professionnels du pouvoir », dans : *les Bolcheviks contre Staline*, 1923-1928, Paris, 1957, publications de *Quatrième Internationale*, pp. 149-163.

34. La déclaration des « 46 » du 15 octobre 1923 dans *Die Linke Opposition in der Sowjet-Union*, tome 1, 1923-1924, éditée par Ulf Wolter, Berlin, éditions Prinkipo, 1976, pp. 213-214.

35. L. Trotsky, *Schritten über Deutschland*, tome 1, p. 198, Europäische Verlags-Anstalt, Frankfurt, 1971.

36. Dans le *Programme de transition* de la Quatrième Internationale rédigé par Trotsky.

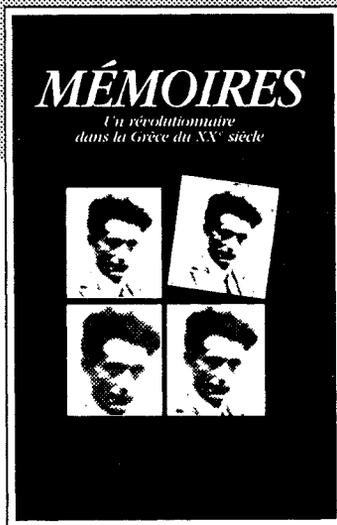
37. Ces thèses ont surtout été élaborées dans *Schriften über Deutschland*, L. Trotsky (voir note 35), sur la France et sur l'Espagne, voir L. Trotsky *The Spanish Revolution 1931-1939*, Pathfinder Press, New York, 1973, *Leon Trotsky on France*, Monad Press, New York, 1973.

38. Dans le document programmatique « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », adopté lors de son XII^e Congrès, la Quatrième Internationale a systématisé et codifié ces thèses.

MEMOIRES

Un révolutionnaire dans la Grèce du XXe siècle

A. Stinas



384 pages
130 F

Dans notre société en retard de plusieurs révolutions, à l'heure où le nationalisme obscurcit des millions de consciences, ouvrons la fenêtre et laissons passer le « souffle vivifiant » de la révolution.

Editions La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil-sous-Bois

FRANÇOIS MOREAU

*Les anticipations de Trotsky
sur l'Union soviétique*

Cet article va traiter des positions de Trotsky sur la nature sociale de l'URSS développées dans la dernière période de sa vie, de 1933 à 1940, et va offrir une évaluation de l'analyse de Trotsky à la lumière des événements des cinquante dernières années.

Pour mener cette entreprise à bien, il y a plusieurs difficultés à surmonter et des pièges à éviter. En premier lieu, les écrits de Trotsky comprennent, non seulement des dizaines de livres, mais aussi des centaines d'articles et des milliers de lettres, polémiques et entrevues. Une production aussi énorme et diversifiée répartie sur des dizaines d'années ne se prête que trop facilement à des exercices scolastiques, c'est-à-dire la sélection de citations appropriées, en-dehors du contexte, pour « prouver » quelque position préconçue, qu'elle soit favorable ou défavorable, tout en ignorant les déclarations contraires du même Trotsky.

De même, on peut facilement trouver des déclarations contradictoires dans les écrits d'un auteur dont les œuvres complètes rempliraient une centaine de volumes. Comme Trotsky lui-même le disait dans *la Révolution permanente*, il est plus facile de trouver des contradictions formelles dans les écrits d'autrui répartis sur un quart de siècle que de se montrer soi-même cohérent dans ses propres écrits, ne serait-ce que sur une seule année. Pour éviter cela, il faut s'efforcer de placer le développement de la pensée de Trotsky (ou de quiconque) dans son contexte historique, en rapport avec les débats et les controverses de son époque. Cela n'a pas toujours été le cas.

Une autre difficulté provient du fait que les œuvres de Trotsky n'aient pas été facilement disponibles dans plusieurs pays pendant de longues périodes, que ce soit à cause de la censure ou simplement du fait de l'absence de traduction. Etant francophone, j'ai la chance d'avoir accès à l'édition la plus complète jusqu'ici disponible des œuvres de Trotsky, grâce au magnifique travail abattu par l'Institut Léon Trotsky à Paris. Ceci me donne davantage confiance dans ma capacité à fournir un bilan à la fois équitable, critique et équilibré des positions de Trotsky sur la nature sociale de l'URSS et des anticipations qui en découlaient.

Une autre difficulté inhérente à une telle entreprise réside dans le problème de la prédiction. L'épistémologie positiviste soutient depuis longtemps que la justesse d'une théorie scientifique s'établit sur la base de sa capacité à prédire les événements. Mais ceci est beaucoup plus facile à réaliser dans l'environnement contrôlé d'un laboratoire que dans le monde réel, avec ses milliers et millions de tendances conflictuelles et de forces antagoniques. Par ailleurs, en tant que marxiste, Trotsky appréhendait la réalité non du point de vue d'un astronome, mais du point de vue d'un dirigeant révolutionnaire. Son ambition n'était pas simplement de prédire l'avenir, mais d'intervenir dans le but de changer le cours des événements. Le marxisme de Trotsky n'avait rien à voir avec le fatalisme déterministe.

La pensée de Trotsky ne se ramenait pas non plus au subjectivisme volontariste pur et simple, comme certains l'ont soutenu. En tant que marxiste, Trotsky soutenait que tout conflit social découlait en dernière analyse d'intérêts matériels dans le sens large du terme. L'histoire ne se déroule pas au hasard ni à cause de l'apparition opportune de grands hommes, mais à travers le développement des conflits de classe. L'action révolutionnaire peut modifier le cours des événements seulement dans la mesure où elle donne une expression consciente et organisée à d'authentiques aspirations sociales. Cependant, la claire compréhension des contradictions en présence constitue un élément d'importance énorme dans l'efficacité de l'action révolutionnaire. Contrairement aux planètes, les êtres humains peuvent devenir conscients des forces qui modèlent leur destinée et les utiliser délibérément pour atteindre des objectifs donnés.

Ce que la théorie marxiste accomplit le plus facilement, c'est prédire la nature des conflits à venir dans une société donnée ou à l'échelle mondiale sur la base des contradictions réelles. C'est en cela que devrait consister le débat sur la nature sociale de l'URSS ; non une polémique sémantique stérile sur l'étiquette « correcte » à utiliser, mais une analyse des conflits à venir, des intérêts sociaux en jeu et par conséquent des positions à prendre par un parti révolutionnaire, si l'on a en

vue les intérêts de la classe ouvrière. Nous y reviendrons.

Cependant, il est beaucoup plus facile de prédire l'éclatement de conflits donnés, guerres ou luttes révolutionnaires, que de prédire leur issue. En fait, on peut trouver un bon nombre de prédictions erronées sous la plume de Marx, Engels et Lénine, aux côtés de prédictions qui ont reçu une confirmation spectaculaire. Quant aux auteurs non-marxistes contemporains, il suffit de jeter un œil sur leurs écrits pour relever des prédictions absolument fausses. Mais ces dernières n'ont pas attiré autant d'attention que les prédictions erronées faites par les marxistes.

C'est non seulement le manque d'informations complètes, mais aussi la nature même du conflit social qui rend les prévisions difficiles à faire. Comme Trotsky l'a plusieurs fois noté, il n'y aurait pas de conflits du tout si on pouvait toujours déterminer d'avance les rapports de force, car le camp le plus faible céderait sans combat pour minimiser les pertes. Mais la seule mesure adéquate des rapports de force est celle donnée par le conflit lui-même. C'est encore plus vrai compte tenu de l'importance décisive des « facteurs moraux ». Les spécialistes militaires savent que le moral d'une armée constitue 75 % de sa force. Mais qu'est-ce que le « moral », sinon la foi dans la validité des objectifs de guerre poursuivis et dans la valeur de la direction, c'est-à-dire un ensemble de facteurs sociaux et politiques. Et la seule mesure effective de ces facteurs se trouve dans le conflit réel.

L'évolution rapide de la situation en URSS en Europe de l'Est constitue une autre difficulté. L'histoire va maintenant beaucoup plus vite que la vie académique. Cette heureuse circonstance peut malheureusement rendre toute analyse de conjoncture désuète aussitôt qu'elle est publiée. Cependant, nous contournerons cette difficulté en adoptant une vision à long terme de l'évolution de l'URSS, dans le but d'évaluer la justesse des instruments conceptuels développés par Trotsky.

Tout ceci étant dit, nous allons maintenant passer à l'analyse faite par Trotsky de l'URSS et de son évolution future.

Le Thermidor soviétique

Comme Trotsky l'a maintes fois indiqué, toutes les révolutions ont été suivies après un certain temps d'une période de recul, le fameux Thermidor de la révolution française. La victoire de la révolution nécessite en effet la plus grande mobilisation des masses et la tension la plus extrême des forces, ce qui ne peut évidemment devenir un état de choses permanent. La vague révolutionnaire doit nécessairement retomber au bout d'un période, qu'elle ait ou non réussi à renverser l'ancien ordre établi pour instaurer un nouveau pouvoir.

Trotsky a appliqué un cadre d'analyse similaire dans le cas de l'URSS suite à la révolution d'Octobre. La vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe avait reflué après 1923 en laissant l'URSS comme seul Etat ouvrier dans le monde, contraint d'entreprendre la construction du socialisme dans des conditions objectives très défavorables. Mais ces conditions ont renforcé la position des couches bureaucratiques déjà apparues au sein de l'appareil d'Etat soviétique, et déjà identifiées par Lénine comme un danger terrible pour la révolution, peut-être le

plus terrible. Il ne s'agit pas ici d'individus mauvais, de conceptions mauvaises ou de pratiques mauvaises, mais des intérêts matériels d'une couche sociale toute entière qui peut s'approprier d'importants privilèges grâce à sa position dans la société, ce qu'on appelle aujourd'hui la nomenklatura.

La lutte lancée par Lénine contre la montée du pouvoir bureaucratique en URSS fut ensuite poursuivie par Trotsky et l'Opposition de gauche du Parti communiste. De 1923 à 1933, l'Opposition de gauche trotskyste a combattu pour la restauration de la démocratie du parti et de la démocratie soviétique, sérieusement limitée en 1921 à cause de la guerre civile. Bien que Trotsky ait approuvé ces mesures à l'époque, et qu'il ait continué de penser qu'elles étaient nécessaires à ce moment-là, il n'en a pas moins conclu qu'elles avaient indubitablement contribué au processus de bureaucratisation.

En fin de compte, ces mesures « provisoires » ont par la suite été élevées au rang de système permanent, même si le danger mortel auquel faisait face la révolution en 1921 était évidemment passé. Mais la bureaucratie s'était consolidée entre-temps et se montrait peu encline à relâcher son contrôle. La suppression des fractions n'était plus nécessaire à la survie de l'Etat soviétique, mais elle devenait très utile à la défense des positions de la bureaucratie dans la société soviétique.

Il est important de souligner que la critique faite par Trotsky de la bureaucratie différait passablement des critiques anarchistes ou ultra-gauches de la société soviétique pour sa seule non-conformité avec des plans préétablis de société idéale.

« Nous ne sommes pas des anarchistes. Nous comprenons la nécessité de l'Etat ouvrier et, par conséquent, le caractère historiquement inévitable de la bureaucratie dans la période de transition¹. »

Cependant, il faut porter un jugement politique sur le degré de bureaucratisation atteint, pour établir s'il reflète des conditions objectives encore impossibles à surmonter, ou s'il découle de la défense délibérée de sa position de la part de la bureaucratie, en contradiction avec les nécessités objectives. Ceci conduisait Trotsky à introduire une distinction-clé entre la déformation bureaucratique – inévitable dans une certaine mesure dans des conditions données – et la dégénérescence bureaucratique, c'est-à-dire la consolidation d'une bureaucratie privilégiée qui défend ses intérêts propres contre la classe ouvrière et le reste de la société, y compris au point de mettre la survie de l'Etat en danger, tel que démontré par son comportement pratique.

L'Opposition de gauche craignait que le cours économique pro-marché suivi par la direction Staline-Boukharine ne mette en danger les acquis de la révolution d'Octobre en permettant la croissance rapide d'une nouvelle bourgeoisie privée de Nepmen, couronnant une vaste couche de paysans enrichis. Tout ceci créait le danger d'une contre-révolution sociale, tandis que l'étranglement de la démocratie du parti et des soviets par la bureaucratie étouffait l'activité politique de la classe ouvrière, la force la plus susceptible de s'opposer à une contre-révolution. La forte proportion de bureaucrates recrutés parmi les couches privilégiées d'avant la révolution et parmi ses adversaires politiques ne faisait que renforcer cette crainte d'un Thermidor soviétique, que Trotsky envisageait alors sous la forme d'une restauration capitaliste.

Trotsky a plus tard revu cette analogie avec Thermidor comme s'étant montrée fausse. Au lieu d'aller jusqu'à la restauration pure et simple du capitalisme, la bureaucratie soviétique fit un brusque virage à gauche en 1928, liquidant les nepmen et les koulaks et introduisant la collectivisation forcée à la campagne. Loin de reprendre les politiques de l'Opposition de gauche, comme certains l'ont soutenu, cela représentait une politique beaucoup plus extrême, qui entraînait des coûts élevés pour la société soviétique, en particulier dans l'agriculture. Mais la bureaucratie avait éliminé une force sociale potentiellement concurrente. Ses coups à droite n'étaient pas seulement le produit de la pression venant de la gauche ; ils répondaient aussi à son auto-défense face au danger venant de la droite. Comme l'écrivit Trotsky dans sa biographie de Staline : « *La bureaucratie n'avait pas écrasé l'avant-garde prolétarienne, elle ne s'était pas dégagée des exigences de la révolution internationale et n'avait pas légitimé la philosophie de l'inégalité pour capituler devant la bourgeoisie, devenir son serviteur et éventuellement être écartée du ratelier de l'Etat*². »

Et ailleurs : « *L'immense supériorité historique de la révolution d'Octobre, en tant que révolution prolétarienne, est que l'épuisement et la déception ont bénéficié, non à l'ennemi de classe, la bourgeoisie et l'aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique*³. »

Trotsky en est venu à son analyse définitive de l'URSS en 1933, car la politique soviétique avait franchi à son avis un point de non retour. Selon lui, la victoire de la bureaucratie stalinienne constituait une véritable contre-révolution, de caractère politique cependant, plutôt que social. D'après lui, la bureaucratie avait réussi à soumettre la classe ouvrière et à écraser toute opposition au sein du Parti communiste et de la société, du moins pour le moment. Ceci l'amena à conclure qu'il faudrait une nouvelle révolution pour restaurer la démocratie soviétique, car on pouvait difficilement s'attendre à ce que la bureaucratie renonce volontairement au pouvoir.

Les partisans de Staline ont accueilli cette prise de position avec une indignation plutôt hypocrite, prétendant que l'appel de Trotsky au renversement de la bureaucratie soviétique faisait le jeu de Hitler. Aux yeux de Trotsky, les méthodes de force employées par la bureaucratie stalinienne pour se maintenir au pouvoir rendaient irréaliste toute autre perspective. Cependant, comme dans toute révolution, le degré de violence serait fonction de la force du soulèvement de masse d'une part, et de l'isolement de la bureaucratie d'autre part. Comme l'écrivait Trotsky dans *la Révolution trahie* : « *En présence d'une action énergique des masses, et étant donnée la différenciation sociale des fonctionnaires, la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être. (...) Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment*⁴. »

Cependant, cette nouvelle révolution n'aurait pas à modifier les rapports de propriété hérités d'Octobre. Il s'agirait donc d'une révolution politique plutôt que sociale, reprenant une distinction déjà utilisée par Marx pour différencier la

révolution sociale bourgeoise en France en 1789 et les révolutions politiques de 1830 et 1848 dans ce pays. Ceci ne veut évidemment pas dire que la révolution politique n'aura pas d'impact social, ni qu'elle sera une simple révolution de palais sans participation des masses, comme certains critiques semblent parfois le suggérer. Cela veut dire que les principales revendications et les grands objectifs de la révolution seront de caractère politique et n'impliqueront aucun changement dans la propriété fondamentale des moyens de production.

Liberté d'association, liberté de presse, abolition du système de parti unique, élections libres, indépendance des syndicats et des organisations de masse, auto-détermination des républiques soviétiques allant jusqu'à l'indépendance, élimination des privilèges bureaucratiques, épuration de l'Armée, réhabilitation des victimes de Staline, inculpation des coupables d'actes criminels ou de corruption, telles étaient les revendications que Trotsky s'attendait à voir surgir dans le cours de la révolution politique, et qu'il a inscrites dans le *Programme de Transition*, adopté au congrès de fondation de la IV^e Internationale. Ces points figurent parmi les principales revendications soulevées aujourd'hui.

Trotsky maintenait que l'URSS n'était pas une société socialiste stabilisée dans aucun sens du terme, contrairement aux prétentions staliniennes, mais qu'elle n'était pas non plus devenue une société capitaliste sous une domination bourgeoise stabilisée. « *L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme.* », écrivait-il dans *la Révolution trahie*. Un tel régime de transition hybride et contradictoire ne pouvait pas se stabiliser pour de bon ; soit il avancerait vers le socialisme à travers une régénération démocratique, soit il reculerait vers le capitalisme. Telle était l'alternative historique posée par Trotsky. A notre avis, telle est l'alternative posée aujourd'hui.

Le concept de société de transition utilisé par Trotsky a été faussement interprété dans le sens d'un mouvement graduel vers le socialisme, en dépit de ses propres mises en garde : « ...cette définition (...) risque de suggérer l'idée fausse que la seule transition possible pour le régime soviétique actuel mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste en fait entièrement possible⁶. »

Selon lui, le résultat final serait décidé par le cours de la révolution mondiale et par les affrontements entre forces sociales en URSS même. Des victoires de la révolution mondiale favoriseraient évidemment l'issue socialiste, tandis que l'isolement prolongé de l'URSS conduirait ultimement à la restauration capitaliste. Mais le sort de l'URSS se déciderait finalement dans les luttes politiques en URSS même.

L'URSS dans la Seconde Guerre mondiale

Bien entendu, Trotsky savait pertinemment que les années trente étaient une période de réaction, illustrée par l'arrivée au pouvoir du parti nazi en 1933, mais il restait encore des possibilités révolutionnaires jusqu'à la fin des années trente, tel que démontré par la Révolution espagnole et par Juin 36 en France. C'est seulement quand les possibilités révolutionnaires ont été épuisées dans ces pays que Trotsky a conclu à l'inévitabilité de la Seconde Guerre mondiale, car seules des

révolutions victorieuses auraient pu l'empêcher, disait-il. Là encore, Trotsky faisait porter une grande partie de la responsabilité de ces défaites aux politiques suivies par les partis communistes sous la direction de Moscou, avec la priorité donnée aux supposés intérêts diplomatiques de l'URSS au détriment des possibilités révolutionnaires à l'Ouest et à l'Est, même si des révolutions victorieuses auraient contribué bien davantage à renforcer la position internationale de l'URSS que des alliances précaires avec certaines puissances impérialistes contre d'autres. Mais la bureaucratie de Moscou était devenue méfiante face aux luttes de masses qui risquaient d'échapper à son contrôle, et préférait traiter avec les gouvernements établis des puissances impérialistes, utilisant son influence dans le mouvement ouvrier des pays étrangers comme monnaie d'échange ⁷.

La guerre était devenue imminente en 1938. Contrairement à tous les espoirs creux voulant que l'URSS puisse échapper à la guerre par de savantes manœuvres diplomatiques, Trotsky soulignait qu'une agression impérialiste était devenue inévitable, que ce soit avant ou après une première ronde entre puissances occidentales, et il accusait la direction stalinienne de mettre l'URSS en danger dans l'éventualité d'une guerre. On a bien établi l'impréparation complète de la guerre de la part des autorités staliniennes. Les purges massives dans l'armée soviétique et dans son haut commandement constituent en fait un cas flagrant de couche bureaucratique qui défend sa position au sein de la société soviétique au détriment des chances de l'URSS de survivre à la guerre, pour la seule raison que le Haut commandement pouvait être vu comme un concurrent potentiel pour le pouvoir en cas de guerre, dans un contexte de crise ⁸. La bureaucratie avait besoin de créatures soumises à la tête de l'Armée — même au prix d'affaiblir les défenses soviétiques et de mettre l'URSS en danger.

L'imminence de la guerre relançait le débat au sein et sur les franges du mouvement trotskyste de l'époque sur l'attitude à prendre : fallait-il ou non prendre le parti de l'URSS, comme Trotsky le soutenait. Une minorité importante du mouvement trotskyste combattait ouvertement cette position au sein de la IV^e Internationale. Les adversaires de Trotsky soutenaient que l'URSS était devenue soit capitaliste, soit une nouvelle forme de société de classe et que, par conséquent, les marxistes révolutionnaires devaient rester neutres dans une guerre entre l'URSS et l'Allemagne nazie, par exemple. Les similarités frappantes entre les régimes politiques hitlérien et stalinien à l'époque ajoutaient à la crédibilité de cette position ⁹.

Trotsky continuait à soutenir que ces similarités apparentes recouvraient des systèmes sociaux complètement opposés, l'un fondé sur le capital financier monopoliste et l'autre, sur la propriété étatique des moyens de production, hérités d'une révolution prolétarienne victorieuse. Il était clair à ses yeux qu'une victoire impérialiste sur l'URSS serait une énorme défaite pour la classe ouvrière internationale. Les réalisations de la première révolution prolétarienne victorieuses auraient été complètement anéanties, à grand coût pour les masses soviétiques.

« La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture ¹⁰. »

Il est donc complètement erroné de prétendre que Trotsky souhaitait une défaite de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale, comme les auteurs officiels soviétiques l'ont longtemps soutenu. Au contraire, Trotsky insistait sur la nécessité de défendre l'URSS contre les puissances impérialistes, même au prix de rompre avec une proportion substantielle de ses partisans américains au sein du Socialist Workers Party, qui était devenu le principal pilier de la IV^e Internationale nouvellement constituée, après l'occupation nazie de l'Europe continentale.

Cependant, Trotsky faisait une nette distinction entre la défense de l'Etat soviétique contre l'agression nazie et le soutien à la dictature bureaucratique stalinienne. Loin de s'identifier, ces deux positions se contredisaient en fait, puisque la bureaucratie stalinienne mettait la position de l'URSS en danger pour maintenir sa propre position dans l'URSS, comme l'avait montré sa destruction démentielle du haut commandement de l'Armée rouge et son sabotage délibéré des mouvements révolutionnaires dans le monde. En revanche, aussi bien les amis pro-staliniens de l'URSS que les ultra-gauches anti-soviétiques s'acharnaient à identifier le soutien à Staline et la défense de l'URSS, les premiers pour justifier leur soutien à Staline, les seconds pour couvrir leur désertion face à l'agression nazie imminente.

Trotsky savait bien que les perspectives révolutionnaires ne pourraient pas se matérialiser en période de défaite ouvrière, mais il s'attendait à ce que la guerre à venir provoque rapidement une gigantesque vague révolutionnaire, contrairement au désespoir très répandu dans les rangs de la gauche européenne, qui en était venue à écarter dans sa majorité tout espoir d'action révolutionnaire de la classe ouvrière pour des décennies. Trotsky écrivit que le Reich de mille ans promis par Hitler ne durerait pas dix ans. Cette prédiction assez remarquable, en 1939, ne s'est pas avérée si erronée.

A la différence de tous ceux qui pensaient que l'occupation nazie de leur pays signifierait la fin de tout mouvement ouvrier ou révolutionnaire pour des décennies ou même des siècles, Trotsky s'attendait aussi à ce que l'occupation nazie engendre une résistance populaire massive, conduisant à des soulèvements révolutionnaires¹¹.

Les trotskystes européens furent en effet parmi les tout premiers à se joindre à la Résistance en Europe occupée, tandis que les partis communistes attendaient l'invasion allemande de l'URSS pour jeter leur poids dans la Résistance. C'était l'époque où la propagande stalinienne qualifiait routinièrement les trotskystes d'« *hitléro-trotskystes* ».

Trotsky n'avait aucun doute sur la défaite finale de l'Allemagne nazie et la victoire des Etats-Unis, du moins en ce qui concernait les conflits inter-impérialistes. Mais il restait le danger que l'URSS ne subisse des coups mortels entre-temps et soit détruite par l'attaque allemande, avant que le régime nazi ne soit finalement défait. Ceci s'est presque réalisé. Personne ne peut dire ce qui serait arrivé si l'invasion allemande n'avait pas été retardée de six semaines à cause des mésaventures italiennes dans les Balkans ou si l'hiver 1942 n'avait pas été si précoce et si dur.

Trotsky appréciait hautement le potentiel militaire rendu possible par la

planification centralisée et s'attendait à voir les masses soviétiques se lever en défense de l'URSS, et avec raison, à son avis. Mais il craignait que la bureaucratie stalinienne ne ruine la défense de l'URSS par son incompétence criminelle. Il s'en est fallu de peu. Bien entendu, la domination nazie n'aurait pas été éternelle, pas plus que dans d'autres pays occupés, mais la propriété privée aurait été restaurée entre-temps, comme ce fut le cas dans les territoires soviétiques occupés. La classe ouvrière soviétique aurait été rejetée encore plus loin en arrière et contrainte de tout recommencer.

La survie inattendue de la bureaucratie

Ceci nous amène à la véritable erreur de Trotsky : il s'attendait à ce que la bureaucratie stalinienne ne survive pas à la guerre. Selon les pronostics de Trotsky, répétés à plusieurs occasions, elle serait renversée soit par l'invasion nazie, soit par la réactivation révolutionnaire de la classe ouvrière soviétique, ce que Trotsky souhaitait évidemment. En fait, non seulement la bureaucratie soviétique a survécu à la guerre, mais elle en est sortie au sommet de son prestige et de son pouvoir, grâce au mérite d'avoir finalement défait l'Allemagne nazie. La victoire de l'URSS dans la « *Grande guerre patriotique* » a de fait été l'une, sinon la principale source de légitimité du gouvernement soviétique pendant des décennies. Trotsky a aussi écrit que sans la révolution mondiale, l'URSS serait détruite par l'impérialisme ; une autre prédiction apparemment invalidée par l'histoire.

Cependant, avant d'examiner les implications théoriques ou politiques de ces pronostics erronés, il faut évaluer l'envergure réelle de l'erreur commise. Car il s'est effectivement produit une puissante vague révolutionnaire dans la période 1943-1949 suite aux destructions de la guerre, comme Trotsky l'avait prédit. Plusieurs révolutions victorieuses ont eu lieu dans ces années, les premières depuis 1917 : en Chine, en Yougoslavie, au Viêt-nam... Cette vague s'est aussi faite sentir dans les pays du centre. Le point culminant de l'activité gréviste dans l'histoire des Etats-Unis a été atteint en 1946, et en 1948 au Canada anglais. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste balayait les élections de 1945 pour former son premier gouvernement majoritaire. Les partis communistes se trouvaient au sommet de leur influence en Europe continentale, grâce au prestige conquis dans la Résistance. Bref, il y avait un net virage à gauche dans l'ensemble du monde impérialiste. Les rébellions nationales éclataient aussi dans une série de pays coloniaux : Algérie, Madagascar, Malaisie, Birmanie, Indonésie...

Trotsky s'attendait à ce que la guerre conduise finalement à une coalition de toutes les puissances capitalistes contre l'URSS, étant donné l'antagonisme de leurs systèmes sociaux. Ceca s'est également vérifié avec la création de l'OTAN en 1949. Comme le montrent les dossiers du Pentagone, le haut commandement américain avait préparé des plans de guerre nucléaire contre l'URSS dès 1945. Mais il ne disposait pas des conditions politiques nécessaires pour lancer une nouvelle guerre à ce moment-là, ni à l'échelle mondiale, ni aux Etats-Unis. Il y avait des

manifestations de GI's américains en Europe demandant d'être ramenés chez eux, par exemple. Il fallait du temps pour ramener le pendule politique à droite, préparer l'opinion à une nouvelle guerre et compléter les préparatifs techniques d'une guerre nucléaire. Par exemple, il n'existait aucun bombardier capable d'atteindre l'URSS à partir du territoire américain avant 1950¹².

Le gouvernement américain croyait alors qu'il jouirait du monopole nucléaire pour dix à quinze ans ; il avait donc le temps. Mais la progression nucléaire soviétique s'est montrée beaucoup plus rapide qu'on s'y attendait aux USA, et quand les conditions nécessaires à une attaque nucléaire contre l'URSS furent finalement réunies, au milieu des années cinquante, le danger de représailles nucléaires soviétiques était devenu impossible à ignorer. Ceci débouchait sur la balance de la terreur qui a dominé la politique mondiale par la suite. Donc, l'affirmation de Trotsky à l'effet que seule la révolution mondiale pourrait sauver l'URSS de la destruction s'est avérée juste, d'une certaine façon, car la vague révolutionnaire d'après-guerre a joué un rôle-clé pour laisser un répit à l'URSS, lui permettant de survivre à la tempête de la guerre et de l'après-guerre.

Mais la bureaucratie soviétique aussi a réussi à survivre à la tempête et à continuer pendant des décennies, contrairement aux pronostics catégoriques de Trotsky. Ce qu'il faut expliquer, c'est la passivité relative de la classe ouvrière soviétique dans l'après-guerre, alors que la vague révolutionnaire balayait l'ensemble de la planète sous une forme ou sous une autre. Ironiquement, les écrits de Trotsky sur le fascisme fournissent les éléments-clé nécessaires pour expliquer sa propre erreur sur l'URSS. Car Trotsky connaissait fort bien ce fait historique bien établi : quand la classe ouvrière a subi une défaite historique dans un pays donné, cela peut lui prendre une longue période pour se relever. En fait, ceci requiert habituellement l'arrivée d'une nouvelle génération capable de recommencer à zéro avec des forces fraîches, qui ne ressentent plus le poids des défaites passées. Et le passage des générations prend des décennies. Plus le traumatisme est profond, plus cela prend du temps pour que la classe ouvrière reprenne confiance en elle-même. La répression continue, la censure et le contrôle gouvernemental sur toutes les sphères d'activité rendent évidemment ce processus encore plus difficile.

Puisque Trotsky a pu reconnaître tout cela dans le cas de l'Italie fasciste ou de l'Espagne de Franco, on peut s'étonner qu'il n'ait pas envisagé la même situation dans le cas soviétique ; sur ce point, certains seraient tentés de rechercher des explications psychologiques. Mais l'URSS avait été le premier cas de révolution prolétarienne victorieuse, et restait encore le seul en 1940. Il n'y avait pas de précédent historique.

Trotsky était convaincu que les traditions révolutionnaires restaient vivantes en URSS, quoique profondément enfouies dans la conscience ouvrière, et qu'elles surgiraient à nouveau à la première occasion. Il avait en fait sous-estimé l'ampleur de la défaite historique subie par la classe ouvrière soviétique et la profondeur de la répression stalinienne. La glasnost a révélé une masse de faits jusque-là inconnus, et bien pires que tout ce que Trotsky a jamais imaginé. C'est là la raison ultime pour laquelle la réactivation politique de la classe ouvrière soviétique a pris

beaucoup plus de temps que Trotsky ne s'y attendait. Mais elle est maintenant bien engagée.

La « troisième hypothèse » de Trotsky

Certains critiques ont affirmé que la survie de la bureaucratie avait invalidé toute la théorie de Trotsky sur le caractère instable, hybride et transitoire du régime soviétique. Mais il faut placer cette question dans le cadre temporel approprié. Quarante ou cinquante années constituent une longue période à l'échelle d'une vie, mais une courte période à l'échelle de l'histoire de l'humanité : et c'est bien de cela qu'il s'agit quand on traite de la transition d'un système social à un autre. La transition du féodalisme au capitalisme a duré environ quatre siècles, par exemple. Il serait aussi difficile de nier que la transition au socialisme a déjà duré beaucoup plus longtemps que Marx et Engels ne l'avaient envisagé.

En toute équité, il faut aussi noter que Trotsky avait en fait envisagé la possibilité que la bureaucratie survive pour quelque temps comme étant une troisième hypothèse, entre la révolution politique et la contre-révolution capitaliste, dans les termes suivants : *« Admettons un instant que ni le parti révolutionnaire ni le parti contre-révolutionnaire ne s'emparent du pouvoir. La bureaucratie demeure à la tête de l'Etat. L'évolution des rapports sociaux ne cesse pas. On ne peut certes penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. (...) Il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété. (...) La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste. La troisième hypothèse nous ramène ainsi aux deux premières, par lesquelles nous avons commencé pour plus de clarté et de simplicité¹³. »*

On peut dire que cette troisième hypothèse, mentionnée comme en passant dans *la Révolution trahie*, s'est finalement réalisée, tout comme la prédiction qu'elle nous ramènerait finalement aux deux premières variantes... mais après une période de temps. Et c'est ici que l'erreur de Trotsky a eu d'énormes conséquences pratiques. On ne peut pas retarder de quelques décennies la réactivation politique de la classe ouvrière soviétique sans de très sérieuses conséquences sur le cours des événements à l'échelle mondiale, étant donné le rôle-clé de l'URSS et des partis communistes dans la politique mondiale et la période de grâce que cela a apporté à la bureaucratie de Moscou.

Dynamique du développement de l'URSS

Ceci nous amène à traiter du développement à long terme de l'URSS, particulièrement sur le plan économique. Trotsky a produit relativement peu sur cette question, puisqu'il s'attendait à ce que le sort de la bureaucratie stalinienne soit tranché dans la guerre à venir, mais on n'en trouve pas moins des éléments d'analyse pertinents dans ses travaux les plus importants sur l'URSS, en particulier dans son principal ouvrage sur la question, *la Révolution trahie*.

Trotsky considérait la croissance industrielle rapide de l'URSS après 1928 comme une preuve du caractère progressiste de la propriété d'Etat et de la planification centralisée, en dépit de la mauvaise gestion bureaucratique, en vif contraste avec la dépression économique capitaliste des années trente. En même temps, il était très conscient de la contradiction entre le contrôle bureaucratique et les besoins du développement soviétique. Loin de considérer les traits bureaucratiques comme des maladies infantiles du développement soviétique, destinées à s'effacer graduellement à mesure que l'URSS progresserait, il pensait que la domination bureaucratique deviendrait un fardeau de plus en plus lourd qui finirait par arrêter le développement de l'URSS, si la révolution politique ne la renversait pas à temps.

« Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique coïncide avec la période d'assimilation. Le gros travail d'imitation, de greffe, de transfert, d'acclimatation s'est fait sur le terrain préparé par la révolution. (...) mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. (...) Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange¹⁴. »

La planification centralisée bureaucratique pouvait donc réaliser un rythme rapide d'industrialisation extensive, et elle pouvait aussi canaliser les ressources en cas de guerre beaucoup plus efficacement qu'une économie sous propriété privée, comme Trotsky l'a souligné. De fait, la croissance extensive avait encore un avenir devant elle après la guerre, même une fois la reconstruction du pays terminée. Mais l'URSS devrait finalement passer à une croissance intensive. Comme Trotsky s'y attendait, le pouvoir bureaucratique s'est alors avéré un fardeau de plus en plus coûteux pour l'économie soviétique, au point de l'amener dans une quasi stagnation. En fait, les années Brejnev sont maintenant couramment désignées en URSS comme les « années de stagnation ».

Les conflits sociaux en URSS

Contrairement à tous les théoriciens du « totalitarisme », qui pensaient que rien ne pourrait jamais changer en URSS, Trotsky comptait sur les lois de l'histoire pour se montrer plus fortes que le plus fort des appareils, de sorte qu'à la longue, la bureaucratie soviétique serait finalement confrontée à une crise ouverte qui rendrait impossible de préserver plus longtemps le statu quo. Certes, la bureaucratie soviétique s'est montrée capable de garder son contrôle beaucoup plus longtemps que Trotsky ne l'avait escompté, pour des raisons déjà mentionnées, mais l'heure de vérité approche.

Bien entendu, Trotsky s'attendait à ce que la bureaucratie défende le statu quo par tous les moyens possibles, y compris la répression la plus dure si nécessaire. Cependant, comment réagirait-elle en cas de crise ouverte menaçant son pouvoir ? Contrairement à certaines interprétations étroites de la pensée de Trotsky, aussi bien de la part de ses partisans que de ses adversaires, Trotsky n'a pas écarté la possibilité que la bureaucratie tente de se réformer elle-même dans le but de

résorber la contestation, sous la pression d'en-bas. Mais ces tentatives ne stabiliseraient pas le pouvoir bureaucratique : elles ne feraient que le déstabiliser davantage : « ...il est plus d'une fois arrivé que la dictature bureaucratique cherchant le salut dans des réformes à prétentions "libérales", n'ait réussi qu'à s'affaiblir¹⁵. »

Il y a eu bien des débats à l'ouest sur la nature sociale de la bureaucratie soviétique : est-elle une classe ou non ? Ce débat peut facilement tomber dans des chausse-trappes terminologiques, le terme de « classe » ayant une signification très différente selon le cadre théorique employé. En vertu de sa formation marxiste classiste, Trotsky maintenait qu'une classe était un groupe stable caractérisé par une position commune dans le proces de production et par un rapport commun aux moyens de production, à savoir, dans le cas de la classe bourgeoise, la propriété privée des moyens de production, ce dont la bureaucratie soviétique est dépourvue. Elle n'était donc pas une classe, mais une « caste », terme emprunté par Trotsky aux analyses de la société traditionnelle en Inde.

Selon Trotsky, l'incapacité de la bureaucratie à forger sa propre idéologie distincte était une autre confirmation du fait qu'il ne s'agissait pas d'une classe au sens marxiste du terme. Alors que la bourgeoisie occidentale gouverne ouvertement au nom de la propriété privée et ne voit aucune nécessité de dissimuler sa richesse, la bureaucratie gouverne officiellement au nom de la classe ouvrière et doit cacher sa consommation de luxe, tout en prétendant appliquer des principes égalitaires. En d'autres termes, il existe une adéquation fondamentale entre l'idéologie dominante à l'Ouest et les intérêts de classe de la classe dirigeante, tandis que c'est le contraire à l'Est du point de vue de la position privilégiée de la bureaucratie. Selon Trotsky, cette contradiction monstrueuse entre l'idéologie officielle et la réalité était la source matérielle ultime de la censure et de la falsification stalinienne de l'histoire.

On pourrait discuter longuement de la différence entre le contrôle bureaucratique et la propriété privée, ou entre une classe et une caste. Cependant, nous nous intéressons davantage aux dynamiques sociales et politiques et en particulier au comportement des groupes sociaux dans un contexte de crise. Les classe dominantes et possédantes peuvent démontrer toutes sortes de divisions en temps normal, mais elles serrent habituellement les rangs face à toute menace réelle à leur pouvoir d'Etat et leur propriété, à part quelques individus qui trahissent effectivement leur classe pour se ranger avec l'ennemi, comme l'ont fait Marx et Engels. Mais il ne représentaient aucune fraction significative de leur classe. La solidarité fondamentale de la bourgeoisie face à de véritables enjeux historiques constitue la preuve de son caractère de classe.

De même, la bureaucratie soviétique a longtemps été considérée comme un monolithe totalitaire. Certes, les observateurs les plus astucieux ont depuis longtemps relevé l'existence de diverses fractions au sein de la bureaucratie, mais on peut tout aussi facilement identifier différentes fractions au sein de toute bourgeoisie occidentale, sans que cela ne remette en cause son unité de classe fondamentale. Ce que disait Trotsky, cependant, c'était que la bureaucratie soviétique allait se diviser face à un véritable mouvement de masse contre son pouvoir, différentes ailes se ralliant à des forces opposées, à savoir la petite bourgeoisie et

les forces pro-capitalistes d'une part, la classe ouvrière et les forces socialistes de l'autre, pendant que le centre pourrait tenter de se maintenir en selle en oscillant entre les deux.

Le manque d'une idéologie « bureaucratique » crédible a d'importantes conséquences politiques dans cette situation. La contradiction flagrante entre la vérité officielle et la réalité ne peut manquer de conduire à des explosions de mécontentement populaire dans les pays de l'Est, aussitôt que le poids de la censure et de la répression s'allège. Mais ceci engendre immédiatement une crise idéologique aiguë dans la bureaucratie, qui ne peut plus se prétendre la représentante de la classe ouvrière avec la moindre crédibilité, y compris à ses propres yeux ; or, les idéologies doivent être crues par quelqu'un pour être efficaces. Les deux seules façons de sortir de cette impasse idéologique sont de reconnaître le caractère bureaucratique du régime et de se ranger du côté de la classe ouvrière, ou d'abandonner toute prétention à représenter cette dernière pour passer directement à l'idéologie bourgeoise pro-capitaliste, comme tant d'anciens « communistes » le font maintenant à l'Est avec une rapidité et une aisance vraiment impressionnantes. Bien entendu, il est aussi possible de continuer pour un certain temps à se débattre dans une confusion idéologique et politique grandissante. Trotsky écrit ce qui suit à propos des perspectives de la révolution politique.

« Pour le nouveau parti prolétarien, la question de la prise du pouvoir ne peut se poser pratiquement qu'au moment où il rassemblera autour de lui la majorité de la classe ouvrière. Sur la voie d'un tel changement radical dans le rapport de forces, la bureaucratie apparaîtra toujours plus isolée et plus divisée. (...) Avec la venue du prolétariat à l'activité, l'appareil stalinien restera suspendu en l'air. (...) La véritable guerre civile pourrait éclater non entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution¹⁶. »

La preuve du pudding

Ces anticipations sont maintenant mises à l'épreuve par la politisation rapide des sociétés soviétique et est-européenne après des décennies de répression bureaucratique. Après avoir été unifiés dans la lutte commune autour de revendications démocratiques, divers courants politiques et sociaux se développent maintenant dans des directions de plus en plus divergentes. Il est encore trop tôt pour avancer une caractérisation définitive des divers courants politiques et sociaux en URSS et en Europe de l'Est ou pour déterminer les rapports de forces entre eux, qui peuvent varier grandement d'un pays à un autre. Mais on peut clairement discerner des courants pro-capitalistes, droitières ou même néo-fascistes dans certains cas extrêmes d'une part, et d'autre part des courants socialistes démocratiques et autogestionnaires à l'autre extrémité du champ politique. Certains partis communistes se sont formellement dissous pour se constituer sur une plate-forme différente, ayant perdu une partie ou la totalité de leur aile réformiste ou conservatrice, etc. Les conflits en cours autour des réformes de marché en Pologne trouvent les différentes ailes du POUF des deux côtés de la barricade.

La constitution de gouvernements non communistes dans divers pays d'Europe

de l'Est a aussi donné une nouvelle actualité à la distinction marxiste classique entre l'Etat et le gouvernement. La nomenklatura pourrait laisser aller le contrôle du gouvernement sous la pression des masses, pour s'accrocher d'autant plus fortement à son contrôle de l'appareil d'Etat. Ce n'est pas un hasard si le mouvement de démocratisation tourne maintenant son attention vers la « dépolitisation » de l'armée et de la police et l'épuration de l'administration, c'est-à-dire le contrôle de la nomenklatura sur l'appareil d'Etat et particulièrement ses branches répressives. Mais là aussi, le soulèvement des masses rencontre beaucoup de sympathie dans la troupe et trouve même quelques échos dans la hiérarchie. L'appareil militaire fait partie de la bureaucratie et est sujet à la même crise idéologique et politique.

Tout ceci m'amène à conclure que le cadre d'analyse de Trotsky sur l'URSS a effectivement trouvé plusieurs confirmations dans les événements et se montre maintenant très utile dans la compréhension et l'interprétation des développements actuels. Cela serait ma conclusion académique.

Quant à ma conclusion politique, il est maintenant de bon ton de considérer le socialisme comme une simple parenthèse dans la marche de l'humanité vers la démocratie libérale et le système du marché. A mon avis, la parenthèse qui se ferme aujourd'hui est celle du stalinisme, et non pas du socialisme.

1. Léon Trotsky, *la Révolution allemande*, 1930, *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, Paris, 1972, p. 171.
2. Léon Trotsky, *Staline*, Editions 10-18, Paris, 1979, Vol. 2, p. 297.
3. Léon Trotsky, « Pourquoi Staline a vaincu l'opposition », 12 novembre 1935, *Oeuvres*, T. 7, Institut Léon Trotsky, Paris, 1980, p. 101.
4. Léon Trotsky, *la Révolution trahie*, Editions 10-18, Paris, 1963, p. 289.
5. Léon Trotsky, *ibid.* p. 256.
6. *Ibid.* p. 256.
7. Il existe une énorme littérature sur ces questions. En-dehors des écrits de Trotsky, on peut se référer par exemple à Fernando Claudin, *la Crise du mouvement communiste*, Maspero, Paris, 1976, en deux volumes.
8. Ceci est maintenant généralement reconnu par les experts militaires soviétiques.
9. Voir Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, Paris, 1972.
10. Léon Trotsky, *la Révolution trahie*, Editions 10-18, Paris, 1963, p. 253.
11. Voir Léon Trotsky, *Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre imperialiste et la révolution prolétarienne*, 23 mai 1940, *Œuvres*, t. 24, Institut Léon Trotsky, Paris, 1987.
12. Voir Michio Kaku, Daniel Axelrod, *To win a Nuclear War; the Pentagon's Secret War Plans*, South End Press, Boston, 1987.
13. Léon Trotsky, *la Révolution trahie*, éditions 10/18, Paris, 1963, p. 256.
14. *Ibid.*, p. 276-277.
15. *Idem.* p. 288.
16. Léon Trotsky, « la IV^e Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'Etat soviétique », 1^{er} octobre 1933, *Œuvres*, t. 2, Institut Léon Trotsky, Paris, 1978, p. 263.

RETOUR DE JORDANIE

Les réfugiés palestiniens dans le royaume hachémite

Maurice Rajsfus

Maurice RAJSFUS



224 pages
90 F

*Depuis Septembre noir, les Palestiniens de
Jordanie connaissent la grande générosité du
pouvoir à leur égard.*

Editions La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil-sous-Bois

MICHEL RAPTIS

*Sur les conceptions économiques
de Léon Trotsky*

Parler des conceptions économiques de Léon Trotsky en général, c'est aborder un très vaste sujet. Cet exposé sera centré surtout sur les conceptions de Léon Trotsky concernant les problèmes de la « transition du capitalisme au socialisme », c'est-à-dire sur un thème restreint, mais d'une actualité brûlante.

Dans le domaine de ses conceptions économiques en général, Léon Trotsky excelle, par rapport à plusieurs autres grands marxistes, par son compréhension plus équilibrée, plus profonde des liens existant entre la conjoncture économique et les problèmes de tactique et de stratégie en politique.

Léon Trotsky a vécu la première moitié de notre siècle, et tous ses raisonnements économiques et politiques se déterminent par le stade auquel était parvenue à cette époque l'économie capitaliste mondiale : une économie qui connaît souvent des crises dans le modèle quasi classique des crises appréhendées par Marx, qui conduisent à une destruction et par la suite à une stagnation prolongée des forces productives ; ce fut le cas avec l'évolution de l'économie mondiale entre 1918 et 1929, aboutissant à la grande crise qui éclata aux Etats-Unis en 1929. Si le

prolétariat ne saisit pas l'occasion d'une crise révolutionnaire majeure, le capitalisme, revigoré par la « catharsis » de la crise économique, reprend son essor économique : tel est, rapidement esquissé, le raisonnement de Léon Trotsky en cette matière.

Pendant cette période, Léon Trotsky n'adhère pas à l'idée d'une évolution catastrophique rectiligne et sans issue. A plusieurs reprises, au contraire, il met en garde contre des affirmations sommaires concernant par exemple l'impossibilité d'un redressement de l'économie capitaliste à la suite d'une crise et il s'oppose résolument à l'idée d'une fin proche du capitalisme provoquée par l'« impasse » de son économie.

D'autre part, Léon Trotsky se montre très soucieux de souligner l'importance d'adapter la tactique appliquée par le mouvement syndical et politique aux différentes phases de l'évolution de la conjoncture économique. Nous avons un exemple brillant de sa façon dialectique de comprendre et d'approfondir ce sujet dans l'essai qu'il a écrit au début de l'année 1930, sur la « Troisième période d'erreurs de la III^e Internationale », et qui doit être considéré comme le meilleur manuel marxiste à l'usage des militants syndicalistes et politiques face aux fluctuations du cycle économique.

Si la politique est économie concentrée, l'analyse précise de cette dernière, de ses fluctuations, est absolument nécessaire pour une juste orientation de la politique, aussi bien sur le plan tactique que sur le plan stratégique.

D'une manière plus générale, à travers l'œuvre de Léon Trotsky, on saisit bien l'intérêt qu'il portait à bien comprendre les incidences de l'économie sur le politique, et, sans jamais tomber dans un économisme vulgaire, à appliquer la politique effectivement comme économie concentrée.

Ainsi, ce n'est pas un fait du hasard que Léon Trotsky soit le premier à comprendre l'impasse à laquelle conduisait la politique du « communisme de guerre » inaugurée par les Bolcheviks après 1917 et à en chercher une issue dans une sorte de NEP, avant même Lénine.

Par la suite, ce qui est remarquable c'est que Trotsky poursuit jusqu'à la fin de sa vie l'approfondissement de cette question conçue par lui comme fondamentale pour l'« *évolution du capitalisme au socialisme* » dans les conditions historiques concrètes de son époque, c'est-à-dire dans le cadre d'une révolution commencée dans un pays arriéré et pour longtemps isolée d'une extension internationale dans des pays avancés.

Loin de connaître les fluctuations de pensée économique d'un Boukharine ou d'autres bolcheviks, qui se rapprochent ou s'éloignent occasionnellement du « centrisme » de Staline, Léon Trotsky poursuit une élaboration de plus en plus équilibrée de la NEP, conçue par lui comme la politique économique inévitable et de longue durée du « passage du capitalisme au socialisme » dans les conditions historiques de son époque.

Ainsi, toutes les critiques qui lui ont été faites, par exemple de négliger la paysannerie, de précipiter l'industrialisation et la collectivisation, sont dénuées de fondement si l'on se réfère à l'évolution réelle de sa pensée dans les écrits qui l'expriment. Trotsky, certes, est le premier, avant même Lénine, à militer pour un

développement planifiée de l'économie soviétique. Il est exact également que pendant toute une période, il insiste sur la nécessité de faire avancer plus vite l'industrie lourde et légère.

Plan et industrialisation font partie de sa conception plus générale de la NEP couvrant la période de « transition du capitalisme au socialisme ». Ils s'inscrivent dans une économie de marché dominée encore aussi bien par la loi de la valeur que par la rente foncière absolue et différentielle.

Le marché est nécessaire pour stimuler la production agricole, pour faire connaître les exigences de tous les participants de l'économie et pour vérifier les résultats de cette dernière. « Le plan » lui-même « se vérifiera et dans un large mesure, se réalisera par l'intermédiaire du marché » (« L'économie soviétique en danger », 22 octobre 1932). Le calcul commercial basé sur une monnaie stable est absolument nécessaire aussi bien pour la vérification du plan que pour le fonctionnement équilibré, contrôlé, vérifiable, de l'économie de transition tout entière.

Mais si celle-ci et le plan lui-même continuent à être régis par le « marché », c'est-à-dire par l'emploi des méthodes marchandes et monétaires, il faut que le plan — dans le domaine strictement économique — et la plus large démocratie socialiste — dans le domaine politique — soient, selon Trotsky, les deux conditions indispensables pour orienter l'économie spécifique de « marché » de la période de transition vers l'affermissement de la tendance socialiste de celle-ci.

Le plan « viole » constamment la loi de la valeur qui régit encore cette économie par le rôle multiple de l'Etat, de son budget, et de ses autres interventions. Mais si le plan est élaboré bureaucratiquement et centralement seulement, il aboutira à bloquer, déformer et éliminer tous les stimulants qu'il faut susciter et entretenir par le « marché » spécifique de l'économie de transition. Le meilleur palliatif à ce danger est, selon Trotsky, le développement de la démocratie socialiste, dans laquelle il inclut les soviets, les syndicats et le parti. *A posteriori*, on doit critiquer la préférence qu'il donnait au parti qui, déjà fortement bureaucratise, ne se prêtait guère à être le foyer principal de la démocratie socialiste, mais l'idéalisation du parti par les bolcheviks est un thème à part qu'on ne saurait inclure et traiter dans cet exposé.

Dans une première phase du développement économique de l'URSS, après l'« erreur » de la politique du « communisme de guerre », Léon Trotsky adopte résolument la conception de la NEP. Mais en même temps, il ne cesse d'insister sur les dangers du développement déséquilibré que celle-ci entraîne de la façon dont elle est appliquée.

Trotsky concentre pendant cette période (1923-1928) ses critiques sur le retard de l'industrialisation et du plan, et insiste sur le danger que représentent les fameux « ciseaux », la « smytchka », pour l'indispensable alliance paysans-ouvriers. Quand la production agricole est stimulée par la NEP, l'industrie retarde, et cela mine y compris la production agricole. Les paysans ne trouvant pas sur le marché les produits dont ils ont besoin ou trouvant des produits trop chers, soit s'adonnent à une production d'auto-suffisance, soit stockent leur production et l'écoulent en partie au « marché noir ». Il faut que prix agricoles et prix industriels se rapprochent, par une production ajustée entre agriculture et industrie.

Mais les conséquences sociales d'un tel décalage, s'il persiste, sont encore plus graves. Des couches néo-capitalistes se créent et se développent dans les campagnes, à côté de couches analogues que la politique générale de la NEP favorise inévitablement dans les villes également. Ces maux sont inévitables, mais il faut contrôler leur développement par la politique économique de l'Etat et par l'affermissement du caractère socialiste de l'Etat, par l'élargissement constant de la démocratie socialiste. En assurant également un rythme plus rapide du développement du secteur de l'économie « socialiste » proprement dite, comme c'était le cas à l'époque (du secteur « socialisé » dirons-nous actuellement), afin qu'à la longue ce secteur devienne le secteur de loin prépondérant de l'ensemble de l'économie.

Dans le schéma d'une telle évolution de la NEP, que préconise de manière constante Léon Trotsky, la question de la collectivisation de l'économie agricole occupe naturellement une place très importante. Léon Trotsky est pour que celle-ci progresse constamment, mais non pas sous l'effet de mesures et de pressions administratives, bureaucratiques, mais par la volonté libre du paysan acquis aux avantages économiques de la collectivisation. Or, ces avantages ne peuvent se manifester sans que l'industrie soit capable de fournir aux campagnes les machines et les engrais nécessaires à la grande exploitation mécanisée de la terre.

Toutes ces idées sont parfaitement claires chez Trotsky, dès la période 1923-1928, quand il se livre à une critique de « gauche » de la NEP telle qu'appliquée par Staline et Boukharine. A partir de 1928, après le brusque tournant de Staline qui supprime pratiquement la NEP et passe à l'industrialisation hyperaccélérée et à la collectivisation forcée, Trotsky se livre à une critique systématique de ce virage en apparence de « gauche » et dénonce la distorsion bureaucratique grave de l'économie soviétique, libérée désormais de tout contrôle économique, que ce soit par la monnaie (stable), les prix (vrais) ou le plan (démocratique).

Se trouvant confronté aux disproportions et aux dangers engendrés par l'application débridée de la NEP pendant la période 1923-1928, la bureaucratie, écrit Léon Trotsky, « a liquidé la NEP. Elle a remplacé les méthodes du marché par un plus large usage de la méthode de la coercition bureaucratique et arbitraire » (« L'économie soviétique en danger »). C'est sur cette ligne que va se développer désormais l'économie soviétique, ligne qui la conduira en définitive à l'impasse dont tente maintenant de la sortir la « deuxième révolution sociale » de Mikhaïl Gorbatchev : en abolissant prématurément la NEP, l'économie soviétique s'est affranchie de tout contrôle économique, sombrant dans l'arbitraire bureaucratique le plus insensé.

Léon Trotsky est conscient de ce désastre. A partir de 1928 et jusqu'à la fin de sa vie, il ne cesse de critiquer l'abandon de la NEP et le cours volontariste de l'économie soviétique. Quand certains de ses partisans interprètent le tournant de Staline vers l'industrialisation et la collectivisation comme un tournant « juste à gauche », Trotsky les met en garde contre l'aventurisme de cette politique. Il demande qu'après la réalisation hâtive du 1^{er} plan quinquennal, qui donne lieu à des disproportions et gaspillages graves, un temps d'arrêt avant la mise en exécution du deuxième plan quinquennal soit observé, pour une « remise à neuf sérieuse » de l'économie soviétique ravagée par la volontarisme bureaucratique et

aventurier. Il insiste sur la nécessité de « battre momentanément en retraite, aussi bien dans le domaine industriel qu'agraire ».

On suit l'évolution de la pensée économique de Léon Trotsky appliquée plus précisément aux problèmes de la « transition du capitalisme au socialisme » à travers ses différents écrits de 1923 à 1940, et plus particulièrement dans les écrits suivants : « Cours nouveau » (1923), la préface et autres passages de la « Révolution défigurée » (1927), ses lettres adressées d'Alma Ata puis de Prinkipo aux différents bolcheviks exilés en URSS, son écrit « Staline théoricien » d'août 1930, son écrit « L'économie soviétique en danger » d'octobre 1930, et bien sûr la « Révolution trahie » de 1936. C'est dans ce dernier ouvrage qu'il systématise sa pensée sur ces problèmes.

Recourir à tous ces écrits aujourd'hui présente un intérêt qui ne se limite pas à mieux connaître la pensée de Léon Trotsky. L'intérêt majeur d'une telle lecture réside, à notre avis, dans le fait suivant : au moment où nous assistons à l'écroulement du stalinisme en URSS, la perestroïka à la fois met en lumière le bilan désastreux de l'économie soviétique, depuis que la NEP fut abandonnée et que s'est instauré le volontarisme bureaucratique, et la nécessité d'en sortir par un nouveau recours à une sorte de NEP. On renoue donc avec des idées analogues à celles que Léon Trotsky et tout un courant au sein du parti bolchevk mettent en avant dès 1923 afin que l'économie soviétique évite son désastre actuel. Loin donc d'identifier stalinisme et marxisme, il faut distinguer entre un cours dicté non par la théorie, mais par des forces sociales concrètes issues du recul de la révolution russe, qui ont pris le dessus, ont écrasé l'opposition marxiste, et ont instauré le volontarisme bureaucratique aventurier dans l'économie, la conduisant à l'impasse et au désastre.

Reste certes une question plus générale : dans le cadre d'une expérience socialiste menée dans un pays isolé et arriéré comme l'URSS, et dans le cas où l'on applique une NEP telle que Léon Trotsky la concevait, serait-il possible de contrôler cette dernière sans que ses inconvénients économiques et sociaux ne prennent le dessus et n'amorcent une tendance de retour au capitalisme ?

Ce qui nous amène à une autre question capitale, évoquée succinctement : le contexte international reste-t-il toujours susceptible de permettre l'extension relativement rapide d'une révolution cantonnée dans un cadre national, condition sans laquelle aucune révolution socialiste nationale n'a devenir ?

Léon Trotsky, comme Lénine, appartenait à une époque où la réponse à ces questions était évidente et positive. Tandis qu'aujourd'hui, il est nécessaire de réévaluer les chances de la dynamique révolutionnaire par une appréciation de la situation mondiale dans sa globalité structurelle. Mais il s'agit là de questions ne faisant pas partie du sujet que nous avons eu à traiter ici.

L'EMPREINTE

Serge Livrozet



264 pages
79 F

Le onzième ouvrage de Serge Livrozet inspire la peur. Le drame qu'il nous relate pourrait arriver à chacun de nous.

**Editions La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil-sous-Bois**

ENZO TRAVERSO

Trotsky et la question juive

Dans son autobiographie, écrite en 1929, Trotsky affirme que la question nationale, si importante dans la société russe, n'eut « *pratiquement aucune importance* » dans sa vie personnelle ¹. En dépit de ses origines juives — communes à un grand nombre de révolutionnaires russes et polonais de son époque, de Zinovjev (Radomilsky) à Kamenev (Rosenfeld), de Martov (Tsederbaum) à Axelrod, de Radek (Sobelsohn) à Rosa Luxemburg —, il n'apprit jamais à lire le yiddish et ne consacra aucun ouvrage important à la question juive.

Il faut rappeler que, à la différence de la grande majorité des Juifs de l'empire tsariste, la famille Bronstein ne vivait pas dans une grande ville ou dans un *shtetl* de la zone de résidence, mais dans la campagne ukrainienne, où l'influence du milieu juif était très faible. Le jeune Lyova ne reçut aucune éducation religieuse et probablement n'alla jamais (ou presque) à la synagogue. De plus, comme l'a souligné Isaac Deutscher, Trotsky fit une partie de ses études dans un gymnasium russo-allemand d'Odessa, ce qui sans doute contribua à son assimilation ². Un tel

itinéraire intellectuel était assez exceptionnel à une époque où l'immense majorité des Juifs russes parlait yiddish. Le Juif ukrainien devint un révolutionnaire russe.

Cependant, il dut subir à plusieurs reprises, tout au long de sa vie, les conséquences de sa judéité. Dans son enfance, il fut exclu d'une école de Gromokley, un village ukrainien, à cause du *numerus clausus* à l'égard des Juifs (10 %) qui avait été imposé par le régime tsariste au début des années 1880³. A Saint-Petersbourg, lors de la révolution de 1905, il participa à l'organisation de groupes d'auto-défense contre les pogromes des Cent-Noirs en collaboration avec le mouvement ouvrier juif (le Bund et le Poale-Tsion⁴). Pendant la guerre civile, la contre-révolution exploita largement l'antisémitisme dans contre le pouvoir soviétique et le leader juif de l'Armée rouge fut durement attaqué par la presse des Gardes blancs⁵. Après 1917, lorsque les bolcheviks formèrent leur premier gouvernement avec les sociaux-révolutionnaires de gauche, Lénine proposa Trotsky pour diriger le commissariat du peuple de l'Intérieur, mais il refusa – avec l'appui de Sverdlov – en arguant que les bolcheviks n'auraient pas dû donner à leurs ennemis une telle « *arme supplémentaire* » [sa judéité]⁶). Finalement, lors des procès de Moscou, entre 1936 et 1938, la bureaucratie stalinienne n'hésita pas à utiliser l'antisémitisme dans sa lutte contre l'Opposition de gauche. Par conséquent, comme l'écrit Isaac Deutscher, Trotsky peut être considéré comme une figure paradigmatique de Juif-non-juif. Il abandonna le Judaïsme afin d'adopter une vision du monde cosmopolite et internationaliste, mais l'histoire le força à se rappeler de ses origines ethniques et culturelles. Joseph Roth, l'auteur du roman *Der Stumme Prophet* (Le prophète muet), regarde Trotsky comme l'incarnation de la dimension juive de la révolution, tandis que, pour le critique allemand Hans Mayer, il fut toujours une sorte de « *camarade Shylock* » (Genosse Shylock), même s'il n'en fut jamais conscient⁷.

La première fois qu'il se trouva confronté à la question juive fut lors du deuxième congrès de la Social-démocratie russe (POSDR), qui eut lieu en 1903 à Bruxelles et à Londres. Le jeune révolutionnaire russe y participa en tant que délégué de la section sibérienne, dont il faisait partie lors de sa première déportation. Un des points à l'ordre du jour de ce congrès – qui devint célèbre à cause de la scission entre bolcheviks et mencheviks – était la position du Bund dans le parti. L'Union générale ouvrière de Pologne, Lituanie et Russie (Bund) était née à Vilnius en 1897 et avait été l'une des forces principales à l'origine du mouvement socialiste de l'Empire russe. Parmi les neuf délégués qui participèrent au congrès de fondation du POSDR à Minsk, en 1898, trois étaient des militants du Bund. Né comme une organisation marxiste révolutionnaire du prolétariat juif, le Bund parvint très rapidement à élargir son influence politique. Opposé au sionisme, qu'il considérait comme une forme de nationalisme réactionnaire, le Bund agissait comme une organisation spécifique de la social-démocratie russe consacrée au travail de propagande et d'agitation au sein de la classe ouvrière juive. Toutefois, en quelques années ce parti changea de caractère : dans la zone de résidence, où les Juifs vivaient comme une communauté homogène, socialement et culturellement séparée du reste de la population, le Bund devint un parti national. Il contribuait au développement de la langue et de la littérature yiddish et son activité

le marquait de plus en plus comme un mouvement de libération nationale⁸. Ce tournant trouva une sanction définitive à la quatrième conférence nationale du Bund, en 1900 : a) maintenant le parti reconnaissait l'existence, jusqu'alors rejetée, d'une « nation juive » ; b) il proposait la transformation du POSDR dans une Fédération de partis nationaux ; c) par conséquent, il commençait à se considérer comme un parti indépendant.

Il est facile de saisir l'influence exercée sur le Bund par les austromarxistes, qui avaient élaboré, lors du congrès de Brünn en 1899, un programme fondé sur la revendication de l'autonomie nationale culturelle pour tous les peuples de la monarchie habsbourgeoise. Il est frappant de remarquer que les bundistes empruntèrent cette formule aux socialistes autrichiens, alors que quelques années plus tard, dans son livre sur *la Question des nationalités et la social-démocratie* (1907), Otto Bauer l'appliquera à toutes les nations à l'exception des Juifs. En 1903, probablement choqué par le pogrom de Kishinev, le Bund mettait en avant ouvertement ses revendications : l'autonomie nationale culturelle pour les Juifs de l'Empire russe et une organisation séparée pour le prolétariat juif, dont il se proclamait le représentant exclusif. La crise entre les bundistes et la social-démocratie russe éclata au congrès de Londres. Ce congrès fut marqué par la scission entre bolcheviks et mencheviks à cause de leurs différentes conceptions sur la nature du parti révolutionnaire, mais Lénine et Martov parvinrent à un accord sur la question du Bund. Ils rejetèrent toutes les revendications du Bund, dont les cinq délégués, amers et déçus, abandonnèrent le congrès. Martov et Trotsky, deux leaders juifs du socialisme russe, se chargèrent de répondre aux arguments du Bund. Ils rejetèrent à la fois la revendication de l'autonomie nationale, qui s'opposait au processus d'assimilation des Juifs dans les différents pays de la diaspora, et le fédéralisme, qui, à leurs avis, aurait divisé et affaibli les forces du mouvement ouvrier dans l'ensemble de l'Empire russe⁹.

Pendant toute sa vie, Trotsky continua à critiquer l'idée d'une organisation séparée du prolétariat juif. Il réaffirma cette orientation en 1930, dans une lettre à la section juive de l'Opposition de gauche à Paris, et en 1933, dans une autre lettre à *Unzer kampf*, une revue marxiste yiddish de New York. Il écrivait qu'il fallait rejeter avec intransigence « l'ancien principe bundiste d'une organisation nationale fédérée¹⁰ ».

Cette hostilité à l'égard de l'autonomie nationale juive plongeait ses racines dans une orientation assimilationniste alors partagée par tous les dirigeants de la II^e Internationale, de Kautsky à Bauer, de Plekhanov à Lénine. Se basant sur une perspective évolutionniste, cette théorie de l'assimilation transformait en un modèle de valeur universelle le processus de l'émancipation juive connu en Europe occidentale pendant le XIX^e siècle. Le développement capitaliste aurait poussé automatiquement les Juifs hors des ghettos, et leur émancipation économique — la fin de la concentration juive dans le commerce — aurait produit leur assimilation. Dans l'opinion de Lénine et de Kautsky, la revendication de l'autonomie nationale s'opposait au progrès de l'histoire et contribuait à perpétuer l'isolement des Juifs dans une condition de « caste ». Pour Lénine, cette revendication était « le slogan des rabbins et des bourgeois, le slogan de nos ennemis¹¹ ». Pour Kautsky, la « nation

juive » n'était qu'un résidu du Moyen Age¹². Trotsky n'avait pas analysé à fond la question, mais il partageait de façon implicite ce point de vue.

Au début du siècle, les socialistes regardaient le sionisme comme une « utopie réactionnaire », voire un projet nationaliste conçu par les classes moyennes juives et totalement irréalisable. En 1904, Trotsky écrit pour l'*Iskra* un article contre Theodor Herzl, dans lequel il déclarait la « décomposition » du sionisme et définissait son fondateur comme une « figure repoussante et un aventurier hon-teux¹³ ». Après la révolution d'Octobre, cette attitude négative à l'égard du sionisme fut intégrée dans la plate-forme politique de la III^e Internationale, qui rejeta la demande d'affiliation présentée par le courant de gauche du Poale-Tsion. Pendant la guerre civile, quelques unités « nationales » de ce parti furent intégrées dans l'Armée rouge, afin de lutter contre les pogromes et d'élargir l'influence du pouvoir soviétique auprès des masses juives, mais cela ne changea pas la position de Trotsky et des bolcheviks¹⁴. Il faut souligner qu'avant la Première Guerre mondiale, malgré sa critique du Bund et son incapacité de comprendre la dimension nationale de la question juive dans la Russie tsariste, Trotsky fit preuve d'une forte sensibilité sur le problème de l'antisémitisme. Nous avons déjà mentionné le rôle joué par le leader du Soviet de Saint-Petersbourg dans l'organisation des ouvriers contre les pogromes durant la première révolution russe. Dans son célèbre ouvrage *1905*, Trotsky nous a livré une description impressionnante du déroulement d'un pogrom (en l'occurrence celui d'Odessa). L'explosion de violence contre les Juifs était soigneusement préparée. La police faisait courir la rumeur que les Juifs se préparaient à attaquer l'Eglise orthodoxe de la ville et les socialistes à détruire les icônes sacrées. La population était incitée à haïr les Juifs. Lorsque le cortège patriotique démarrait, avec les drapeaux nationaux et la bande militaire qui jouait l'hymne des pogromes, « Dieu garde le Tsar », les Cent-Noirs entraient en action, en détruisant, en pillant et en tuant. Trotsky concluait cette description en écrivant que, en comparaison de « la sombre bacchanale d'octobre, les horreurs de la Saint-Barthélemy ne semblent qu'un innocent effet théâtral¹⁵ ».

En 1913, exilé à Vienne, Trotsky écrit pour *Die Neue Zeit*, la revue social-démocrate allemande dirigée par Karl Kautsky, un long article sur le cas Beilis, qui avait éclaté l'année précédente à Kiev, en Ukraine. C'était le dernier grand procès fondé sur l'accusation de meurtre rituel de ce siècle, qui provoqua une vague de protestation et d'indignation parmi l'intelligentsia et une large partie de l'opinion publique occidentales. Il est intéressant de noter que Trotsky fut le seul dirigeant marxiste de premier plan à intervenir sur cette question : Otto Bauer, Karl Kautsky, Victor Adler, Georgy Plekhanov et Lénine ne brisèrent pas à cette occasion le silence du mouvement socialiste sur l'antisémitisme. Trotsky dénonçait avec force ce « procès moyen-âgeux » provoqué par la réaction tsariste, qui exhumaït l'ancien mythe d'une conspiration juive contre l'ordre chrétien. Il comparait le cas Beilis et l'affaire Dreyfus afin d'expliquer la nature différente de l'antisémitisme en Russie et en France. De son point de vue, en dépit de quelques analogies formelles, ces procès exprimaient la différence entre « l'antisémitisme aristocratique des Jésuites français et la violence des pogromes russes¹⁶ ». Il faut rappeler aussi que, dans les années trente, le révolutionnaire exilé mentionnera les cas Beilis et Dreyfus comme

deux précédents historiques des procès de Moscou¹⁷. Toujours en 1913, pendant son voyage aux Balkans en tant que correspondant de guerre pour un journal libéral de Kiev, Trotsky écrivit quelques articles sur la question juive en Roumanie. Là aussi, comme en Russie, l'antisémitisme était une « religion d'Etat », nécessaire à donner une identité idéologique à la classe dominante d'une société féodale en crise¹⁸, d'Odessa (la capitale des Lumières juives, la Haskalah, de langue russe).

Ces articles de 1913 présentaient l'antisémitisme comme une survivance féodale de l'Europe de l'Est. En Occident, où les révolutions bourgeoises avaient apporté la démocratie et l'émancipation juive, selon Trotsky l'antisémitisme avait pratiquement disparu (ou n'était plus cultivé que par de petits cercles « obscurantistes » tels que les Jésuites). Cette vision bipolaire — l'Orient opposé à l'Occident — était basée sur des éléments réels, mais elle était développée d'une manière très unilatérale. Par conséquent, Trotsky ne saisissait pas la diffusion de l'antisémitisme moderne en Europe occidentale. Il est assez extraordinaire que, pendant son exil viennois — à l'époque de Karl Lueger, maire social-chrétien et antisémite de Vienne, et de Georg von Schönerer, leader du pangermanisme raciste autrichien —, Trotsky considérait la question juive exclusivement comme un aspect de l'arriération russe. L'attitude de Trotsky à l'égard du problème juif changea radicalement après 1933. La montée au pouvoir du national-socialisme en Allemagne le poussa à considérer l'histoire et la culture juives sous une autre lumière et, notamment, à réviser son opinion au sujet de l'inexistence d'une question juive dans les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale. Les écrits de Trotsky sur le fascisme allemand ne contiennent pas beaucoup de références à l'antisémitisme hitlérien, mais graduellement, pendant les années trente, il commença à développer une approche théorique nouvelle.

Dans un article écrit en 1933, « Qu'est-ce que le national-socialisme ? », il analysait encore l'antisémitisme comme une forme de démagogie, utilisée comme un outil tactique par le nazisme afin de tourner contre les Juifs la révolte anticapitaliste de la petite bourgeoisie. Il écrivait : « *Tout en se prosternant devant le capital dans son ensemble, le petit-bourgeois déclare la guerre à l'esprit de lucre, personnifié par le Juif polonais en castan et, bien souvent, sans un sou en poche. Le pogrome devient la preuve décisive de la supériorité raciale*¹⁹ ». Autrement dit, pour Trotsky, l'antisémitisme n'était qu'une politique du bouc-émissaire et non pas un élément central de la Weltanschauung hitlérienne. La victoire du nazisme représentait une tragédie pour le prolétariat allemand et international, mais pas encore pour les Juifs. Dans une interview à Anita Brenner, qui lui demandait son opinion sur les racines de l'antisémitisme hitlérien, Trotsky répondait qu'il s'agissait de la seule manière de masquer les vraies causes de la crise allemande. « *Tandis qu'il défend le capitalisme tout en promettant de le détruire, prédisait-il, Hitler est obligé de détourner l'attention des masses des problèmes sociaux vers les questions de race*²⁰ » Cette approche était typique de la littérature marxiste des années trente. Les ouvrages théoriques les plus importants sur le fascisme de ces années-là (A. Rosenberg, A. Thalheimer, D. Guérin, O. Bauer, F. Neumann) présentaient des analyses différentes de la structure économiques et des formes politiques de la

dictature fasciste, mais développaient toutes la même interprétation de la question juive.

Quelques années plus tard, l'antisémitisme prit une signification plus large et symbolique dans les écrits de Trotsky. Maintenant, il voyait la haine contre les Juifs dans l'Allemagne nazie comme une expression typique de la crise du capitalisme. En 1938, il définissait l'antisémitisme comme « *une des manifestations les plus perverses de l'agonie mortelle du capitalisme*²¹ ». Deux ans après, pendant la Seconde Guerre mondiale, il écrivait que dans sa phase d'expansion, le capitalisme avait amené les Juifs hors du ghetto, tandis que l'impérialisme les persécutait. La question juive conduisait le révolutionnaire russe, maintenant exilé à Mexico, à reconsidérer la civilisation capitaliste moderne comme une nouvelle forme de barbarie : la société du XX^e siècle n'utilisait pas la technologie afin d'émanciper les Juifs mais plutôt pour les opprimer. Il constatait que le peuple juif, qui représentait moins d'1 % de la population mondiale, ne trouvait plus de place dans la planète, et concluait avec ces mots : « *Au milieu des vastes étendues de terres et des merveilles de la technique qui a conquis pour l'homme le ciel comme la terre, la bourgeoisie s'est arrangée pour faire de notre planète une abominable prison.*²² » Cette conscience nouvelle des racines profondes du racisme dans la société capitaliste et des dangers énormes de l'antisémitisme moderne, donnaient à Trotsky une grande lucidité à propos de l'avenir des Juifs dans l'Allemagne hitlérienne. Dans les années de l'Entre-deux-guerres, Trotsky fut l'une des rares personnalités capables de prévoir la Solution finale. Le 22 décembre 1938, il écrivait : « *Il est possible d'imaginer sans difficultés ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'extermination physique des Juifs.*²³ »

La montée au pouvoir du fascisme en Allemagne poussa aussi Trotsky à abandonner son point de vue sur l'assimilation. Il tirait avec lucidité un bilan critique de l'approche marxiste classique à la question juive, d'une manière qui sonnait comme une reconnaissance implicite de la valeur et de la justesse de l'ancienne critique bundiste du socialisme russe. Dans une interview donnée en 1937 à un quotidien yiddish de Mexico, *Der Weg*, il déclarait : « *Dans ma jeunesse, lorsque j'étais jeune, j'avais plutôt tendance à pronostiquer que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi, presque automatiquement. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a malheureusement pas confirmé cette perspective. Le capitalisme en déclin a déchainé partout un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect. La question juive est devenue particulièrement grave dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, l'Allemagne.*²⁴ » En même temps, il révisait son attitude négative précédente à l'égard de la vie nationale et de la culture juives. Reconnaissant que le yiddish était devenu une langue de culture moderne dans laquelle florissait une importante littérature, Trotsky affirmait la nécessité d'une « *lucelle nationale* » de la question juive.

Cependant, dans le climat apocalyptique de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky avait tendance à poser le problème de l'avenir des Juifs sous la forme d'une alternative très nette : soit l'autodétermination nationale dans une société socialiste,

soit le génocide sous la réaction capitaliste. La lutte des Juifs pour leur survie dans un monde dominé par le racisme et l'oppression, se transformait dans une lutte contre le capitalisme. Dans une lettre de 1934 au journaliste de New York Lazare King, il écrivait que « *la question juive est devenue plus que jamais une composante de la révolution prolétarienne mondiale*²⁵ ». Trotsky n'excluait pas *a priori* la Palestine comme lieu d'un nouvel Etat juif, mais il ne devint jamais sioniste. A la différence de Ber Borokhov, le principal théoricien sioniste-marxiste du début du siècle, qui concevait l'autodétermination des Juifs en Palestine comme une étape nécessaire avant de pouvoir mener la lutte pour le socialisme, pour Trotsky une solution nationale de la question juive n'était possible que dans le cadre d'une société de transition du capitalisme au socialisme.

Cette conception, formulée pour la première fois en 1934, fut développée dans l'interview citée plus haut à *Der Weg*. La formation d'un Etat juif dans un territoire particulier impliquait une vaste émigration, à cause de la diaspora. Naturellement, Trotsky excluait toute émigration forcée, qui aurait débouchée sur des nouveaux ghettos, et considérait ce processus de concentration juive dans un foyer national comme le produit d'un choix volontaire. Le socialisme aurait disposé des moyens techniques et matériels nécessaires à l'accomplissement d'un tel projet. Au fond, il considérait l'autodétermination nationale comme un phénomène lié aux potentialités énormes d'une économie internationale planifiée.

Dans ce cadre, Trotsky ne rejetait pas *a priori* la solution du Birobidjan. En 1928, dans cette région à la frontière avec la Mandchourie, le régime soviétique créa par décret, de manière tout à fait autoritaire, une aire juive autonome, où se transfèrent des milliers de Juifs provenant de toutes les républiques de l'URSS. Cette initiative était inspirée par des buts stratégiques — la nécessité de peupler et renforcer les régions sibériennes face à l'expansionnisme japonais en Asie — et fut prise sans jamais consulter les Juifs soviétiques. En 1934, le Birobidjan apparaissait à Trotsky comme « *une farce bureaucratique* ». Néanmoins, en dépit de ses aspects bureaucratiques et de ses liens avec certaines tendances antisémites de la domination stalinienne, Trotsky défendait en ligne de principe l'idée du Birobidjan, qui, à son avis, aurait pu se développer dans le cadre d'un Etat ouvrier authentique. En 1937, il exprimait sa pensée avec les termes suivants : « *Sous un régime de démocratie soviétique, le Birobidjan pourrait indubitablement jouer un rôle sérieux par rapport à la culture nationale du judaïsme soviétique. Sous un régime bonapartiste qui nourrit des tendances antisémites, le Birobidjan menace de dégénérer en une sorte de ghetto soviétique.*²⁶ »

Après des décennies de pogromes et de tsarisme, l'antisémitisme russe ne pouvait pas disparaître automatiquement après la révolution. Le pouvoir soviétique pouvait proclamer l'émancipation juive, promouvoir la langue et la littérature yiddish et mener une lutte implacable contre l'antisémitisme, mais il était impossible de le déraciner complètement en quelques années. Les préjugés anti-juifs survivaient au sein de larges secteurs de la population, notamment paysanne, pour lesquels les Juifs avaient seulement changé de statut social. Maintenant ils n'haisaient plus l'usurier et le commerçant, mais les intellectuels juifs, qui étaient entrés en grand nombre dans l'appareil d'Etat après la révolution de 1917. Après avoir

consolidé son pouvoir à la fin des années vingt, la bureaucratie stalinienne avait cessé de combattre ces préjugés, mais plutôt les exploitait. Pendant sa lutte contre l'Opposition de gauche, dont plusieurs membres étaient juifs, Staline n'hésita pas à utiliser des arguments antisémites. Par exemple, *la Pravda* et d'autres journaux soviétiques citaient toujours les leaders de l'Opposition avec leur nom juif (on ne parlait plus de Trotsky, mais seulement de Bronstein). Exilé au Mexique, le fondateur de l'Armée rouge écrivait en 1937 que les procès de Moscou, dans lesquels il était accusé de tuer les ouvriers et d'empoisonner les rivières russes, lui rappelaient le mythe chrétien du meurtre rituel²⁷.

Un témoignage de l'intérêt croissant de Trotsky pour la question juive dans les années trente, nous a été donné par la dirigeante socialiste-sioniste palestinienne Beba Idelson. Elle rendit visite à Trotsky au Mexique, en 1937, et eut une longue conversation avec lui. Il s'informa sur la vie juive en Palestine en général et posa plusieurs questions concernant la nature des kibbutz, la relation entre Juifs et Arabes, la situation économique du pays, l'université et la bibliothèque juives de Jérusalem, etc. Beba Idelson a écrit à propos de cette conversation : « *Je ne lui parlais pas comme on parle à un étranger. J'avais le sentiment de parler à un Juif, à un Juif errant, sans une patrie. Cela me fit sentir très proche de lui et me donna la confiance de m'adresser à un homme qui pouvait me comprendre.* »²⁸ Trotsky ne devint jamais sioniste, mais il n'était plus indifférent à l'idée d'une nation juive. Il ne considérait plus les sentiments, la culture et les traditions juives comme étant incompatibles avec l'internationalisme socialiste. Son opposition au sionisme exprimait la critique d'un projet de colonisation de la Palestine sous contrôle britannique et contre la population arabe, mais non pas le rejet du concept d'une nation juive.

En conclusion, la redécouverte de la question juive par Trotsky dans la période de l'Entre-deux-guerres fut essentiellement le produit du fascisme allemand, qui l'amena à abandonner l'idée d'un progrès automatique de l'histoire ainsi que l'illusion d'une assimilation naturelle des Juifs dans le monde moderne. Ce ne fut pas une découverte de sa propre judéité. Trotsky se considéra toujours russe ou, mieux, internationaliste, mais maintenant la question juive apparaissait à ses yeux comme un problème crucial de ce siècle.

1. Léon Trotsky, *My Life*, Pathfinder Press, New York, 1970, p. 340.

2. Isaac Deutscher, *The Prophet Armed. Trotsky, 1879-1921*, Vintage Books, New York, 1965, p. 13.

3. Voir Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, Paris, 1988, p. 31.

4. Voir Joseph Nedava, *Trotsky and the Jews*, Jewish Publication Society of America, Philadelphia, 1971, pp. 60-61.

5. Il existe une célèbre affiche des Gardes blancs qui caricaturait Trotsky sous la forme d'un fauve « juif », cf. F. Wyndham, D. King, *Trotsky. A Documentary*, Penguin Books, London, 1972, p. 56.

6. Voir L. Trotsky, *My Life*, p. 340.

7. Sur le concept de Juif non-juif, cf. I. Deutscher, *Essais sur le problème juif*, Payot, Paris, 1968, pp. 34-54. Voir aussi Claudio Magris, *Lontano da dove. Joseph Roth e la tradizione ebraico-orientale*, Einaudi, Turin, 1971, p. 22.

8. Sur l'histoire du Bund et plus en général du mouvement ouvrier juif dans l'empire tsariste, il existe une très large bibliographie. Nous pouvons rappeler ici seulement Jonathan Frankel, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism and the Russian Jews 1862-1917*, Cambridge University Press, 1981, et Natan Weinstock, *le Pain de misère. Histoire du mouvement juif en Europe*, La Découverte, Paris, 1984-1986, 3 volumes.

9. Voir *le Pain de misère*, vol. 1, pp. 184-198.

10. Léon Trotsky, *Sur la question juive et le sionisme*, Maspero, Paris, 1974, pp. 20-28.

11. Cf. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », 1913, *Œuvres*, vol. 20, pp. 18-19.

12. Cf. Karl Kautsky, *Rasse und Judentum*, Dietz Verlag, Stuttgart, 1921, p. 108.

13. Cité par J. Nedava, *Trotsky and the Jews*, p. 197.

14. *Ibid.*, p. 112.

15. L. Trotsky, *1905*, Ed. de Minuit, Paris, 1969, p. 121.

16. L. Trotsky, « Die Beilis Affäre », *Die Neue Zeit*, XXXII, 1913-1914, Bd. 1, n° 9, p. 316.

17. Voir L. Trotsky, « Les procès, la bureaucratie et l'antisémitisme », *Œuvres*, vol. 12, p. 116.

18. Voir L. Trotsky, « The Jewish Question », *The Balcan Wars, 1912-1913*, Monad Press, New York, 1980, pp. 412-421.

19. L. Trotsky, « What is National-Socialism ? », 1933, *The Struggle against Nazism in Germany*, Pathfinder Press, New York, 1971, p. 405.

20. L. Trotsky, « Interview avec Anita Brenner », *Œuvres*, vol. 3, p. 51.

21. L. Trotsky, « La bourgeoisie juive et la lutte contre l'antisémitisme », *Œuvres*, vol. 19, pp. 272-273 (on ne peut que regretter que les éditeurs des *Œuvres* aient choisi un tel titre pour ce texte fondamental de Trotsky).

22. L. Trotsky, « Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne », *Œuvres*, vol. 24, pp. 28-29.

23. L. Trotsky, « La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire », *Œuvres*, vol. 19, pp. 272-273.

24. L. Trotsky, « La question juive », *Œuvres*, vol. 12, p. 11.

25. L. Trotsky, « Sur le problème juif », *Œuvres*, vol. 3, p. 218.

26. L. Trotsky, « Interview avec un quotidien juif », *Œuvres*, vol. 13, p. 297.

27. L. Trotsky, « Pratiques antisémites », *Œuvres*, vol. 12, p. 221.

28. Cité par J. Nedava, *Trotsky and the Jews*, pp. 206-207 ; cf. aussi Irving Howe, *Trotsky*, Fontana/Collins, Glasgow, 1978, pp. 155-157.

Abonnez-vous aux
Cahiers d'étude
et de recherche



la revue de
l'Institut International
de recherche et de formation

*** N° 13 La guerre civile espagnole au Pays basque et en Catalogne**, par Miguel Romero, 48 pages, 25 FF.

Au Pays basque et en Catalogne, la défense de la République, la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et la lutte antifasciste se déroulaient dans deux contextes nationaux différents et spécifiques. M. Romero développe une analyse comparée de la guerre civile de 1936-1938 dans les deux pays.

Egalement disponibles :

n° 1 **La place du marxisme dans l'histoire**, par E. Mandel., 20 FF ; nn° 2 & 3 **La révolution chinoise**, par P. Rousset, 20 et 25 FF ; n° 4 **La révolution permanente**, par M. Löwy, 20 FF ; n° 5 **Lutte de classe et innovation technologique au Japon**, par Muto Ichiyo, 25 FF ; n° 6 **Le populisme en Amérique latine**, textes réunis et présentés par M. Löwy, 20 FF ; n° 7/8 **Plan, marché, autogestion**, par C. Samary, 40 FF ; n° 9 **Les années de formation de la Quatrième Internationale**, par D. Bensaïd, 20 FF ; n° 10 **Marxisme et théologie de la libération**, par M. Löwy, 20 FF ; n° 11:12 **Les révolutions bourgeoises**, par R. Lochhead, 40 FF.

Abonnez-vous

5 numéros des CER : 100 FF ; 10 numéros 200 FF
(par avion : + 20%) (indiquer à partir de quel numéro). Chèques à l'ordre
de Pierre Rousset. Virements au CCP Paris 11 541 97T.
Envoyer à CER, 2 rue Richard Lenoir, 93108, Montreuil
France

BORIS KAGARLITSKI

*Retour
à Trotsky*

Tout au long de ces vingt dernières années, les deux noms les plus abominables pour les idéologues officiels en Union soviétique ont été ceux de Trotsky et de Soljenitsyne. Trotsky a été, à partir de l'ère stalinienne, l'incarnation de tous les méfaits dans les manuels officiels. Au début des années soixante-dix, Soljenitsyne a commencé à symboliser une nouvelle forme de mécontentement, de refus du système. A l'époque de la « maturité du brejnévisme », on préfèrait ne pas mentionner ces deux noms horribles. On retirait systématiquement Soljenitsyne de l'histoire de la littérature, Trotsky de celle de la révolution.

Or ces deux noms symbolisaient deux types d'opposition fondamentalement différents. Soljenitsyne n'a pas agi en tant que politicien mais en tant que porteur d'une alternative morale. Il n'a pas créé de partis ou d'organisations, il n'a pas opposé au régime que sa parole. Pratiquement seul, il a bravé toute la force du système. La publication de *l'Archipel du goulag* en Occident a été un défi au système, lancé par l'écrivain alors que les conditions étaient particulièrement

défavorables à la lutte. Le moins qu'on puisse dire, c'est que dans cette lutte, l'auteur de *l'Archipel* ne s'est pas laissé vaincre.

Trotsky non plus n'a pas été vaincu. Le long exil de Trotsky a précédé celui de Soljenitsyne et prouvé la même chose : l'impuissance du système devant un adversaire qu'il n'arrive pas à briser. En organisant à distance l'assassinat de Trotsky, Staline a du même coup montré que Trotsky, même banni, privé de ses partisans, calomnié et isolé, continuait à lui faire peur. Mais ce n'est pas seulement avec sa plume que Trotsky a lutté contre le stalinisme. Il était avant tout un homme politique et un révolutionnaire, qui s'est efforcé d'opposer aux organisations staliniennes ses propres organisations. Celles-ci ont été impitoyablement anéanties partout où les staliniens l'ont pu, pas seulement en Russie et en Europe de l'Est mais même en Espagne. En fin de compte, son influence idéologique s'est avérée plus durable et plus efficace que son activité organisationnelle (création de la IV^e International) mais les idées n'auraient jamais pu naître en dehors de cette activité, de la lutte politique quotidienne.

Cependant la principale différence entre l'opposition de Trotsky et celle de Soljenitsyne ne réside évidemment pas dans les formes qu'a pu prendre leur lutte contre le stalinisme mais avant tout dans les idéaux et les valeurs qu'ils ont défendus. Soljenitsyne a proclamé les valeurs de l'autoritarisme patriarcal, l'anti-communisme, l'antilélinisme et l'antibolchévisme alliés à l'aversion pour la démocratie occidentale et pour toutes les idéologies progressistes, du libéralisme au socialisme. C'était une opposition tournée vers le passé, vers la Russie d'avant Octobre, et orientée sur les « traditions nationales ».

L'opposition de Trotsky, au contraire, s'appuyait sur les traditions révolutionnaires. Trotsky et ses disciples soulignaient le caractère de continuité qu'avait leur lutte par rapport à celle du parti bolchévique, ils défendaient les idées marxistes. En même temps, leur opposition était vraiment internationaliste faisant dépendre étroitement les perspectives de renouveau de la Russie du développement du mouvement socialiste en Occident. Elle était « occidentaliste » dans le sens où Trotsky et ses continuateurs, malgré toute leur aversion de bolcheviks pour la « démocratie bourgeoise », ont commencé, à partir des années trente, à affirmer nettement leur attachement aux institutions démocratiques fondamentales : le multipartisme, le droit des travailleurs à avoir une organisation syndicale autonome, la liberté de la presse, etc. Toute personne qui relira attentivement *la Révolution trahie* s'apercevra sans difficulté que Trotsky était partisan d'une utilisation raisonnable des facteurs du marché dans l'économie de « l'Etat prolétarien » en soulignant la nécessité d'associer planification, marché et autogestion. Certes, on peut alors se demander jusqu'à quel point les idées de Trotsky dans les années trente coïncidaient avec la pratique du même Trotsky entre 1917 et 1927 mais c'est-là une question qui nécessite une analyse complémentaire.

Bref, si Soljenitsyne a été le symbole de l'opposition autoritariste, patriarcale et nationale, Trotsky a été celui de l'alternative socialiste démocratique et internationaliste par rapport au stalinisme en Russie. En réalité, la majorité de l'intelligentsia, dans les années soixante-dix, ne partageait les idées ni de l'un ni de l'autre. Ces deux points de vue étaient des « extrêmes » pour les partisans de

réformes modérées dans l'appareil ou pour les intellectuels qui regardaient avec enthousiasme les vitrines des supermarchés occidentaux. Ce « libéralisme des supermarché », commun aux fonctionnaires éclairés et aux écrivains à la mode, était certes occidentaliste mais n'avait rien à voir avec l'internationalisme puisque leur admiration pour la « civilisation » pouvait fort bien s'accompagner de mépris pour les peuples du tiers monde et même pour le leur.

Lorsqu'est arrivée la perestroïka, ces opinions qui prévalaient dans les « cercles éclairés », sont naturellement remontées à la surface. En fin de compte, les couches moyennes, technocratie, sommet de l'appareil administratif gérant l'économie, « élite » scientifique et créatrice, ont été celles qui ont le plus gagné aux changements. Leur idéologie, l'occidentalisme libéral, devenait l'idéologie dominante de la société. Mais les noms de Soljenitsyne et de Trotsky continuaient à susciter l'intérêt, restant en quelque sorte deux pôles d'attraction. Au fur et à mesure de la progression de la glasnost, l'attitude par rapport à ces deux noms prenait de plus en plus d'importance.

Ce n'est pas par hasard que la question de savoir quel livre on publierait le premier, *l'Archipel du goulag* ou *la Révolution trahie*, a ému tant de gens. Malgré la rhétorique anticommuniste de Soljenitsyne, ses idées se sont avérées beaucoup moins dangereuses et beaucoup moins hostiles au système que celles de Trotsky. L'important, là, n'est pas qu'en 1989 on ait publié Soljenitsyne en URSS à des millions d'exemplaires alors qu'on continuait à introduire clandestinement Trotsky. Sauf changement radical de la situation, on en arrivera tôt ou tard à pouvoir publier aussi Trotsky. Ce qui pèse beaucoup plus, c'est que, tandis qu'on publiait Soljenitsyne et toute une série d'autres auteurs de tendance analogue, on déversait sur Trotsky dans la presse officielle, des torrents de calomnie comme il n'y en avait plus eu depuis l'époque stalinienne.

Vassili Seliounine, publiciste à la mode, présente Trotsky comme le fondateur du « système administratif » en se référant à ses discours sur la formation d'armées du travail (naturellement il a le tact de ne pas préciser que Trotsky avait été obligé de parler de militarisation du travail après avoir proposé le premier, à la fin de la guerre civile, d'utiliser le marché et de remplacer le système de prélèvement de denrées alimentaires par un impôt, mais sans obtenir le soutien du Politburo). Trotsky est présenté comme le pire ennemi de la démocratie, le « démon de la révolution », comme un destructeur, un bandit, « pire que Staline ». Trotsky est attaqué par ceux qui détestent le bolchevisme mais hésitent à critiquer ouvertement Lénine et par ceux qui veulent à toute force prouver que Lénine avait toujours raison en tout. Les antisémites des nombreuses organisations ultra-nationalistes (Pamiat, Otietchestvo, les revues *Nach sovremennik*, *Molodaïa gardia*), les admirateurs de Staline et les libéraux, là, sont tous unanimes. Finalement, l'important n'est pas qu'en réhabilitant Soljenitsyne, la presse officielle continue à attaquer Trotsky mais qu'elle l'attaque pratiquement à partir des positions de Soljenitsyne. Trotsky est le symbole de la destruction et de la révolte et on nous persuade que toute révolte est mauvaise, qu'il faut obéir aux autorités, qu'il faut remplacer la théorie de la lutte des classes par l'idée des valeurs humaines communes à tous, qui ne sont à leur tour rien d'autre que les valeurs communes

aux dirigeants du monde entier, Gorbatchev, Bush, Thatcher, le général Suharto, etc.

Trotsky est le symbole de la révolution. Et les libéraux, les staliniens et les nationalistes sont maintenant d'accord sur une chose : la révolution est un mal qu'il faut combattre, on ne doit pas laisser les masses recommencer à faire l'histoire.

Il ne s'agit pas d'un hasard. Les cercles libéraux qui détiennent, depuis le début de la perestroïka, des positions fortes dans les mass médias, ont fait leur choix entre Soljenitsyne, antidémocrate, antioccidentaliste mais aussi antisocialiste et antirévolutionnaire, et Trotsky, démocrate, internationaliste, mais aussi socialiste et marxiste. De leur côté, les tendances de gauche, dont le développement s'est accéléré avec le processus de transformation, ont non seulement découvert les œuvres de Trotsky mais leur ont accordé de plus en plus d'importance. Il n'était pas nécessaire ni de partager les grandes idées du « dernier des bolcheviks » ni, à plus forte raison, les vues d'une des variantes du trotskisme occidental actuel pour comprendre qu'une discussion sur la conception de l'opposition socialiste en URSS ne pouvait se faire sans le nom de Trotsky. Les libéraux, eux aussi, l'avaient instinctivement senti, couvrant régulièrement de boue ce révolutionnaire mort depuis longtemps. De leur côté, plus les socialistes prenaient conscience du précipice qui les séparait des partisans de la modernisation libérale du régime, plus ils s'intéressaient aux marxisme de Trotsky.

Pendant des décennies, les idées de Trotsky ont été mieux connues en Occident qu'en Union soviétique. Ses livres sur l'histoire de la révolution russe et ses travaux théoriques ont été traduits et publiés pratiquement dans tous les pays occidentaux, ils ont exercé une influence énorme sur les discussions politiques des révolutionnaires dans le tiers monde, en particulier en Amérique latine, où, à la différence de l'Europe, il s'est formé de puissantes organisations trotskystes qui jouent un rôle dans les syndicats et ont des députés au Parlement. Mais les idées de Trotsky n'ont certainement pas influencé que ses partisans. La IV^e Internationale, qui s'est sciendée au cours des années cinquante en une multitude de courants et de groupes, n'a jamais pu devenir une force politique sérieuse. Cependant, une masse de socialistes de gauche, qui ne se considéraient pas du tout comme des « trotskystes orthodoxes » ont lu et étudié attentivement les travaux de Trotsky. Sans ses livres, on ne peut pas imaginer les discussions idéologiques de la « révolution étudiante » des années soixante en Occident, les batailles politiques à l'intérieur Parti travailliste britannique entre les partisans d'une voie social-démocrate et ceux d'une voie socialiste.

Le seul pays où on ait continué à ignorer Trotsky jusque dans les années quatre-vingt, a été sa patrie... Même pour les jeunes militants des groupes de gauche qui se sont formés spontanément au cours des années soixante et soixante-dix, le nom de Trotsky ne signifiait presque rien. On avait tendance à s'intéresser à Boukharine qu'on croyait le seul opposant sérieux à Staline dans la mesure où on connaissait ses interventions contre la collectivisation forcée.

La situation ne s'est modifiée qu'avec l'expérience des années quatre-vingt, la déception par rapport aux théories libérales du libre marché et la pratique de la perestroïka d'en haut. Plus nous découvrons le caractère limité des changements

en cours, plus la tension montait dans le pays, plus il devenait évident que l'échec des réformes impulsait des processus révolutionnaires tandis que les divergences entre les socialistes démocrates et les libéraux s'aggravaient, menant à une délimitation sur des questions de fond, et plus il devenait intéressant de lire Trotsky. Heureusement, les changements ont facilité aussi l'accès à ses travaux.

Mais qu'est-ce qui fait la force subversive de livres écrits il y a cinquante ans ? Beaucoup de prévisions ne se sont pas confirmées, des propositions concrètes ont vieilli, l'analyse de la nature sociale de la bureaucratie stalinienne a de toute évidence besoin d'être sérieusement approfondie, les appréciations qu'on trouve dans les œuvres de Trotsky sur les événements de la révolution susciteraient sans doute des réserves mêmes chez les socialistes soviétiques les plus radicaux. Et pourtant, l'influence qu'exerce sur nous Trotsky est très grande. Surtout par rapport à la manière de poser les questions. C'est Trotsky qui, le premier, a parlé d'une alternative révolutionnaire et socialiste au stalinisme. C'est lui qui a analysé la bureaucratie en tant que phénomène social, l'ensemble des rapports entre les travailleurs et l'appareil de pouvoir qui sont à la base du système. Même les libéraux les plus radicaux préfèrent ne parler que de méthodes bureaucratiques de direction. Ils préfèrent ne pas poser le problème sur le plan social en insistant seulement sur « l'inefficacité » de la direction bureaucratique. En revanche, si l'on pose le problème de l'exploitation, du rôle subordonné des travailleurs dans le système, alors on sera amené à ne plus parler de méthode de direction (et d'exploitation) plus efficaces mais de libération du travail, c'est-à-dire d'une alternative socialiste.

Trotsky a été le premier à poser le problème de l'interdépendance entre les processus qui ont lieu en URSS et le sort du socialisme en Occident. Même si nous ne partageons pas son appréciation des événements des années vingt ou trente, le problème reste. Au lieu d'admirer en bons provinciaux l'Occident « prospère », nous devrions réfléchir à notre place dans le monde et à notre rôle dans son développement. L'expérience de 1917 a montré que l'idée d'une « révolution permanente », commencée en Russie et englobant ensuite tous les pays industrialisés avancés, n'a pas marché. La révolution russe est restée isolée, peut-être aussi parce que les méthodes utilisées par les bolcheviks pour résoudre leurs problèmes n'ont pas soulevé l'enthousiasme du prolétariat occidental qui a préféré le havre de la social-démocratie. Mais regardez ce qui est en train de se passer en Europe de l'Est. Si ce processus de crise globale du système amène un résultat politique, ce résultat ne peut être que... la révolution permanente. L'important, là, n'est pas seulement que les manifestations populaires pour une société démocratique, commencées dans quelques pays de la région, se sont rapidement étendues à d'autres jusqu'à ce que dans toute l'Europe de l'Est se déchaine un ouragan révolutionnaire à la fin de 1989. La chute des régimes bureaucratiques en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie qui a suivi les réformes démocratiques forcées en Pologne et en Hongrie, ainsi que les changements en Bulgarie et, finalement, le soulèvement populaire qui a balayé la dictature sanglante de Nicolae Ceausescu en Roumanie, tout cela n'a été que le début d'un processus révolutionnaire qui met l'Europe de l'Est devant un nouveau choix historique.

La proclamation des libertés démocratiques, la création de nouveaux partis politiques, l'ouverture des frontières ne signifient pas que la lutte soit terminée et la crise sociale et économique surmontée. Au contraire, maintenant que les structures traditionnelles du pouvoir sont détruites, la crise va continuer à s'aggraver jusqu'à ce que les sociétés de l'Europe de l'Est prennent conscience du sens réel de ce qui les attend : ou bien la transformation en un appendice faiblement développé de l'Occident, avec une économie instable, un gouvernement impuisant, une démocratie proclamée mais inefficace, une misère accrue des masses et une inégalité de plus en plus grande, la corruption, la haine sociale et nationale, ou bien une nouvelle étape de la révolution qui rendra possible la construction d'une société qualitativement d'un autre type, fondée sur l'autogestion et la planification démocratique, beaucoup plus juste et démocratique que celles des démocraties capitalistes de l'Occident moderne. Une société socialiste, au sens premier, non dénaturé par les stalinien, de ce terme. Ce qui signifie aussi que la lutte menée en Russie et en Europe de l'Est ne restera pas « l'affaire intérieure » de ces pays, qu'elle influera obligatoirement sur l'évolution de l'Occident lui-même. De son issue dépend soit l'apparition d'un ordre économique mondial nouveau soit la stabilisation pour une longue période de l'ordre ancien, renforcé par l'entrée dans son orbite de tout un groupe de pays.

Paradoxalement, après le naufrage du stalinisme, nous semblons être revenus, à un autre niveau, au point de départ, au choix initial.

Ironie de l'histoire, pour les partisans du socialisme, la nouvelle situation est maintenant à la fois plus difficile et plus favorable. Plus favorable parce que les processus révolutionnaires « dans un seul pays » ne seront plus isolés dans la mesure où la crise a pris dès le début un caractère global. Le niveau de développement de l'Europe de l'Est est incomparablement plus élevé que celui de la Russie de 1917, nous avons affaire à des pays industriels urbanisés où toute la population est alphabétisée. Ce sont ces facteurs, bien présents aujourd'hui, qui manquaient tragiquement pour créer une société démocratique et socialiste en Russie à l'époque où Trotsky a parlé pour la première fois de révolution permanente. Mais en même temps, nous nous heurtons à une crise idéologique et morale sans précédent du socialisme, compromis non seulement par la démagogie stalinienne et par la pseudo-volonté socialiste des cercles bureaucratiques dirigeants de ces pays mais aussi par la pratique historique elle-même du Parti bolchevik. Cette pratique n'est pas réductible à « la préparation du stalinisme » comme cherchent à le faire croire les journalistes de droite, on ne peut pas dégager de façon univoque la responsabilité du Parti bolchevik dans l'avènement du stalinisme. Staline est venu au pouvoir sans avoir besoin d'un coup d'Etat militaire, il a grandi au sein même du bolchevisme.

La seule réponse possible à la crise idéologique du socialisme est une analyse lucide et critique de l'expérience passée et présente. Il y a en fait encore une troisième différence qualitative, la plus importante, entre la situation actuelle et celle de 1917, c'est que cette fois, nous disposons de l'expérience du passé qui nous permet au moins d'éviter les erreurs les plus grossières et de tirer des conclusions pour l'avenir. Et, de ce point de vue également, aussi bien les idées

théorique de Trotsky que sa biographie politique ont pour nous une importance extrême.

Les souvenirs de Trotsky sur son cheminement politique, réunis dans le livre *Ma vie*, sont un témoignage exceptionnel qui nous le montre en tant qu'homme politique et homme tout court, et en tant que « type psychologique et idéologique », nous permet de comprendre les causes de ses succès et de ses défaites. Il est à noter d'ailleurs que ses faiblesses ressortent autant, dès l'abord, que ses qualités. De ce point de vue, Trotsky est simple. Comme pour confirmer l'accusation traditionnelle selon laquelle il ne serait qu'un « poseur », il ne manque pas une occasion de faire son propre éloge, d'étaler son importance énorme pour le succès de la révolution, etc. Souvent, cette constante apologie de lui-même ne fait que rendre plus difficile la lecture de ses livres (on observe la même chose dans le livre sur Staline et même dans le *Bulletin de l'opposition*). Mais il ne faut pas oublier non plus que son nom était constamment noirci et qu'il était réellement obligé, pratiquement seul, de se défendre contre toutes sortes de calomnies tout à fait monstrueuses.

Un problème beaucoup plus sérieux qui apparaît à première lecture est la tendance de Trotsky à réduire l'analyse de la situation politique à un ensemble de clichés et de formules dialectiques toutes prêtes. L'étude de Marx lui a appris à voir les paradoxes et les contradictions de l'histoire, à comprendre que la voie du progrès n'est jamais droite, le développement jamais linéaire. Mais il pense d'abord en catégories politiques. Sa dialectique n'est que la dialectique de la lutte politique. Les complexités du développement social, les contradictions des processus économiques, l'interaction complexe entre l'économie, la culture, les structures sociales et la vie politique, tout cela, il ne le voit pas (ou ne s'y intéresse pas).

Ceci explique pourquoi son analyse de la bureaucratie est restée inachevée et pourquoi beaucoup de ses prévisions politiques, qui paraissait fondées sur une analyse fine et « élégante » des contradictions politiques du moment, se sont avérées erronées. Et surtout, ceci explique aussi pourquoi Trotsky, qui avait obtenu des succès brillants pendant la période montante de la révolution, en 1905, entre 1917 et 1919, est allé d'échecs en échecs quand la vague révolutionnaire est retombée. Non seulement il était l'homme du moment, voulant rester « révolutionnaire à 100 % » dans n'importe quelles circonstances, et donc complètement incapable de mener une « lutte défensive » et un travail de réformes quand ce sont ces tâches-là qui sont à l'ordre du jour mais encore il s'efforçait d'analyser toute situation comme s'il s'agissait d'une situation révolutionnaire... Les moments révolutionnaires se distinguent du cours habituel des événements sociaux précisément parce que pendant la révolution, la lutte politique devient non seulement la « forme supérieure » du conflit social mais intègre toutes les autres contradictions, que c'est par elle que s'expriment directement toutes les contradictions de la société, bref, que tout se ramène à sa politique. Mais, hélas, une telle situation ne dure pas longtemps. La politique n'est qu'une des formes de la vie sociale. Même le conflit entre les classes ne s'exprime pas obligatoirement par la lutte des partis. Une orientation politique qui ne tient pas compte de la complexité et de la diversité des processus culturels, sociaux et économiques (y compris l'évolution technologi-

que, les modifications dans le système de direction et les modèles de consommation) est condamnée à la faillite. C'est ce qui explique les nombreux échecs, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, des disciples de Trotsky, qui cherchaient dans n'importe quelle situation à agir comme en situation révolutionnaire.

Actuellement, beaucoup des idées concrètes que Trotsky se faisait de la révolution paraissent naïves et beaucoup de ses actes et de ses paroles sont tout simplement effrayants. C'était un homme de son époque, qui avait formé sa ligne politique dans des conditions totalement différentes des nôtres. *La Russie lavée par le sang** était son champ d'action. Nous ne pouvons accepter ni l'héritage politique du bolchevisme ni ses principes moraux sans une critique résolue de toutes les positions-clés qui inspiraient les leaders de la révolution. Leurs idées sur le pouvoir nous paraissent aujourd'hui simplistes à l'extrême, leur conception du socialisme insuffisamment dialectique. Nous constatons qu'ils n'ont pas compris le rôle de l'autogestion et se sont mis trop tard à réfléchir sur les institutions démocratiques au sein du nouvel Etat. Même si Trotsky ne l'a pas reconnu, au fond, il a dû finalement non seulement prendre des positions très proches de celles des mencheviks mais aussi partager le sort des leaders mencheviks en exil. En l'occurrence, il faudra bien reconnaître sans ambiguïté que les critiques marxistes orthodoxes du bolchevisme et Rosa Luxemburg avaient raison quand dès les premiers mois qui ont suivi Octobre, ils ont prédit que la pratique antidémocratique du gouvernement bolchevique aurait des conséquences funestes pour la révolution elle-même.

La volonté de Trotsky de rester à tout prix dans le cadre du bolchevisme historique en justifiant presque chaque pas fait par le gouvernement révolutionnaire est sa principale faiblesse historique, la principale contradiction de l'alternative qu'il propose. Car lorsqu'il a parlé du stalinisme comme d'un Thermidor, il a pratiquement posé le problème du lien entre la révolution et la bureaucratie, de la maturation du totalitarisme au sein de l'Etat révolutionnaire.

Le Thermidor stalinien, comme le Thermidor français, a été fondamentalement une contre-révolution, née de la révolution elle-même, qui était pour une grande part la continuation et l'achèvement de la révolution. C'est pourquoi il est tout aussi absurde de tenter de séparer le bolchevisme du stalinisme que de réduire le bolchevisme à la préparation du stalinisme. De son côté, le régime, qui a remarquablement utilisé l'héritage révolutionnaire pour sa propre justification idéologique, voudrait bien, cette fois-ci, se débarrasser de cet héritage mais il ne le peut pas. Il est encore obligé de promettre une « voie non capitaliste » pour préserver la stabilité politique du système même si toute sa pratique contredit ce slogan.

Donc, sans une critique du bolchevisme en tant que conception « mécaniste » de la révolution et sans une condamnation de la pratique autoritaire du gouvernement de Lénine et Trotsky, il n'est possible ni de faire une analyse historique sérieuse du passé ni de former un modèle politique radical pour l'avenir. Cela signifie également qu'il nous faudra parler, quelque pénible que cela puisse être, de la responsabilité personnelle de chacun des leaders bolcheviques dans ce qui s'est passé. Et bien évidemment, les tentatives pour préserver l'un d'eux « du feu de la critique », qu'il s'agisse de Lénine, de Trotsky ou du préfère des libéraux,

Boukharine, n'ont rien à voir avec l'histoire sérieuse.

La conclusion fondamentale à laquelle nous sommes maintenant obligés d'arriver n'est pas du tout qu'il faut refuser toute violence dans le processus révolutionnaire (on se demande comment il aurait été possible de renverser le régime de Ceaucescu en Roumanie ou de Somoza au Nicaragua sans utiliser la violence !). Mais, dès les années quatre-vingt, la « nouvelle gauche » occidentale proclamait : « *La révolution doit économiser la violence.* »

Comment interpréter cela ? Si l'on revient à l'histoire du bolchevisme, il faut tracer une limite bien nette entre les actions nécessaires de légitime défense pendant la guerre civile et les répressions massives, qui ne concernaient d'ailleurs pas seulement l'ancienne classe dirigeante mais aussi la masse des paysans, l'intelligentsia, etc. La dissolution des partis d'opposition, y compris les socialistes, la suppression de l'autonomie des soviets, l'instauration d'une censure stricte suivie de l'interdiction de tous les journaux d'opposition ne peuvent être justifiées par le slogan de « défense de la révolution » pour la simple raison que tout ceci portait atteinte au caractère socialiste de la révolution.

Martov, menchevik de gauche, et Rosa Luxemburg, communiste, Kautski, social-démocrate, et bien d'autres, du camp de gauche, l'ont dit dans la période de 1917 à 1921. Les leaders du gouvernement bolchevique, qui obéissaient de plus en plus à la logique de la lutte pour le pouvoir et qui mettaient de plus en plus les intérêts de leur propre parti au centre de toute leur activité politique, n'étaient déjà plus en mesure de suivre ces conseils. Et donc la responsabilité de tous les événements subséquents repose fatalement sur eux.

Mais l'histoire sérieuse implique aussi une juste appréciation des choses. Nous ne pouvons pas discuter l'activité des bolcheviks sans tenir compte des conditions dans lesquelles elle s'est déroulée : la désorganisation, le délabrement des systèmes économique et financier, l'arriération, la barbarie, l'isolation ne sont pas, loin s'en faut, les meilleures conditions pour la démocratie. Il ne s'agit pas de condamner les bolcheviks mais de se demander, au moins théoriquement, si d'autres méthodes ne seraient pas possibles dans des conditions analogues. Or ces conditions, malheureusement, se reproduisent sans arrêt dans les endroits les plus variés du monde et il n'est pas exclu que la crise qui s'approfondit en URSS et en Europe de l'Est ne mette ces pays devant des problèmes qui rappelleraient beaucoup ceux que les bolcheviks ont eu à résoudre en 1918. Dans cette situation, il n'est absolument pas garanti que les gens qui aujourd'hui condamnent violemment le bolchevisme n'essayeront pas eux-mêmes demain de surmonter la crise en utilisant des méthodes encore plus dures.

La signification de l'histoire pour la période actuelle, c'est justement, en rejetant les tentatives pour présenter les hommes politiques qui vous seraient désagréables comme des bandits et des criminels, de renoncer aussi à proclamer, au nom de la défense de l'idée, l'innocence de révolutionnaires qui vous seraient sympathiques, de comprendre le vrai tragique de ce qui s'est passé et de réfléchir sur le caractère dramatique de l'époque moderne.

La faiblesse du bolchevisme, comme nous l'avons déjà dit, résidait non seulement dans son non-désir de comprendre le rôle des institutions « démocra-

tiques bourgeoises » mais aussi dans les idées centralisatrices de l'orthodoxie kautskienne. Il s'agit là non seulement de la structure du parti mais aussi de la conception centralisatrice de la gestion de l'économie où se perdait la distinction entre socialisme et capitalisme d'Etat : ce n'est pas un hasard si pour Lénine, Trotsky et Boukharine, ces questions se sont révélées incroyablement complexes et embrouillées. Ne voyant pas de perspectives d'autogestion, niant les idées sur le socialisme répandues chez les populistes ou les anarcho-syndicalistes, ils avaient gravement limité leurs possibilités intellectuelles. Cela ne veut absolument pas dire que les idées populistes ou anarchistes « en elles-mêmes » auraient pu s'appliquer avec succès. C'est sans doute l'inverse qui est vrai : elle n'auraient pu devenir une alternative constructive qu'intégrées dans la conception marxiste, plus développée (ce qu'ont fait par la suite les théoriciens du « marxisme occidental », à commencer par Gramsci). C'est seulement dans les années trente que Trotsky a abordé l'idée de l'importance de la démocratie dans la production mais en l'occurrence, il était déjà très en retard non seulement par rapport à son contemporain et cadet, Gramsci, mais par rapport à la pratique de la classe ouvrière elle-même qui a montré dans ses grèves avec occupation en Occident une capacité inattendue d'autogestion.

Surmonter les limitations du « bolchevisme historique » signifie donc aussi pour la gauche radicale d'aujourd'hui surmonter d'abord les éléments d'orthodoxie social-démocrate dans le bolchevisme. Bref, la formation de nouvelles idées exige que nous acceptons l'héritage des bolcheviks, celui de la social-démocratie ancienne et nouvelle, celui d'autres courants socialistes... et en même temps que nous ne soyons pas les esclaves de cet héritage. Cela veut dire qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas davantage nous passer de Trotsky que nous considérer comme ses continuateurs.

D'ailleurs, n'est-ce pas ce type d'approche que prônaient en leur temps Marx et Engels lorsqu'ils parlaient du principe universel de critique ? La critique qui s'applique à elle-même, la critique qui n'a pas peur de ses conclusions, c'est la garantie naturelle contre toute espèce de dogmatisme. Et dans la mesure où Trotsky, comme tout marxiste, était capable d'aller en ce sens, il reste aujourd'hui encore un de nos interlocuteurs vivants, une des voix qu'il serait criminel de ne pas entendre.

* *La Russie lavée par le sang*, livre-épopée révolutionnaire d'Artiom Vessioïy, écrit dans les années vingt.

VLADIMIR BILLIK

*Accords et divergences
entre Lénine et Trotsky*

L'interview de l'historien soviétique Vladimír Billík qui suit a été publiée dans le n° 33 (août 1989) de Sobesednik, supplément hebdomadaire du quotidien Komsomolskaya Pravda. Nikita Sibirev est le journaliste qui a réalisé l'interview.

N. S. — Nous savons que vous avez écrit au comité central du PCUS et vous avez déclaré publiquement qu'il est nécessaire de réexaminer notre jugement sur Léon Trotsky. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à prendre cette attitude ?

V. B. — Le bon sens et des faits généralement connus en 1920, mais maintenant oubliés, que tout le monde peut vérifier facilement sur la base de comptes-rendus sténographiés des congrès et des conférences des soviets, et les publications de

cette période. En outre, je crois que, dans l'énorme héritage idéologico-politique de Trotsky, il y a beaucoup de choses qui sont extrêmement intéressantes pour les décisions que nous devons prendre en abordant nos tâches actuelles.

N. S. — Je ne suis pas sûr de comprendre ce que signifie, en l'occurrence, le concept de bon sens.

V. B. — Le bon sens nous oblige à reconnaître qu'un homme qui a été désigné à des postes-clé pendant les années où la révolution luttait pour sa survie, devait être dévoué aux idéaux de la révolution et avoir démontré sa capacité d'accomplir avec succès ses devoirs. En outre, dans les années vingt, la formule « Lénine et Trotsky » — qui impliquait que Trotsky était le plus représentatif, le plus éminent et le plus populaire parmi les collaborateurs de Lénine — était utilisée couramment aussi bien par les amis de la révolution que par ses ennemis.

Pourtant, ce vrai visage de Trotsky a été caché jusqu'ici aux générations qui se sont succédées. Des décennies durant, son nom a été lié à d'innombrables accusations, dépourvues de tout fondement, de façon qu'il avait acquis une connotation négative aux yeux de beaucoup de gens. L'image stéréotypée de lui comme d'un démagogue, d'un opportuniste égocentrique et d'un adversaire de Lénine a été fermement établie dans la conscience quotidienne.

Des écrivains d'autres pays, avec des conceptions philosophiques différentes, ont écrit sur Trotsky des milliers de livres et d'articles. Même ceux qui ne peuvent pas être soupçonnés de sympathies pour le socialisme, considèrent Trotsky comme l'un des révolutionnaires, des figures politiques et des publicistes les plus brillants de la première moitié du XX^e siècle. En même temps, dans une lettre que j'ai reçue l'année dernière, Youri Felshtinsky, soviétologue américain et éditeur d'une série de livres de Trotsky, écrit à juste titre : « Ils ont tellement menti à propos de Trotsky que celui-ci est devenu une figure tout à fait énigmatique. Au fond, personne ne comprend aujourd'hui qui était Trotsky. Et cela vaut aussi bien pour ceux qui l'aiment que pour ceux qui le haïssent... »

N. S. — Oui, vous avez posé un problème difficile.

V. B. — Le bon sens devrait suggérer que les nombreux livres et articles de Trotsky qui ont été publiés en URSS dans les années vingt et qui ont eu à l'époque une énorme popularité, devraient nous intéresser. Je me rappelle très bien d'avoir lu beaucoup de tout cela et d'en avoir discuté avec mes camarades. Aujourd'hui, certaines œuvres de Trotsky sont toujours d'actualité, par exemple celles qui illustrent son opinion sur le fait que le chemin vers le socialisme sera extrêmement long. Trotsky a été l'adversaire le plus conséquent du système pseudo-marxiste qui a été construit dans notre pays, c'est-à-dire de la dictature de Staline. Mais — quelle ironie de l'histoire ! — une personne qui, dans le cadre d'une répression sanglante, a lutté contre le mythe selon lequel tout cela était le résultat d'une « nécessité objective », et qui a été l'adversaire principal et le plus conséquent de Staline est critiquée avec l'argument qu'elle serait un obstacle à la dénonciation de Staline et

accusée d'avoir pris des positions extrémistes et d'avoir prôné l'idée d'un socialisme de caserne...

N. S. — Mais, lorsque j'étais à l'école, on m'a expliqué, par exemple, que Trotsky avait avancé l'idée d'une « armée du travail », qui impliquait le travail forcé pour toute la population adulte. Est-ce que c'est vrai ?

V. B. — Les armées du travail ont surgi en janvier 1920, mais non à l'initiative de Trotsky. Lénine avait immédiatement soutenu une telle approche et ensuite il s'était prononcé à plusieurs reprises en faveur de telles armées. Au sein même de ces armées, beaucoup de gens étaient convaincus qu'elles étaient nécessaires.

En fait, on lance contre Trotsky des accusations de toutes sortes ! Par exemple, les brochures de la société Pamyat prétendent qu'il voulait limiter la campagne contre l'alcoolisme et faire sombrer la population dans l'alcoolisme. Qu'est-ce que je peux répondre ? En fait, Trotsky a dit en 1926 : « Si nous ne repoussons pas l'offensive de l'alcoolisme, en commençant par les villes, alors la bouteille nous fera perdre le socialisme et la révolution d'Octobre... Rien ne menace plus que l'alcool la santé physique et morale de la nouvelle génération de la classe ouvrière... Le moyen fondamental pour gagner cette lutte, c'est d'élever le niveau culturel des masses elles-mêmes et de créer ainsi la base structurelle d'un effort militant collectif contre l'alcoolisme. » En réalité, c'est Staline (qui, contrairement à Trotsky, consommait régulièrement de l'alcool), qui a ouvert les portes à l'alcool en Union soviétique.

N. S. — Le général Volkogonov affirme que Trotsky a exagéré sa contribution à la construction de l'Armée rouge.

V. B. — De telles accusations n'ont été portées contre Trotsky même pas lorsqu'on l'a relevé de son poste de commissaire du peuple de l'Armée et de la Marine en 1925. On peut comprendre pourquoi : dans les années vingt, le rôle réel du président du Conseil militaire révolutionnaire dans la construction des forces armées était si connu qu'une telle accusation ne pouvait pas être sérieusement lancée. Dans la première édition de son essai sur Lénine (1924), Gorky rappelle que Lénine avait dit : « Ils sont en train de mentir beaucoup et notamment, semble-t-il, à mon égard et à l'égard de Trotsky. » En frappant sur la table, il avait ajouté : « Pouvez-vous me montrer un autre homme capable d'organiser dans l'espace d'un an une armée modèle, et de gagner le respect aussi des spécialistes militaires. Nous avons un tel homme... » Lénine faisait allusion de toute évidence à Trotsky.

Dans les années vingt, Trotsky s'est efforcé beaucoup d'établir dans l'armée des rapports basés sur le respect réciproque, et il s'est préoccupé de sauvegarder la dignité personnelle et civique des soldats. Prenons l'exemple de son article « Le "toi" et le "vous" dans l'armée », publiée dans *Izvestia* en juillet 1922. De quoi parle Trotsky dans cet article ? Du sentiment d'humiliation qu'éprouve un soldat si un officier s'adresse à un subordonné en employant le « toi » alors que lui il est

obligé à employer plus respectueusement le « vous ». « Certains peuvent penser qu'il s'agit d'une chose sans aucune importance. Mais ce n'est pas vrai ! Les soldats de l'Armée rouge respectent les autres comme eux-mêmes. Le respect de la dignité humaine est l'élément de cohésion le plus important de l'Armée rouge » écrit Trotsky.

N. S. — Comment répondez-vous à ceux qui accusent Trotsky d'excessive cruauté dans les années de la guerre civile et qui affirment que des injustices ont été commises à l'égard de certains individus fusillés par son ordre pendant la guerre ?

V. B. — Toute accusation de cette nature doit être vérifiée attentivement, ce qui implique une vérification de l'authenticité de chaque document. Mais, même si tel ou tel autre fait était confirmé, il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une guerre civile. Une armée régulière a dû être créée des ruines, et on a dû vaincre la résistance opposée par ceux qui prônaient la création d'une armée de partisans et s'opposaient à l'utilisation des spécialistes militaires. Ceux qui « avaient essayé de calomnier le camarade Trotsky », accusé d'excessive cruauté, ont été rappelés à l'ordre par Lénine lui-même (par exemple en 1920 lors du 1^{er} Congrès des travailleurs cosaques).

N. S. — Tout ce que vous dites est intéressant, mais j'ai quand même de la peine à croire que Lénine aurait défendu Trotsky.

V. B. — Et, pour moi, il est difficile de comprendre ce que vous venez de dire...

N. S. — Toutefois, vous n'allez pas nier que des divergences sérieuses ont existé entre Lénine et Trotsky dans la période pré-révolutionnaire ?

V. B. — A mon avis, ces divergences se ne sont pas si significatives si on les considère dans une perspective historique. Cela vaut, par exemple, pour la question de la révolution permanente à laquelle on a attribué, après la mort de Lénine, une importance disproportionnée. Entre autres, après 1916, Lénine n'a plus soulevé cette question.

Au II^e Congrès du Parti social-démocrate de Russie en 1903, Lénine et Trotsky étaient d'accord lors de la discussion sur le programme du parti. A l'époque, par ailleurs, Trotsky était appelé le gourdin de Lénine. Ils ne se sont divisés que lorsque la discussion sur les statuts a commencé. Trotsky s'est refusé d'appuyer la version de l'article 1 proposée par Lénine, qui stipulait que tout membre du parti devait être engagé dans l'activité d'une des organisations du parti. Il a expliqué son refus en disant que l'application d'une telle norme donnerait un pouvoir spécifique et exceptionnel sur les membres à l'appareil du parti. Cela comportait le danger d'un renforcement extraordinaire de l'appareil et, en dernière analyse, la possibilité de l'émergence d'un seul dictateur. Il est vrai qu'aussi longtemps que Lénine a dirigé le parti, cela ne s'est pas vérifié.

Jusqu'à 1917, Trotsky a eu une position centriste dans le parti social-démocrate ; c'est pourquoi il a été critiqué par Lénine. Mais en même temps, ils ont collaboré sur des problèmes spécifiques, surtout pendant la première révolution en 1905-1906 lorsque Trotsky a dirigé le soviet de Petrograd. Plusieurs écrits de Trotsky ont été publiés à l'époque dans des journaux dirigés par Lénine.

En 1917, lors du VI^e Congrès du parti, il y a eu une « fusion » — c'est le terme employé par Lénine — entre les bolchéviks et le groupe inter-rayons dont faisait parti Trotsky. A l'élection du comité central, Trotsky obtenait 131 voix sur 134. Ce congrès, auquel ni Lénine ni Trotsky n'avaient pu assister, tout en ayant été élus présidents d'honneur, a marqué la fin de toutes les polémiques précédentes. En automne 1917, Lénine a fait référence, d'une façon positive, à la position internationaliste de Trotsky en ajoutant que Trotsky « dans les journées difficiles de juillet avait prouvé qu'il était à la hauteur de la tâche et avait agi comme un partisan dévoué du prolétariat révolutionnaire ». Les faits prouvent — ce qui est important — qu'immédiatement après le renversement de l'autocratie les points de vue des deux dirigeants sur les tâches et les possibilités d'un développement ultérieur de la révolution coïncidaient.

N. S. — Mais qu'est-ce vous pouvez dire sur la discussion entre Lénine et Trotsky dans les journées d'octobre 1917 à propos du choix du moment de l'insurrection ? Est-ce qu'il n'y avait pas de divergences entre eux à ce sujet ?

V. B. — Oui, il y avait des divergences entre eux. Ce sont ces divergences qui ont été exploitées le plus par des historiens et des publicistes. Toutefois, ces historiens n'ont pas mentionné certains faits et surtout le fait que Lénine, comme l'on sait, avait insisté sur la nécessité de renverser le gouvernement provisoire avant le congrès des soviets, désormais imminent. Trotsky, qui était en train de préparer le passage de la garnison de Petrograd du côté des bolcheviks, voulait, de même que d'autres membres du comité central, faire trainer ce renversement jusqu'au congrès. Il est intéressant de noter que même l'histoire bien connue du PCUS écrite à l'époque stalinienne n'a pas critiqué Trotsky à ce propos.

N. S. — Quelle votre explication ?

V. B. — Mon explication est que Staline était parmi ceux qui voulaient remettre l'insurrection. En 1920, à l'occasion du cinquantième anniversaire de Lénine, dans un discours qui traitait d'une seule question, l'autocritique de la direction, Staline a dit : « Malgré toutes les pressions de Lénine, nous ne l'avons pas écouté... et nous avons attendu jusqu'au congrès des soviets. Lénine était alors à Petrograd. En souriant et avec un regard malin, il a dit : "Oui, peut-être vous aviez raison". »

Dans son article « Peut-on fixer un horaire pour une révolution ou une contre-révolution ? », publié dans *la Pravda* en septembre 1923, Trotsky a expliqué que l'insurrection avait été remise de dix jours parce que les démarches préparatoires — sur le terrain de l'agitation et de l'organisation — avait confirmé qu'une insurrection menée indépendamment du congrès des soviets semerait la confusion

dans des couches significatives de la classe ouvrière qui associait l'idée de la prise du pouvoir avec les soviets et non avec le parti et ses organisations clandestines. D'autre côté, il était déjà suffisamment clair que la bourgeoisie était trop démoralisée pour être en état de préparer une riposte sérieuse dans l'espace de deux ou trois semaines.

N. S. — Mais quoi sur les divergences entre Trotsky et Lénine après Octobre, à l'époque des négociations de Brest-Litovsk avec les Allemands et pendant les discussions sur les syndicats ?

V. B. — En ce qui concerne Brest-Litovsk, Lénine a polémique avec Boukharine et d'autres « communistes de gauche », partisans de la guerre révolutionnaire, plus qu'avec Trotsky. Il y avait aussi une forte résistance à une paix unilatérale avec des concessions de la part de militants de base. Il y avait une crainte non sans fondement, assez répandue, qu'une paix hâtive n'affaiblisse la révolution en Occident. Le prolongement des négociations et la formule « nous ne mettons pas fin à la guerre et nous ne signons pas la paix, nous sommes en train de démobiliser l'armée » a été acceptée finalement par le comité central bolchevique. En tout cas, les divergences à propos des négociations de Brest-Litovsk et de la discussion sur les syndicats, exige une étude détaillée qui tienne compte nécessairement des positions exprimé par Trotsky dans ses écrits.

Au X^e Congrès du parti, la position de Trotsky selon laquelle le tournant vers la NEP rendait nécessaire, dans le futur immédiat, un réexamen de la résolution sur les syndicats, a été adoptée. Ses arguments sur la « secousse » nécessaire et sur le développement de la discussion dans son ensemble, devraient attirer l'attention, et son idée de démocratisation de la production me semble très pertinente même aujourd'hui. Mon point de vue est essentiellement que toutes les divergences entre Trotsky et Lénine après 1917 sont absolument insignifiantes par rapport aux questions sur lesquelles ils étaient d'accord dans la même période.

N. S. — Mais comment Trotsky a-t-il réagi à la NEP ?

V. B. — Pourquoi pensez-vous qu'il n'a fait que réagir à la NEP ? Trotsky a prôné énergiquement la nouvelle politique économique. Savez-vous que déjà un an avant la révolte de Kronstadt, qui, soit dit en passant, a été le stimulant final vers la NEP, Trotsky avait été le seul dans le Bureau politique à proposer le rejet de la politique de communisme de guerre sur la question des approvisionnements alimentaires ? A ce moment-là, il n'avait pas obtenu le soutien nécessaire. Trotsky sentait qu'il était nécessaire de remplacer le système d'appropriation du surplus par un impôt progressif en nature et d'éliminer le nivellement des salaires.

Après le X^e Congrès, comme l'on sait, la NEP a été adoptée. En novembre 1922, Lénine écrit : « Je renvoie ceux qui n'ont pas une compréhension suffisamment claire de la question de la nouvelle politique économique, au discours du camarade Trotsky et au mien au IV^e Congrès de l'Internationale communiste à propos de cette question. » Dix jours plus tard, il adresse à Trotsky une lettre où

il dit : « J'ai lu vos thèses à propos de la NEP et les trouve généralement très bonnes, et certaines formulations spécifiques sont très pertinentes, même si un petit nombre de points me semblent discutables. Mon opinion est qu'il faudrait les publier dans les journaux et plus tard les reprendre dans une brochure. » Il paraît que cette brochure n'a jamais été écrite. Mais, en 1923, lors du XII^e Congrès du parti, Trotsky a présenté un brillant rapport au titre « Sur l'industrie » qui, comme l'indique clairement le compte-rendu sténographique, a été accueilli par les délégués avec des applaudissements très vifs et prolongés. Le rapport avançait une perspective de développement de l'industrie pour les années à venir. Le point principal coïncidait avec les thèses incluses dans la résolution du congrès : « Seule une industrie qui produise plus qu'elle ne consomme, peut gagner la bataille. Une industrie qui vive aux frais du budget, c'est-à-dire aux frais de l'agriculture, ne serait pas en condition d'obtenir un soutien stable à long terme à la dictature du prolétariat. »

N. S. — Donc, l'écrivain Vasily Belov se trompait lorsqu'il affirmait dans la Pravda que Staline avait emprunté à Trotsky la collectivisation forcée ?

V. B. — Bien sûr qu'il se trompait. La presse a déjà publié des critiques à Belov pour ses accusations non fondées. On peut synthétiser l'essentiel comme suit : en février 1919, *Izvestia* a publié « Une lettre aux couches moyennes de la paysannerie du Commissariat du peuple de l'Armée et de la Marine », qui était une réponse à une lettre de G. Gulov, soldat de l'Armée rouge, qui avait été gêné par des rumeurs sur les divergences entre Lénine et Trotsky notamment sur la question paysanne. Trotsky écrivait : « Le pouvoir soviétique n'utilise pas ni a aucune intention d'utiliser la force à l'égard des couches moyennes de la paysannerie pour les pousser vers des méthodes communistes de gestion agricole. » Plus tard, le 15 février, *la Pravda* publiait un écrit de Lénine, « Réponse à la question d'un paysan », où on lisait : « Pour ma part, je partage entièrement la déclaration du camarade Trotsky. Je n'ai aucune divergence avec lui... Dans sa lettre, le camarade Trotsky explique en détail et clairement pourquoi le Parti communiste et le gouvernement ouvrier et paysan actuel, choisi par les soviets et composé de membres de ce parti, ne considèrent pas que les paysans moyens sont leurs ennemis. J'approuve sans réserve ce que le camarade Trotsky a dit. »

N. S. — Donc, les idées de Lénine et de Trotsky sur la construction économique coïncidaient sous de nombreux aspects. Mais est-ce qu'il y a eu des divergences entre eux après le tournant de la NEP, dans les années 1921-1923 ?

V. B. — Selon moi, ils avaient la même opinion sur la plupart des questions politiques de principe. Dans ses conclusions au XI^e Congrès du parti, le dernier auquel il a assisté, Lénine a exprimé onze fois sa solidarité avec Trotsky ! Plus tard, ne pouvant pas assister aux sessions du Comité central à cause de sa maladie, Lénine s'est adressé justement à Trotsky pour obtenir un soutien à ses positions. Après avoir déjà écrit son *Testament*, Lénine malade, dans une de ses dernières

lettres, a fait appel à Trotsky : « Je vous demande urgemment de vous occuper de l'affaire géorgienne au Comité central du parti. Cette affaire est en train d'être "traitée" par Staline et Dzerzhinsky et je ne peux pas compter qu'ils soient impartiaux. Tout au contraire. Si vous êtes d'accord, de vous en occuper, je pourrai me reposer tranquillement... »

Si vous étudiez attentivement toutes les déclarations de Lénine sur Trotsky, vous verrez qu'elles confirment un fait qui a été, pour certaines raisons, « oublié », c'est-à-dire que depuis 1917 jusqu'à la fin de ses jours, Lénine a considéré Trotsky comme son collaborateur le plus digne de confiance pour résoudre beaucoup des problèmes politiques parmi les plus importants.

N. S. — Alors, comment est-il arrivé que Trotsky est devenu un opposant depuis la fin de 1923 ?

V. B. — Savons-nous réellement ce qu'il s'est passé effectivement dans les derniers mois de la vie de Lénine ? Dans des écrits et des lettres rédigées peu avant sa mort, la préoccupation principale de Lénine est la lutte contre la bureaucratization. La résolution adoptée unanimement par la session plénière conjointe du comité central et de la Commission centrale de contrôle le 5 décembre 1923, parle explicitement de « bureaucratization évidente de l'appareil du parti » et déclare que, dans l'intérêt du parti, il était nécessaire « de changer sérieusement le cours du parti dans le sens d'une application réelle et systématique des principes de la démocratie ouvrière ». Il est évident que pour certains (comme les événements l'ont prouvé par la suite), ce n'étaient là que des mots. Mais non pour Trotsky ! Lui, il ne se limitait pas à faire appel à une lutte contre la bureaucratization du parti, mais il lançait le mot d'ordre : « L'appareil doit être subordonné au parti », selon la résolution susmentionnée. Toutefois, en dépit des recommandations de Lénine, Staline est resté à la tête de l'appareil. Déjà en 1922, Lénine avait écrit que Staline avait concentré dans ses mains « un pouvoir extraordinaire » et était en train d'en abuser de plus en plus. La critique décisive de Trotsky à la bureaucratization de l'appareil n'était appuyée par les autres membres du bureau politique, et certains d'entre eux n'étaient pas du tout « contents » de vifs applaudissements à Trotsky de la part des délégués du XII^e Congrès. Mais, étant donné l'autorité et la popularité de Trotsky, le bureau politique était quand même obligé à déclarer en décembre 1923 : « Tout en n'étant pas d'accord sur tel ou tel autre point avec le camarade Trotsky, le bureau politique dénonce comme une invention mal intentionnée l'idée qu'un seul camarade du comité central ou du bureau politique pourrait imaginer l'activité du comité central et des organes de pouvoir de l'État sans la participation la plus active du camarade Trotsky. »

Quatre années s'écouleront avant que Staline puisse pousser la lutte interne du parti jusqu'au point d'exclure Trotsky.

N. S. — Dans quelle mesure étaient honnêtes et sincères les critiques de Trotsky à la politique du parti ? Peut-être, comme certains auteurs le prétendent, désirait-il effectivement le pouvoir ?

V. B. — Quel pouvoir ? Il occupait les postes les plus importants dans le parti et au gouvernement, il était membre du bureau politique et président du conseil militaire révolutionnaire. Il n'était pas secrétaire général, mais à l'époque le secrétaire général n'était pas considéré comme la personne la plus importante du pays. Trotsky s'était toujours rendu compte du pouvoir de l'appareil, mais il n'aimait guère ce type de travail. Son orientation était fondée surtout sur la force de ses mots et sa plume, et sur ces terrains il avait une place particulière dans le parti. Selon mon opinion, la chasse aux postes — une accusation lancée sans raison contre lui par des auteurs qui se nourrissent de stéréotypes — était étrangère à Trotsky.

N. S. — De tout ce que vous avez dit sur Trotsky, il en découle qu'il était un homme doué, qui avait une très forte volonté, et une figure politique intelligente et principielle. Comment est-il arrivé que tout en ayant de telles qualités et en jouissant d'une telle popularité parmi les masses, il a subi quand même une défaite écrasante ?

V. B. — Cette question exige une étude particulière. Il est surtout nécessaire de prendre en considération les changements qui ont eu lieu dans le parti après la mort de Lénine. En ce qui concerne la défaite de Trotsky, je dirais ce qui suit : dans une lutte contre la médiocrité, ce n'est pas toujours le talent qui gagne. Déjà en 1909, Trotsky avait écrit à propos du chef de Cent Noirs Purishkevich : « La théorie de la sélection naturelle nous explique que dans une lutte, c'est le plus apte qui gagne et non le meilleur ou le plus fort, c'est le plus apte et non le plus parfait. » Evidemment, Trotsky n'était pas apte à mener une bataille contre l'appareil et les intrigues propres de Staline.

N. S. — Peut-être, son activité antisoviétique à l'étranger, telle que certains livres d'histoire l'ont présentée, a été un obstacle à un jugement objectif sur le rôle de Trotsky après la révolution d'Octobre et dans les années vingt.

V. B. — Ni dans les livres ni dans les articles écrits par Trotsky dans les années trente, je n'ai trouvé confirmation d'une quelconque activité antipatriotique de sa part. Des documents et des déclarations antistalinens, oui, on en trouve. Mais il est inadmissible de mettre sur le même plan antistalinisme et antipatriotisme ! Les œuvres écrites par Trotsky à l'étranger — *l'Histoire de la révolution russe, Ma vie, Staline* et plusieurs autres (bien que je ne connaisse pas toutes ses œuvres) — m'ont étonné par leur profondeur et leur objectivité. Je crois que, si on pouvait les publier à nouveau immédiatement, elles rempliraient un vide dans notre littérature historique.

N. S. — Vous avez dit beaucoup de choses nouvelles et intéressantes sur Trotsky. Mais est-ce que votre approche de son rôle dans notre histoire n'est pas unilatérale ?

V. B. — Evidemment, mon opinion est unilatérale. Mais pas trop unilatérale. Pendant plus que soixante ans nous avons reçu une information négative unilatérale

sur Trotsky. Sur cet arrière-fond, mon approche est plus que justifiée. Certes, Trotsky a commis des erreurs. Mais quelle grande figure politique a réussi à éviter des erreurs ? Je ne dis pas qu'il faut faire aveuglement l'éloge de Trotsky. Mais je crois qu'il est nécessaire d'examiner objectivement ses opinions, ses préoccupations et son destin. Trotsky doit occuper dans l'histoire la place qu'il mérite.

DAVID SEPPO

*Conscience ouvrière
et alternative socialiste
en URSS*

La grève des mineurs de juillet 1989 a marqué l'émergence d'un mouvement ouvrier en Russie pour la première fois depuis soixante ans. Bien que le niveau de développement de ce mouvement soit aujourd'hui très inégal dans un pays si grand et si différencié, dans certains endroits, notamment dans les régions minières, il a connu une évolution rapide. Ce qui a été, à l'origine, une grève spontanée pour des revendications économiques, a acquis très rapidement un caractère politique en débouchant sur l'apparition d'organisations ouvrières, syndicales et politiques, indépendantes.

De nombreuses raisons expliquent pourquoi les mineurs sont devenus l'avant-garde : leur homogénéité sociale, la solidarité nourrie par leurs conditions de travail dures et dangereuses, l'insuffisance d'investissements sociaux dans leurs régions, le fait que la réforme risque de les frapper plus que d'autres groupes. Mais, même si les choses ne sont pas allées très loin dans les principaux centres urbains, on peut être confiant qu'ils seront capables de les rattraper assez vite. Apparemment, il n'y a eu que des changements très limités dans les conditions politiques et

économiques de ces ouvriers. Leur conscience a connu un développement très significatif. Et lorsque ce processus arrivera à un point critique, les ouvriers dépasseront eux aussi leur désunion et leur dépendance économique de l'administration des entreprises et cette prise de conscience s'exprimera finalement dans des actions collectives.

Cet article traite de la nature de la conscience de la classe ouvrière industrielle en Russie et, dans une certaine mesure, en Ukraine (en laissant de côté les républiques où la question nationale est devenue centrale) et des perspectives et des problèmes qui se posent pour le développement du socialisme en Union soviétique. Puisque la classe ouvrière soviétique est diversifiée et les données sont encore insuffisantes (même après les grèves de juillet, très peu de travail systématique a été fait en Union soviétique sur ces questions), nos remarques sont nécessairement assez impressionnistes.

L'attitude des ouvriers à l'égard du pouvoir politique et celle à l'égard de la réforme du système économique sont deux points fondamentaux. La politisation de la classe ouvrière a progressé rapidement depuis 1985 et notamment dans les mois qui ont suivi l'élection du I^{er} Congrès des députés du peuple au printemps 1989. Lorsque les mineurs de Vorkouta ont relancé leur grève fin octobre de l'année dernière, il ont commencé par publier une *Déclaration aux travailleurs d'Union Soviétique* qui disait : « *L'expérience des grèves économiques démontre que, si on ne porte pas un coup décisif au système bureaucratique-totalitaire, ça n'a pas beaucoup de sens d'avancer des revendications économiques.* »

Suivait une série de revendications politiques : confirmation du statut des comités ouvriers (les comités de grèves transformés) en tant qu'organismes permanents de défense sociale des travailleurs ; droit des travailleurs à s'unir dans des organisations syndicales indépendantes ; insertion dans l'ordre du jour du Soviet suprême des questions suivantes : abolition de l'article 6 de la Constitution (l'article qui proclame le rôle dirigeant du parti) ; droit de tous les citoyens à s'unir dans des associations, des partis et des groupes politiques sur une plate-forme d'actions non-violentes ; droit de tout citoyen à exprimer ses opinions¹. Mais si les travailleurs de Vorkouta sont parmi les plus avancés politiquement, aucune couche de la classe ouvrière n'est restée à côté de ce processus de politisation. Il s'agit d'un des acquis les plus importants de la perestroïka de Gorbatchev. Des ouvriers qui, il y a trois ans, ne s'intéressaient pas à la politique, aujourd'hui, suivent régulièrement les événements et discutent avec leurs camarades. Quant au contenu de cette politisation, personne ne peut douter désormais des sentiments fortement antibureaucratiques et démocratiques qui se sont exprimés lors des élections du Congrès des députés du peuple — les candidats de l'appareil et des organisations grand-russes ont été sévèrement battus — de même que lors des grèves de l'été dernier au cours desquelles les travailleurs ont exprimé à plusieurs reprises leur manque de confiance dans le régime à tous les niveaux et avancé des revendications impliquant, en fait, l'abolition du pouvoir et des privilèges bureaucratiques.

Par exemple, un membre du comité de grève de Vorkouta a expliqué : « *Nous avions l'habitude de parler de pouvoir ouvrier, mais où se trouve-t-il ? Il n'y a aucun*

pouvoir populaire. Nous devons faire grève pour obtenir tout simplement que quelqu'un parle avec nous. C'est pour cette raison aussi que nous luttons pour obtenir un statut officiel de nos comités ouvriers. Nous revenons aux sources, aux écrits de Lénine, Mieux moins, mais mieux et Comment organiser l'inspection ouvrière et paysanne. L'inspection ouvrière et paysanne avait le statut d'un commissariat avec le droit à surveiller y compris le bureau politique. Aucun document n'a jusqu'ici supprimé ces droits, Beria et Staline les ont tout simplement enterrés.² »

On reconnaît aussi, par ailleurs, que Pamiat et d'autres organisations nationalistes du même acabit n'ont pas réussi à se créer une base dans la classe ouvrière de Russie. Lorsque V. Ivanov, président du Front populaire russe, organisation chauvine grand-russe, s'est présenté à Vorkouta, les mineurs n'ont pas perdu leur temps avec lui. A l'occasion d'une enquête menée dans le Kuzbass qui demandait aux mineurs en qui ils avaient confiance, il n'y a eu aucune réponse favorable à Pamiat ou à Patrie (il n'y pas eu non plus des réponses favorables aux comités locaux du parti). Bien que les mineurs constituent une couche plutôt mixte du point de vue ethnique, les divisions nationales semblent n'avoir joué aucun rôle dans leur mouvement. En général, les mineurs expliquent que le caractère dangereux de leur travail ne permet pas de tels luxes, d'autant plus, disent-ils, que, sous terre dans l'obscurité, tous semblent pareils. Selon Yuri Bondarev, membre du comité de grève du Donetsk, le mouvement ukrainien Rukh n'a été non plus capable de se donner une base sociale dans les zones d'Ukraine où la majorité de la population parle russe. Lors de la grève, ses représentants se sont heurtés dans le Donetsk à des attitudes hostiles, et Bondarev, qui est pourtant un partisan de Rukh, estimait que la situation ne changerait pas aussi longtemps que le Rukh ne se présente pas comme un front populaire (c'est-à-dire démocratique) ukrainien et non comme un mouvement nationaliste³.

Ces aspirations démocratiques découlent directement de l'expérience que les ouvriers ont fait de leur oppression dans les entreprises et plus généralement dans la société. En même temps, surtout sous l'influence des médias et de l'intelligentsia favorable à l'économie de marché, ces sentiments anti-bureaucratiques ont tendance à prendre la forme d'une suspicion ou tout simplement d'un rejet de tout pouvoir délégué et de toute réglementation et planification économique de commande en opposition au fonctionnement indirect et anonyme du marché.

Cela amène à la question de savoir comment l'économie doit être réformée. Il faut noter à ce propos qu'une très forte pression, pour ne pas dire oppression, idéologique empêche une discussion publique sur toute véritable alternative au marché conçu comme le mécanisme de coordination dominant pour remplacer le vieux « système administratif de commande ». Même le terme omniprésent « administratif de commande », qui met ensemble le régime politique autoritaire et les méthodes administratives de réglementation et de gestion, contient le message libéral implicite selon lequel toute planification et gestion administrative est nécessairement non-démocratique et oppressive. D'où les appels à la désétatisation de l'économie sans aucune référence à la nature de l'Etat, sans préciser s'il s'agit d'un Etat démocratique ou d'un Etat bureaucratique. Dans le discours des économistes radicalement favorables au marché (en réalité, le plus souvent, procapitalis-

tes), on peut trouver des passages repris presque littéralement de prophètes de l'économie libérale de « marché libre » comme Hayek et Friedman.

La critique de Boris Eltsine

La critique développée par Eltsine au Congrès du peuple en décembre 1989 à l'égard du programme gouvernemental de cinq ans est un exemple de la technique propagandiste de nombreux intellectuels liés au groupe parlementaire inter-régional. Eltsine critique violemment le programme gouvernemental qui serait un compromis entre les intérêts de la société et ceux de l'appareil (en fait, il s'agit d'un compromis qui concerne les intérêts de l'appareil, mais la référence aux intérêts de la société est, tout au moins, douteuse). Il attaque la timidité du programme en matière de démocratisation en disant que si on avait demandé à Honecker aux derniers jours de son pouvoir combien de temps il faudrait pour introduire la démocratie, il aurait répondu « des années ». Mais le peuple l'a réalisée pour son propre compte dans l'espace de quelques semaines. Et il demande : en Union Soviétique, avec toutes ses carences, sa semi-glasnost et l'absence de garanties démocratiques, le processus sera-t-il aussi civilisé ? Pourquoi l'appareil ne peut pas décider de renoncer à ses privilèges au lieu d'attendre d'être exproprié ? Eltsine se prononce aussi pour une réforme monétaire, revendication populaire visant la richesse acquise d'une façon illicite. Le gouvernement prétend qu'il faut ralentir pour rassembler des forces et ensuite entreprendre la réforme du marché. Mais sera-t-il capable d'aller de l'avant plus tard se demande Eltsine ? Les forces conservatrices sont en train de consolider leurs positions.

Ensuite, Eltsine passe plus directement aux questions économiques. Il souligne correctement que les propositions du gouvernement sont un mélange stérile d'éléments de marché et d'éléments administratifs de commande. Il se prononce en faveur d'un système qui établisse un statut d'égalité des différentes formes de propriété : étatique, coopérative et privée (c'est-à-dire un système basé sur une propriété « collective ou d'autres formes de propriété »), du démantèlement des leviers fondamentaux de l'économie administrative (les ministères de branches) et de la création d'un échange de travail qui ouvre davantage le pays aux investissements étrangers. « *Nous avions besoin de désidéologiser l'économie.* » Mais le point essentiel du message vient après : « *La déformation de la forme des rapports économiques a donné naissance à sa jumelle dans la sphère politique.* » La conclusion est claire : si on ne démantèle pas l'économie administrative de commande, on ne peut pas changer radicalement le système politique⁴. Pourtant, la vérité historique est différente : d'abord, il y a eu l'usurpation bureaucratique du pouvoir et cela s'est passé dans les années vingt, sous la NEP, qui était une espèce d'économie de marché. Ce n'est que lorsque ce système est entré en crise, que Staline, en tant que leader de la bureaucratie, a entrepris la transformation vers une économie de « commande », mettant sur pied un système qui correspondait parfaitement aux intérêts de gens qu'ils représentait. Le message implicite d'Eltsine est que seul le marché constitue la base de la démocratie et que toute sorte de planification ou de réglementation est une déformation des rapports normaux et

une base du totalitarisme. Ainsi, les partisans les plus résolus du marché se présentent comme les défenseurs les plus conséquents de la démocratie alors qu'ils avancent un programme économique qui excluerait, en fait, tout contrôle démocratique sur l'économie nationale.

La presse soviétique présente régulièrement les partisans les plus résolus du marché comme la « gauche », alors que les bureaucrates conservateurs représenteraient la « droite ». Cela exclut, encore une fois, les socialistes du panorama politique et nie toute possibilité d'alternative socialiste. En réalité, les partisans du marché et les bureaucrates représentent des ailes différentes de la droite ; sous des formes différentes, leurs programmes constituent des choix anti-démocratiques et anti-populaires. Bien que le gouvernement soit critiqué à sa « gauche », sa vision sous-jacente n'est pas, en principe, très différente de celle des partisans radicaux du marché, sauf que, du moins pour le moment, il ne veut pas aller aussi rapidement et aussi loin. Le Premier ministre Ryzhkov a déclaré dans son rapport au Congrès que, pour la première fois, le gouvernement avait pris sérieusement en considération des programmes alternatifs. Mais ces programmes n'étaient en réalité que des versions différentes de la même réforme : une version lente, une version rapide et une version comportant des étapes (c'est celle-ci qui a été finalement choisie). Le problème est que le gouvernement avait amorcé une libéralisation de l'économie sans introduire d'abord des mécanismes de réglementation étatique, a expliqué Ryzhkov. Cette introduction doit être le prochain pas, avant de procéder à la réforme de marché, mais le gouvernement a l'intention d'aller de l'avant, comme l'indique clairement son programme ⁵ (s'il le fera effectivement, c'est une autre question).

L'économie soviétique acquiert une saveur de *wild west* (Ouest sauvage). Les grands meneurs du jeu sont les ministères et les associations, essentiellement des producteurs monopolistiques, qui, à la suite de la réforme, ont obtenu une autorité plus grande pour opprimer le consommateur. Ce sont aussi la mafia bureaucratique et les « entrepreneurs » de l'économie souterraine, qui a été plus ou moins légalisée et autorisée à s'élargir avec l'apparition d'une nouvelle couche bourgeoise. Le tableau d'en bas est celui d'une augmentation des prix (malgré la renonciation du gouvernement, sous la pression de l'opinion, à la réforme des prix au détail), la disparition des filières bon marché de biens provenant de la production. Les prétendus coopérateurs (en fait, des entrepreneurs privés) pillent le trésor de l'Etat et exploitent le public. Des sommes considérables sont accumulées facilement par tous ceux qui ont accès aux devises étrangères, et il y a une véritable floraison de corruption et de spéculation. Certes, la plupart de ces phénomènes existaient déjà sous Brejnev, mais pas à une échelle si grande et si ouvertement car, à l'époque, ils étaient formellement illégaux et, dans une certaine mesure, objet de sanctions. Ce qui a été révélé en Ousbékistan sous Rashidov, c'est-à-dire la fusion entre la bureaucratie et l'économie souterraine, est en train aujourd'hui de caractériser l'économie soviétique toute entière, avec la seule différence que cela est devenu légal et le gouvernement ne veut ou ne peut rien faire à ce propos, ce qui provoque la concentration et la rage des gens. S'il y a du vrai dans l'affirmation d'Eltsine selon lequel la caution du gouvernement reflète des pressions de la part des

éléments conservateurs de l'appareil, il est encore plus vrai que le gouvernement a peur qu'un programme de réformes accéléré, sur la base des propositions de la « gauche », ne provoque une explosion sociale.

Débat sur la propriété privée

Un article récent sur les résultats d'une enquête sociologique sur les attitudes à l'égard de la propriété (un sujet très controversé qui a été largement débattu au Soviet suprême), illustre bien la situation politique actuelle en ce qui concerne la réforme économique. Alors que les trois quarts des personnes interrogées sont favorables à l'idée de la propriété privée de petits ateliers, de restaurants, de magasins, etc., seul un quart se prononce pour la propriété privée des grandes entreprises et 57 % y sont fermement opposées. En ce qui concerne le travail salarié (dans les entreprises privées ou les coopératives), alors que la moitié le considère admissible, trois cinquièmes de ces mêmes personnes estiment quand même qu'il devrait être sévèrement limité.

L'auteur, un sociologue du Centre d'études sur l'opinion publique, tire la conclusion suivante : *« La propriété privée sous la forme la plus fréquente dans les pays à économie de marché (le terme "capitaliste" n'est plus à la mode dans les médias soviétiques qui préfèrent utiliser le terme plus neutre "économie orientée par le marché") n'est défendue que par 25-30 % des gens interrogés. La majorité, tout en n'étant pas opposée à la propriété privée, veut qu'elle soit rigoureusement limitée quant à l'échelle de son application, à ses formes et à ses sphères d'activité... Ainsi le processus d'introduction de la propriété privée devrait, si non être précédé, aller de pair avec le développement de formes collectives, basées sur le leasing, l'achat d'entreprises par des collectifs ouvriers, la création de compagnies mixtes, etc. Bien que d'un point de vue économique, la priorité au développement de formes collectives de propriété et la limitation de la propriété privée ne soient pas le chemin le plus sûr pour sortir de la crise, des transformations plus radicales seraient grosses d'explosions sociales. La conscience des masses pourrait tout simplement ne pas supporter une telle surcharge (!). Puisque les formes collectives rencontrent plus de faveur, elles devraient être utilisées pour entraîner les couches les plus larges de la population dans le processus de désétatisation du pouvoir⁶. »*

En d'autres termes, ce sociologue estime que le but ultime doit être l'introduction d'entreprises privées à une grande échelle. Mais la population devrait s'habituer à cette idée en passant par une étape intermédiaire de formes de propriété de groupe. Sinon, elle pourrait se révolter contre la réforme.

Ainsi, les libéraux, qui aiment se présenter comme des démocrates, n'hésitent pas à avoir recours à une petite manipulation pour combattre des « stéréotypes dépassés » auxquels la population reste accrochée « par inertie ». Toujours est-il que, étant donné les valeurs et les intérêts propres des ouvriers, n'y a pas de projet libéral qui puisse être réalisé démocratiquement. C'est pourquoi les libéraux deviennent des alliés objectifs de l'aile réformiste de l'appareil, qu'ils se plaisent de critiquer publiquement, mais qu'ils soutiennent en pratique

Malgré l'hostilité ouvrière envers le capitalisme — des sondages d'opinion indiquent que l'Union démocratique, parti procapitaliste, n'a aucun soutien parmi les ouvriers de l'industrie⁷ —, la plupart des ouvriers militants sont aujourd'hui favorables à l'introduction du mécanisme du marché comme moyen de surmonter la crise économique et emploient souvent des arguments et des termes empruntés aux articles et aux discours omniprésents des intellectuels libéraux.

Un programme des travailleurs du Kuzbass

Un bon exemple de la position des ouvriers militants sur la réforme économique est le programme de l'Union des travailleurs du Kuzbass, adopté à la IV^e Conférence des collectifs ouvriers de l'Oblast de Kemerovo, qui a eu lieu à Novokuznestsck le 18 novembre 1989. Ce document jouit d'une popularité considérable parmi les ouvriers de la région, alors qu'il a provoqué une réaction hostile de la part des autorités locales du parti, qui le considère comme un défi à leur pouvoir⁸. Le programme décrit les réformes gouvernementales comme « concilia-trices » et appelle à une transformation révolutionnaire du système économique et politique. La partie politique du document est une dure condamnation du pouvoir bureaucratique et un appel en faveur d'un véritable pouvoir soviétique avec un système de pluripartisme, libre accès à la presse, des élections directes, des référendums sur des questions majeures. En même temps, l'Union se réclame fermement du socialisme (en Union Soviétique, ce mot n'est pas considéré comme mauvais dans le milieu ouvrier. La situation semble être aujourd'hui assez différente dans la plupart des pays d'Europe orientale). Mais si la partie politique du programme est cohérente et très claire, le programme économique présente un tableau plus complexe. Il indique comme tâche principale « *le transfert du droit de disposer de la richesse à ceux qui la produisent* », en se prononçant pour la pleine autonomie des unités de production et pour des rapports entre elles basés sur l'avantage réciproque. Cette autonomie ne peut être réelle que dans le cadre des rapports de marché, « expérience inestimable de la civilisation humaine ». Toutes les formes de propriété (nationale, étatique, républicaine, municipale, coopérative, de travailleurs individuels, mixte, joint-venture, privée, etc.) doit être traitée de manière égale et les collectifs ouvriers doivent avoir la possibilité de choisir librement la forme de propriété et de gestion, y compris le leasing et l'achat d'entreprises de l'Etat. On devrait introduire graduellement le commerce en gros des matières premières et de la technologie. Le texte se prononce aussi pour l'autonomie régionale et l'instauration d'un échange égal entre les entreprises du Kuzbass et leurs partenaires (cela reflète une réaction très répandue, virtuellement dans toutes les régions, contre ce qu'on considère comme « le colonialisme » de Moscou). Dans le Kuzbass lui-même, il faudrait créer une zone franche pour faciliter la solution des problèmes sociaux et élever le niveau de vie.

En même temps, il y a dans le texte de nombreux éléments qui contredisent ou, tout au moins, précisent beaucoup plus rigoureusement cette orientation radicale en faveur du marché. Le programme fait appel pour que le marché soit combiné avec le plan, « *l'une des plus grandes inventions du XX^e siècle* ». La

réglementation doit être assurée par des moyens économiques fiscaux, la politique d'investissements, les crédits, les subventions et la fixation de prix maxima. La propriété sociale doit rester la forme prédominante dans les branches principales de l'industrie et de la construction. « *L'Union des travailleurs du Donbass considère que l'utilisation de la propriété privée basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme n'est pas possible.* » Elle exclut notamment le chômage. « *Nous sommes résolument opposés à ceux qui pensent surmonter la crise de notre économie en étudiant d'une façon artificielle la propriété privée capitaliste.* » Le programme se prononce également pour l'éligibilité et la révocabilité du personnel de direction des entreprises à tous les niveaux avec le droit des collectifs de contester toutes les décisions⁹. Une contradiction similaire caractérise la position du député du peuple, N. Belous, un soudeur, membre du groupe inter-régional. Belous explique dans une interview qu'il n'a pas peur de la propriété privée. Le problème est plutôt de régler strictement par la loi les revenus qui proviennent de cette propriété et mettre hors la loi les « *revenus non gagnés* » (à la lettre, non provenant du travail)¹⁰. Mais, pour l'ouvrier moyen, et probablement pour Belous lui-même, tous les revenus provenant de l'achat de la force de travail ou de l'exploitation habile des conjonctures du marché sont des revenus « *non gagnés* ». D'où le rejet de l'exploitation dans le texte du Kuzbass. Cela est très loin de ce que pensent la plupart des intellectuels du groupe inter-régionale.

La presse soviétique a très largement présenté la grève des mineurs au mois de juillet dernier comme un mouvement de soutien à la réforme du gouvernement du fait que la revendication principale des ouvriers aurait été l'autonomie des entreprises. En réalité, il y a une série d'éléments qui autorisent à tirer la conclusion que cette revendication n'était pas incluse parmi les revendications principales dès le début. Du moins dans le Donbass, il existait un assez grand scepticisme à propos de l'autonomie des entreprises. De nombreux mineurs estimaient qu'une telle mesure favoriserait les mines les plus productives en pénalisant celles qui avaient été négligées ou épuisées. C'est le cas de beaucoup de mines dans ce bassin. En outre, toute application de critères purement de marché dans le Donbass amènerait à la clôture d'un nombre considérable de mines, au déplacement de dizaines de milliers de familles de mineurs, à la mort de communautés dans leur ensemble. Il y a quelques années, les mineurs britanniques ont combattu durement contre l'application de critères pareils. Lorsqu'on lui a posé une question à ce propos, Yuri Bondarev du comité de grève de la ville de Donetsk a répondu : « *Aucune revendication n'est juste à 100 %. Nous avons besoin de soutenir la réforme. C'est la position du comité de grève. Oui, il y a des gens qui disent que, si on adopte le critère du calcul des coûts, des mines seront fermées. Mais il s'agit là d'une question sociale... Nous ne voulons pas être un frein à la réforme*¹¹. »

Si l'opinion de Bondarev correspond aux idées d'une certaine couche d'ouvriers militants, ce ne sont pas tous les mineurs qui pensent que les questions sociales puissent être si facilement séparées des questions concernant la réforme économique. Selon A. Dubovik, membre du Conseil régional des comités de grève du Donbass, circulent constamment des rumeurs selon lesquels le Donbass sera fermé dans cinq ans. « *Nous ne le permettrons absolument pas*¹². » En fait, une

restructuration éventuelle de l'économie du Donbass ne pourra pas être réalisée d'une manière qui corresponde aux intérêts des ouvriers, si les entreprises seront autorisées à prendre séparément leurs décisions et à se débrouiller toutes seules dans un cadre de marché. C'est justement ce genre de problèmes — les mêmes qui se posent à l'économie soviétique dans son ensemble — qui exigent des solutions collectives démocratiques, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional.

Pour les ouvriers qui y sont favorables, l'autonomie des entreprises ne signifie pas l'instauration du « système orienté par le marché » des intellectuels libéraux. Par exemple, S. Grebenyuk, travailleur des mines du charbon pendant treize années et actuellement président d'une coopérative de réparation d'immeubles à Vorkouta, rejette nettement l'idée d'un prix unifié du charbon puisque cela désavantagerait les mineurs du Donbass et du Nord, régions où la production et le transport du charbon comportent des coûts plus élevés que dans le Kuzbass (après la grève, les mineurs ont élu Grebenyuk dans la commission chargée de la liquidation des coopératives. En novembre, 30 % avaient été fermées, notamment parmi celles du commerce, puisqu'il s'agissait de « revenus non gagnés ». Grebenyuk critique durement les coopératives médicales et l'emploi très répandu d'enseignants privés parce que cela va à l'encontre des principes socialistes de services sociaux gratuits pour tout le monde¹³). Plus généralement, aux yeux des mineurs, il est injuste que leurs revenus dépendent des résultats d'une compétition entre des mines autonomes sur la base des prix fixés par le marché. Même en Pologne, où les leaders de Solidarnosc sont tout à fait favorables au marché, selon une enquête récente, seuls 4 % des travailleurs industriels sont d'accord de recevoir des salaires selon la rentabilité du point de vue du marché¹⁴.

Dans la mesure où les ouvriers sont attirés par le concept d'autonomie des entreprises — c'est incontestablement le cas de beaucoup d'entre eux —, c'est parce qu'ils estiment que dans un tel cadre il y aura plus d'espace pour l'autogestion, pour une organisation plus efficace de la production, pour des ressources plus grandes destinées aux investissements sociaux et pour leur libération d'une bureaucratie plétorique oppressive qu'ils considèrent à juste titre comme la source principale de l'inefficacité et de l'injustice. Mais il ne s'agit pas pour eux de souhaiter la réforme de marché sapant les garanties sociales et aggravant la stratification socio-économique qu'envisagent la plupart des intellectuels libéraux et l'équipe de Gorbatchev. En réalité, la réforme dans sa version modérée ou dans la version plus « radicale », présentée comme « démocratisation de l'économie », est interprétée plus correctement comme un substitut de la démocratie, si celle-ci est conçue comme contrôle populaire sur l'économie. M. Anokhin, membre du Bureau des comités de grève de la ville de Porkokopevsk dans le Kuzbass, décrit comme suit ce qui lui semble être le scénario le plus probable : « Les ouvriers demandent une pleine autonomie. Ils y feront leurs épreuves, ils gagneront une expérience et ils souffriront sans doute des difficultés qu'elle comportera. Alors ils décideront eux-mêmes : voyez, camarades, c'est mauvais pour nous d'être isolés. Nous devons nous unir¹⁵. » Anokhin a fort probablement raison : les contradictions dans la conscience de la classe ouvrière ne seront surmontées que par l'expérience concrète de la réforme de marché. Cette expérience ne pourra qu'accroître la politisation des ouvriers et qu'aggraver les

contradictions sociales. Dans ce cadre, l'élément subjectif, l'émergence dans le débat public d'une alternative socialiste, deviendra crucial. Il existe aujourd'hui en Union Soviétique deux courants politiques principaux qui offrent des programmes alternatifs ou des éléments de tels programmes. Le premier, un courant populiste, est centré autour du Front unique des travailleurs. L'autre est constitué par les intellectuels marxistes indépendants et les militants politiques socialistes. Mais si le premier a un certain accès aux médias, même s'il est toujours accompagné par des commentaires critiques de dénigrement, le deuxième est virtuellement exclu de la presse de masse. C'est pourquoi il est difficile d'évaluer le nombre des sympathisants des deux courants. Ils représentent incontestablement une minorité, bien que probablement significative.

Les deux fronts de Leningrad

Le Front unique des travailleurs a été fondé à Leningrad en juin 1989 presque le même jour que le Front populaire de Leningrad. Il a été immédiatement marqué par celui-ci comme un rejeton de l'appareil du parti en train de se préparer aux élections républicaines et locales. Les autres « informels » partagent toujours cette opinion. Néanmoins, le FUT de Leningrad se réclame ouvertement du socialisme et ses revendications sont adressées à la classe ouvrière, alors que ce n'est pas le cas du FP, qui est surtout une affaire d'intellectuels. Le programme du FP est plus abstrait et aborde fondamentalement les problèmes de la démocratie politique. Parmi les revendications originaires du FUT il y a, entre autres, une diminution des prix, une réduction de la journée de travail, un prolongement des congés, la suppression des équipes de nuits, l'interdiction du travail féminin dans les industries dangereuses, des conditions égales pour l'éducation des enfants indépendamment de leurs origines sociales, des conditions économiques d'égalité pour les travailleurs dans le secteur étatique et dans les coopératives, le pouvoir d'élire démocratiquement des soviets, l'introduction des référendums comme forme principale de consultation du peuple, l'évaluation publique du point de vue écologique de tous les projets de production et de construction, le contrôle populaire sur la création d'entreprises mixtes et sur l'utilisation des ressources naturelles, la conservation et la restauration des vestiges culturels et historiques ¹⁶.

Le conseil régional des syndicats de Leningrad a donné son soutien politique et matériel au FUT ¹⁷. Selon le Centre de Leningrad pour l'étude et le pronostic des processus sociaux, le FUT de Leningrad a 350 000 partisans environ et le FP plus d'un demi-million ¹⁸. Le 23 novembre, la télévision de Leningrad a diffusé le compte rendu d'un meeting de masse de militants du parti, organisé à l'initiative d'une organisation d'entreprise, dans lequel les orateurs ont reproché à Gorbatchev et, plus généralement, à la direction du parti de négliger le parti et sa mission socialiste et ont lancé un appel pour que Leningrad devienne un centre militant de défense du socialisme contre les « pseudo-démocrates » et ceux qui veulent imposer un système étranger. Plusieurs observateurs ont vu en cela le début de la « révolte de l'appareil ».

Après Leningrad, des FUT ont été formés dans de nombreuses villes. Ces FUT ont des liens plutôt compromettants. Ainsi, au mois de septembre, des représentants du FUT de Leningrad et de celui de Moscou ont participé à la conférence de fondation de l'organisation droitière « patriotique » Soviet uni de Russie¹⁹. Toujours en septembre, Sverdlovsk a accueilli des délégués provenant de vingt-neuf villes qui ont fondé le FUT de Russie. Parmi ces délégués, il y avait Nuna Andreeva, le symbole de la réaction stalinienne aux yeux de l'intelligentsia soviétique. Parmi les revendications avancées par les FUT il y a souvent celle du maintien de l'unité de l'URSS et de la défense de la langue russe. Beaucoup de gens murmurent à Moscou que le FUT a des liens avec l'organisation chauvine Pamiat ou, du moins, que des membres de celle-ci sont actifs dans le FUT. Le mouvement a avancé aussi la demande que les circonscriptions pour les prochaines élections aux soviets soient basées sur les unités de production. Selon lui, c'est le seul moyen d'assurer la représentation de la classe ouvrière dans les organes du pouvoir alors que peu d'ouvriers ont été élus aux élections du printemps 1989 et que les intérêts ouvriers sont très peu représentés au Congrès du peuple. Mais cette demande a été attaquée par d'autres comme une manœuvre de l'appareil pour être sûr que ses hommes soient élus étant donné que les ouvriers dépendent économiquement des dirigeants des entreprises et peuvent être plus facilement manipulés dans le cadre de celles-ci. Les partisans du FUT répondent que le vote serait secret. D'autres revendications du FUT sont la réforme monétaire et une réglementation rigoureuse des coopératives.

Si beaucoup des accusations lancées contre le FUT sont incontestablement fondées, l'hostilité à son égard exprime en partie la peur de l'intelligentsia que n'apparaisse une véritable opposition ouvrière à leur réforme de marché. En dépit de l'avalanche d'articles tendancieux et d'enquêtes selon lesquelles la classe ouvrière soutiendrait la réforme, dans les conversations privées les libéraux expriment des doutes sur le fait que les ouvriers acceptent leur projet. Venymain Yarin, député du peuple et ouvrier de la sidérurgie, est le président du FUT de Russie. Le 21 novembre dernier, dans une interview diffusée par Radio Moscou, il a demandé comment il est arrivé qu'il y a maintenant tant de millionnaires en Union soviétique alors que, après trente années de travail, toute sa propriété était ce qu'il avait sur lui. Comment cela se fait-il que la richesse créée par les ouvriers passe dans d'autres poches ? Lorsque l'intervieweur lui a demandé si sa situation ne serait meilleure s'il possédait une partie de son usine, il a demandé, à son tour, pourquoi il devrait désirer être propriétaire d'une usine en faillite dont la technologie est vieille de cinquante ans. Voilà le commentaire de l'intervieweur : « *Ce point de vue amène à défendre le système administrative obsolète et à s'allier ainsi avec les fondamentalistes.* » Il n'est pas venu à l'esprit du journaliste que ceux qui avancent de telles idées, pourraient être ou devenir des partisans d'une alternative progressiste socialiste, si une telle alternative pouvait être présentée devant un public large.

Dans une autre interview, Yarin explique : « *Le travailleur est en train de perdre ses garanties sociales. L'idée qu'il faudrait payer les services, l'éducation, des types différents de super-écoles, gagne du terrain. Qui pourrait payer tout cela ? Un ouvrier*

qui gagne 300 roubles par mois ? Les députés ouvriers et paysans doivent travailler durement pour arrêter la légalisation de la propriété privée. Dans quelles mains pensez-vous qu'elle finirait ? (...) Je ne suis pas contre les coopératives. Je suis contre les crimes commis dans leur cadre. Bakatin (ministre de l'Intérieur) aurait pu donner beaucoup d'informations à ce sujet. Des entrepreneurs privés malhonnêtes ne font rien pour approvisionner les rayons des magasins. Et qu'est-ce qu'on peut leur opposer ? Oui, un premier pas a été fait, on est en train d'introduire un système flexible de taxation. Mais qu'est-ce qu'on peut dire du deuxième pas, le contrôle, la responsabilité ? J'attendais que des mesures soient adoptées au deuxième congrès. Mais elles ont été remises. Le FUT a été organisé parce qu'on était peiné du fait qu'au premier congrès on n'a pas dit un seul mot à propos des ouvriers. Notre idée principale est de remettre l'ouvrier au premier rang dans la vie politique. Aujourd'hui, beaucoup de radicaux ne disent rien à ce sujet... Il ne faut pas reprocher au FUT les péchés d'autrui. Même Nina Andreeva nous a été attribuée. Il y a dans le groupe inter-régional beaucoup de gens que je respecte sincèrement. Mais je n'aime pas l'absence de démocratie dans son sein ; vous devez tourner constamment autour de certaines idées. Je suis pour une opposition raisonnable. A une réunion du Conseil générale des syndicats quelqu'un a proposé que les syndicats passent à l'opposition. Mais je ne suis pas d'accord de diviser l'Etat dans des "principautés". Yakouts, Khazakes, Russes ont vécu ensemble pendant des centaines d'années et, si Dieu le veut, ils continueront à vivre ensemble. Oui, nous avons besoin de construire des rapports nouveaux, mais dans le cadre d'une fédération démocratique. Qu'est-ce que je vois aujourd'hui ? Du sang, du sang, partout. Et c'est le jeune russe en uniforme qu'on blâme²¹. »

Les positions de Yarin sont, sur de nombreux points, très proches de celles adoptées par le VI^e Plénum des syndicats²².

Les idées de A. Sergeev

Le théoricien le plus important du FUT est A. Sergeev, un économiste de la Haute Ecole syndicale, qui a abandonné son poste de chercheur à l'Institut économique de l'Académie des sciences après que L. Abalkin, l'un des principaux conseillers de Gorbatchev, en était devenu le directeur²³. Sergeev accuse, non sans fondement, les intellectuels radicaux de s'efforcer de restaurer le capitalisme tout en ayant peur de le dire ouvertement. Ils expliquent en même temps que les collectifs ouvriers doivent devenir propriétaires de leurs entreprises et qu'il faut un marché des capitaux. Mais si un marché des capitaux existe, il doit y avoir un marché du travail. Le travail comme marchandise implique l'exploitation et le chômage.

En tout cas, le capitalisme dont rêvent ces libéraux, un capitalisme pré-monopolistique, est une utopie dans les conditions de l'Union soviétique. Etant donné le niveau objectif de socialisation de la production de l'économie, l'idée d'établir un système de marché concurrentiel est un rêve total : le résultat serait de maintenir le même pouvoir des monopoles, mais sous une forme nouvelle. Certes, on pourrait liquider complètement le centre économique, mais cela amènerait à un

parallélisme terrible des investissements, à un gaspillage énorme, et rendrait impossible toute politique unifiée de développement technologique. Il n'existe pas, en Union soviétique, les conditions nécessaires pour une restauration du capitalisme qui assure à la classe ouvrière un niveau de vie similaire à celui des pays capitalistes avancés. En même temps, l'économie soviétique deviendrait un appendice du monde capitaliste développé. Ceux qui prônent la restauration sont en réalité les porte-parole de la nouvelle bourgeoisie et des couches qui aspirent à devenir bourgeoises, les coopérateurs et les hommes d'affaires de l'économie souterraine, les « sovbour », comme les appelle Sergeev, empruntant ce terme à Lénine (même si Lénine se référait aux bureaucrates). Cette nouvelle ploutocratie a ses origines dans les années soixante ; son développement s'est accélérée sous Brejnev et maintenant il avance au galop. Sergeev estime à un demi-trillion de roubles au moins cette accumulation primitive.

Il prône une perestroïka socialiste, basée politiquement sur la classe ouvrière toute entière et non seulement sur ses éléments entrepreneurs. Son programme prévoit une économie centralement planifiée, démocratique et non bureaucratique, assurant le plein emploi, un salaire égal pour des résultats du travail égaux à l'échelle de la société, des prix stables (avec une tendance à diminuer dans le temps), assistance médicale et enseignement gratuits, logements accessibles. Cela présuppose que l'efficacité de l'économie centralement planifiée augmente. La planification centrale doit être rétablie, mais les mécanismes du plan devront être adaptés de sorte à réduire les coûts de revient et orientés vers des objectifs stratégiques sociaux à long terme, tels que l'accroissement de l'égalité socio-économique, l'élimination progressive du travail manuel, le renforcement des garanties sociales, etc. Ce n'était pas le cas dans le passé : la planification n'était pas démocratique et se réduisait le plus souvent à des calculs technocratiques à court terme visant à mettre en équilibre les ressources matérielles ou, au mieux, à réduire les coûts. En même temps, l'autonomie des entreprises serait élargie. Cela implique une différenciation de l'économie dans les différents secteurs, selon les formes de gestion les plus adaptées. Cela signifie concevoir un système dans lequel le marché soit combiné au plan, tout en lui étant subordonné et en le servant²⁴. Le courant politique marxiste, du moins à Moscou, est composé de spécialistes de sciences sociales indépendants de différents instituts et de l'Université de même que des membres de l'organisation informelle les Nouveaux Socialistes²⁵. Ceux-ci existent dans plusieurs villes et sont strictement lié au Sotspropf²⁶, dont le but est la formation d'une fédération de syndicats indépendants. Ces deux organisations ont réussi à établir des liens avec les mineurs. Du dehors, il n'est pas toujours facile de saisir les différences entre Sergeev et le courant politique marxiste (l'analyse de Sergeev est certainement marxiste, mais sa politique peut être mieux caractérisée comme populiste). En réalité, d'autres intellectuels honnêtes ont la même difficulté. Mais des divergences importantes existent entre eux. Bien que le courant marxiste ne rejette pas une collaboration avec le FUT et que ses membres respectent généralement Sergeev comme économiste et comme individu, ils sont préoccupés par les liens du FUT avec l'aile conservatrice de l'appareil. Il est significatif que ni le FUT ni Sergeev ne parlent pas beaucoup des privilèges

bureaucratiques alors qu'ils lancent des invectives très dures contre la nouvelle bourgeoisie. Ils prônent le pouvoir des soviets, mais ils n'incluent pas la démocratisation des syndicats parmi leurs mots d'ordre²⁷. Même leurs appels pour un pouvoir des soviets sont suspects à la lumière du fait que, comme nous l'avons vu, le FUT insiste sur la nécessité que les circonscriptions électorales soient basées sur les entreprises. Une telle idée (avancée par Lénine) pourrait avoir un sens si les ouvriers avaient déjà brisé leur dépendance matérielle vis-à-vis de leurs directeurs, c'est-à-dire s'ils il y avait de fortes organisations syndicales et une autogestion réelle. Mais ce n'est pas le cas et, de surcroît, les activités du FUT ne semblent pas orientées dans cette direction.

Bien que Sergeev déclare qu'il ne veut pas revenir au système des années 1965-1984, de nombreux marxistes soupçonnent ceux qui sont derrière ce mouvement de vouloir en réalité introduire une version plus civilisée de l'économie planifiée stalinienne qui avait précédé Brejnev et dans une certaine mesure Khrouthchev, avant que l'économie ne soit « féodalisée ». C'était un système où le centre était en état d'imposer une discipline économique aux branches et aux ministères, les objectifs étaient fixés par le centre et les ministères et les entreprises devaient les réaliser. A cette époque-là, les objectifs du plan étaient atteints, du moins les objectifs principaux

L'analyse des marxistes

L'analyse des marxistes est différente de celle de Sergeev surtout parce qu'ils mettent beaucoup plus l'accent sur les rapports de pouvoir dans l'économie — l'usurpation bureaucratique du pouvoir — comme le facteur-clé pour comprendre la crise, et sur le rôle central de la démocratie pour la réussite de tout modèle de planification socialiste. Ils ne s'opposent pas à l'utilisation de mécanismes de marché : tout dépend de la question de savoir qui a le pouvoir de les introduire, qui fixe le cadre et les limites du fonctionnement du marché. Cela doit être réalisé dans un cadre véritablement démocratique dans lequel le peuple dans son ensemble décide quelle société il veut construire. Le marché doit être un moyen pour avancer vers le type de développement économique et social que la société a choisi et la société ne doit pas devenir l'objet des forces du marché introduites et réglementées de façon non démocratique, dans l'intérêt d'un nombre réduit de gens, comme c'est le cas maintenant. En fait, dans les mains d'une bureaucratie libéralisée, le marché peut être un instrument d'oppression plus puissant et plus flexible que l'ancien système administratif. La libéralisation relative, comme la « comptabilité économique » dans le cadre de la réforme actuelle, ne fait que provoquer l'accroissement de fait de l'autonomie des ministères et des associations économiques qui a commencé dans les années soixante. Le centre est en train de perdre le peu de pouvoir qu'il avait encore sous Brejnev. En même temps, l'économie souterraine est en train d'être légalisée et de s'élargir, dans une symbiose croissante avec les monopoles de l'Etat. Tout cela au détriment du commun des citoyens, qui, en tant que consommateurs ne disposent guère de plus de pouvoir qu'auparavant. Les résultats de l'introduction de rapports de marché

sont déjà là : inflation, pénurie de biens de consommation, déclin de la production et du niveau de vie, différenciation socio-économique croissante.

Dans un système qui n'a pas connu des rapports de marché pendant soixante ans, toute expérimentation dans ce sens devrait être faite de façon bien réfléchie et sous un contrôle démocratique à tous les niveaux, surtout aux niveaux les plus élevés. Ce qui se passe maintenant ressemble beaucoup aux vieilles campagnes bureaucratiques style rouleau compresseur, tant décriées par la nouvelle direction. L'introduction de rapports de marché sous une forme qui puisse faire progresser en direction du socialisme, et non éloigner de celui-ci, dans l'intérêt de la majorité du peuple et non tout simplement d'une bureaucratie libéralisée et modernisée et d'une couche de nouveaux riches, exige, comme l'affirme Sergeev, le rétablissement d'un centre fort, capable de contrôler et de fixer les conditions du succès du processus de réforme. Ce centre doit être démocratique et ouvert, si on veut que la réforme réussisse. Les libéraux peuvent attaquer cette approche comme révélant le désir d'un gouvernement fort. Mais une planification et une réglementation qui fixent des directives, ne constituent pas une oppression si elles se réalisent sous contrôle démocratique. En outre, c'est justement ce que les gens veulent, même si certains prônent en même temps l'autonomie des entreprises. Ceux d'en bas se plaignent, en réalité, de plus en plus du fait que personne ne semble agir au centre. La tâche immédiate est, donc, celle d'établir ce contrôle sur les décisions et la gestion économiques par le truchement de collectifs ouvriers, des soviets, d'organisations de consommateurs, de syndicats démocratiques, de comités populaires de contrôle. Lorsqu'un pourcentage si grand de la production est gaspillé ou disparaît dans l'économie souterraine, un contrôle démocratique peut être, à lui-même, très payant économiquement, tout en ne changeant rien d'autre au système. Dans le contexte actuel, les travailleurs sont témoins quotidiens de ce gaspillage, mais ne peuvent rien faire et, le plus souvent, ils ne feraient probablement rien, puisqu'ils ne croient pas que leurs efforts, au niveau personnel ou collectifs, seraient utiles. La contribution fondamentale de la démocratie réside dans le fait qu'elle donne la garantie qui permet de libérer l'énorme potentiel économique, qui sous le système bureaucratique (et, de ce point de vue, sous le régime capitaliste aussi) reste bloqué au niveau du producteur direct et du simple citoyen.

En même temps, il faut éliminer les privilèges bureaucratiques et les « revenus non gagnés ». Cela ne signifie pas introduire un « nivellement » absolu, mais mettre fin à une différenciation socio-économique qualitative croissante. Seules ces mesures peuvent donner confiance au peuple et l'impliquer dans le processus de réforme. Toute restructuration comporte nécessairement des sacrifices, mais le peuple ne les acceptera pas aussi longtemps qu'il voit que les bureaucrates, qu'il considère à juste titre comme les responsables du gâchis, et la nouvelle ploutocratie, affairistes et intermédiaires divers, qui ont accumulé leur richesse par la spéculation et le crime, vivent dans le luxe.

Si ces conditions sont remplies et le peuple décide collectivement quel est le but qu'il veut finalement atteindre, on pourra expérimenter le marché. Il n'y a aucune formule simple permettant de rectifier les mécanismes économiques, de combiner effectivement des formes directes de planification et de gestion avec des

rapports de marché. Des erreurs et des faux départs sont inévitables. Mais, alors que les bureaucrates se sentent obligés de cacher les erreurs et récidivent inévitablement, le peuple a tout intérêt d'analyser à fond ses erreurs et en tirer les leçons²⁸.

Cette approche correspond dans une très large mesure aux intérêts de la masse des ouvriers. Si, face au barrage médiatique néo-libéral et en l'absence d'une alternative socialiste dans le débat public, ces intérêts s'expriment souvent sous une forme contradictoire, lorsque les ouvriers parlent de réforme économique, ils ne remettent jamais en question leur choix fondamentalement socialiste. Même dans ce cadre repressif du point de vue idéologique, des lettres d'ouvriers qui reflètent, ne fût-ce qu'à un niveau « instinctif », la position des marxistes, trouvent parfois une place dans la presse (surtout dans la presse destinée aux ouvriers comme l'organe central des syndicats *Trud* et *Rabochaya tribuna* dont le titre était jusqu'à cette année *Industrie socialiste*).

V. Dobrotolyobov, ouvrier dans une usine de construction de machines à Frunze et membre du Parlement, décrit le degré de politisation atteint par la société soviétique : « *Tu appelles un ami et, au lieu de te dire "comment ça va ?", il te lit un article de N. Shmelev (économiste libéral et star médiatique) expliquant que tout ce qui est économique et rentable, est aussi moral. Je cherche à lui répondre que nos pères et nos grands-pères ne nous ont pas appris à mettre le gain au-dessus de la conscience. Mais ne t'en fais pas, il ne t'écoute pas du tout... Démocratie signifie pouvoir, c'est-à-dire argent, propriétés immobilières, usines aux mains du peuple. A qui tout cela appartient pour l'instant ? Il me semble que cela appartient à l'Etat, aux ministères, aux bureaucrates, à tout le monde, sauf au peuple. Il est donc trop tôt pour parler d'une démocratie réelle... L'adoption de lois sur la propriété, la terre, le leasing, nous aideront, du moins je l'espère, à voir clair dans toute cette économie compliquée et négligée. Mais vivrons-nous mieux avec ces lois ? Regardez ce qui se passe... Les entreprises de l'Etat ne respectent pas leurs plans de livraison aux entreprises qui sont leurs clients dans le pays parce qu'elles ont trouvé à l'étranger des clients plus intéressants qui paient en devises étrangères. Notre entreprise est en état de produire du matériel d'outillage moderne dont on a besoin... Mais nous travaillons à un rythme fou car nos fournisseurs ne respectent pas les contrats. Je pense que nous devrions chercher les causes de cela au niveau de l'efficacité de gestion et de la discipline des livraisons. Je ne me réfère pas seulement aux retards au travail et à l'absentéisme, bien que ces phénomènes peuvent ruiner même les mécanismes économiques les plus parfaits. Non, je parle d'ordre dans le sens le plus large. Sur la base de ma propre expérience, je sais que les ouvriers en ont marre de tout ce bavardage sur la perestroïka, des changements constants de direction. Mais ils ne sont pas du tout indifférents à la question de savoir par quel chemin et par quels moyens la stabilité peut être atteinte.*

Je veux être sincère : ce n'est pas commode de vivre dans un pays qui s'autoproclame socialiste, mais dans lequel à côté de millions de gens qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté il y en a d'autres qui jouissent de grosses fortunes. Je ne suis pas partisan du nivellement, et je ne voudrais pas apparaître envieux au lecteur, mais je suis prudent et préoccupé quand il s'agit de nouveaux hommes d'affaires et des

intermédiaires qui prospèrent dans notre société. En effet, ces gens accumulent des fortunes par des moyens malhonnêtes, sinon carrément illégaux... Oui, je voudrais bien pouvoir vaincre l'hostilité qui s'est développée en moi à l'égard de certains coopérateurs, qui ramassent de l'argent par des opérations douteuses et non en fournissant des produits de qualité. Est-ce qu'on peut parler de justice, si 45 millions de personnes ont des revenus au dessous de 70 roubles ? Nous avons donc besoin de discipline... La politisation de notre société est croissante, mais il y a encore beaucoup de gens qui sont indifférents au sort historique de leur propre pays. Personnellement, je ne considère pas que les meetings de masse et les grèves sont des manifestations d'une conscience civique développée. Plutôt le contraire. Auparavant, beaucoup de gens répétaient les mots d'ordre de nos dirigeants sans trop rouspéter. Aujourd'hui, ces mêmes gens suivent de la même façon irréfléchie et mécanique les nouveaux « dirigeants ». Si on me demande qu'est-ce je veux, je réponds : je désire travailler dans des conditions normales, sans les tensions qui font sauter les nerfs et sans être obligé de courir sans arrêt. Mais aussi pas de façon aveugle, comme dans le passé. Nous devons connaître la vérité sur la situation de notre pays, sur l'augmentation des revenus monétaires et des salaires, qui, hélas, est bien supérieure à l'augmentation de la productivité du travail. Nous devons savoir où nous allons. Nous décidons nous-mêmes avec qui²⁹. »

Une bataille encore ouverte

La bataille idéologique pour gagner la classe ouvrière soviétique a été sérieusement engagée. Pour l'instant, l'aile réformiste de la bureaucratie, soutenue critiquement par l'intelligentsia libérale, la mafia et les couches petites-bourgeoises et bourgeoises croissantes, semblent avoir marqué des points à leur avantage, dans une large mesure grâce à leur monopole des médias. Leur but est tout simplement transformer la base idéologique du régime. Cela signifie pousser les ouvriers à renoncer à leur attachement à l'idée du socialisme comme un système qualitativement différent du capitalisme. La tentative des libéraux d'identifier le marché avec la démocratie n'est qu'une partie de cette campagne idéologique, qui comporte également des tentatives de plus en plus audacieuses de démontrer qu'il existe une continuité fondamentale entre la révolution d'Octobre et Lénine, d'un côté, et le stalinisme et la mauvaise situation actuelle, de l'autre.

C'est là le message politique sous-jacent de l'œuvre de Soljenitsin, dont la réhabilitation complète et acritique (des parties très importantes de *l'Archipel du Goulag* sont apparues l'année dernière dans le prestigieux périodique libérale *Novyi Mir*) fait partie intégrante de cette entreprise idéologique. Dès lors que les idées de Soljenitsin ont obtenu une marque officielle de respectabilité, des intellectuels soviétiques, qui depuis longtemps échangeaient les mêmes idées entre eux, ont commencé à les exprimer par écrit. V. Kostykov, journaliste de l'agence de presse Novosti, se demande si Lénine avait eu raison de lancer la révolution d'Octobre (qui, semble-t-il, n'était pas du tout un mouvement populaire, mais un complot militaire mûri dans la tête de Lénine). Il pose la question de savoir si le projet de Lénine a été déformé par Staline ou si l'idée de socialisme de Lénine était

elle-même erronée. Le débat est maintenant ouvert. Kostykov, pour sa part, a tranché : « *Staline était un fils du bolchévisme, un fils de Lénine*³⁰. » Si Kostykov hésite encore à tirer la conclusion logique de sa pensée, certains des économistes ci-devant « radicaux », comme le journaliste bien connu V. S. Selyunin (une autre star libérale des médias, qui écrit souvent dans *Novyi Mir*) ne mâche pas ses mots : « *Le marxisme est mort et cela sera clair pour tout le monde dans un futur très rapproché... En construisant notre société, nous n'avons rien déformé : nous avons tout fait selon les indications classiques de Marx et de Lénine.* » Selyunin se prononce pour la privatisation de l'industrie et de l'agriculture. Il admet qu'une telle transformation exige « *des décisions économiques extrêmement impopulaires*³¹. » Il ne se demande pas si elles pourraient être réalisées dans un cadre démocratique.

Mais la bataille idéologique pour gagner la classe ouvrière est loin d'être décidée. L'attachement des ouvriers à la conception révolutionnaire du socialisme, à la révolution d'Octobre et à Lénine ne peut pas être facilement effacé par la machine de propagande libérale. Il y a des éléments qui indiquent qu'il ne s'agit pas de « *stéréotypes dépassés* », de résidus de la « *période de la stagnation* », mais de parties authentiques et intégrales de la conscience ouvrière, avec des racines profondes dans l'expérience historique et contemporaine. C'est le principal atout dont disposent les forces politiques socialistes, qui savent que le rapport de forces dans les médias ne reflètent pas le rapport de forces politique dans la société. Ces socialistes commencent à s'organiser, sont en train d'accumuler des forces et pourront compter sur la combinaison des intérêts ouvriers et de leur propre expérience de la réforme pour attirer les ouvriers de leur côté.

1. *Sobesednik*, n° 49, 1989, p. 1.

2. Rapport sténographique de la conférence « Conscience économique et comportement économique dans les conditions de la perestroïka », Zvenigorod, 20 novembre 1989.

3. *Ibidem.*, p. 13 ; *Moskovskie novosti*, n° 33, 1989, p. 7 ; interview avec Yuri Bondarev, *Rubikon*, Leningrad, n° 10, 1989, p. 40.

4. *Izvestia*, 12 décembre 1989.

5. *Sotsialisticheskaya industriya*, 14 décembre 1989.

6. *Medelya*, n° 32, 1989.

7. *Moskovskie novosti*, n° 33, 1989, p. 7.

8. *Rabochaya tribuna*, 3 janvier 1990.

9. Document photocopié.

10. *Rabochaya tribuna*, 1^{er} janvier 1990.

11. *Rubikon*, n° 10, 1^{er} janvier 1990.

12. *Sotsialisticheskaya industriya*, 9 septembre 1989.

13. Conférence de Zvenigorod.

14. *Zycie gospodarzce*, août 1989, *Trud*, 6 juin 1989.

15. *Sotsialisticheskaya industriya*, 9 septembre 1989.

16. *Izvestia*, 12 décembre 1989.

17. *Vesti iz SSSR*, n° 12, 1989, p. 11.

18. *Izvestiya*, 12 décembre 1989.

19. *Vesti iz SSSR*, n° 17/18, 1989, p. 25.

20. *Ibidem*, p. 26.

21. *Rabochaya tribuna*, 1^{er} janvier 1990.

22. V. David Mandel, *Soviet Trade Unions at the Crossroads*, Canadian Dimension, janvier-février 1989.

23. Une conférence sur la réforme économique a eu lieu à Moscou du 13 au 15 novembre 1989. Parmi les orateurs, il y a eu des économistes très connus (la plupart partisans de la réforme du gouvernement ou des critiques libéraux de cette réforme) de même que des représentants de l'Etat. Sergeev n'était pas parmi les invités. Une manifestation du FUT devant la salle de la réunion, qui dénonçait les partisans radicaux de la réforme, provoquait un appel téléphonique à Sergeev : il était invité à parler, mais pouvait-il demander aux manifestants de rentrer chez eux ? Sergeev a parlé le jour suivant. Les manifestants n'ont pas fait leur réapparition. A la conférence quelqu'un a décrit le FUT comme une organisation fasciste. Gorbatchev est resté silencieux. Sergeev m'a raconté tout cela pour prouver que son organisation n'avait pas le soutien de l'appareil.

24. Des idées de Sergeev sont exprimées dans les articles suivantes : « Iz segodnya v zavtra ili pozavchera », *Ekonomicheskie nauki*, n° 9, 1989 ; « Sotsializm i tovarnove proizvodstvo : o chom stoit sporit », *ibidem*, n° 1, 1989 ; « Problemy obnovleniya ekonomicheskoi teorii sotsializma i kontseptual'nye varianti radikalnoi perestroiki », *ibidem*, n° 3, 1989.

25. Les « nouveaux socialistes », dont Boris Kagarlitski est l'un des dirigeants, ont surgi de l'aile gauche du Front populaire de Moscou en mai-juin 1989.

26. La direction du Sotsprof ou Fédération des syndicats socialistes, formée au printemps 1989, semble ne pas être homogène : elle inclut une aile de gauche, marxiste, et une aile libérale, c'est-à-dire social-démocrate. Pour l'aile modérée, la construction de syndicats libres semble être le but. Pour les marxistes, c'est un moyen pour la construction du socialisme en Union Soviétique (conversations privées et texte « Les syndicats soviétiques et les socialistes »).

27. Sergeev me l'a affirmé en disant qu'à ce moment le FUT ne pouvait pas combattre l'appareil des syndicats parce que c'est de celui-ci qu'ils recevaient le peu de soutien matériel qu'ils avaient.

28. Voilà les auteurs et les titres de quelques écrits de ce courant : V. Bogachev, « Polny khozraschet i tsentralkizovannoe khozyaistvennoe upravlenie », *Voprosy ekonomiki*, n° 5, 1988 ; A. Buzgalin, *Protovorechiya samoupravleniya, tsentralizma, i samostoyatel'nosti v planovom khozyakstve*, Moscou, 1988 ; V. Dement'ev et Yu. Sukhotin, « Kobnovleniyy orientirov ekonomicheskoi teorii », *Ekonomika i matematicheskie metody*, n° 3, 1989 ; Yu. Sukhotin, *Potentsial ekonomicheskoi teorii*, Moscou, 1989. En ce qui concerne les « nouveaux socialistes », voir « Déclaration du comité de Moscou des nouveaux socialistes », *Neyskiye zapiski*, Leningrad, n° 8, 1989.

29. *Rabochaya tribuna*, 23 janvier 1990.

30. *The Gazette*, Montréal, 26 janvier 1990.

31. *Ibidem*, 28 janvier 1990.

NOTES DE LECTURE

Léon Trotsky

Œuvres I, II et III

(publications de l'Institut Léon Trotsky)

L'Institut Léon Trotsky, qui avait déjà publié une première série de vingt-quatre volumes des *Œuvres* de Trotsky, a commencé depuis 1988 la publication d'une deuxième série avec le même titre. Trois volumes ont déjà paru, avec introduction et notes de Pierre Broué. Comme l'explique l'avertissement qui précède l'introduction, les textes publiés reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky, accessibles depuis le 2 janvier 1980. Il s'agit encore une fois d'un travail exemplaire qui sera apprécié aussi bien par les militants que, plus généralement, par tous ceux qui étudient les idées d'un des plus grands révolutionnaires du xx^e siècle.

Le premier volume s'ouvra par un texte au titre « Nouvelle Etape », rédigé fin décembre 1927, qui reflète la première réaction de Trotsky après l'exclusion de l'Opposition du PCUS. Tous les autres textes sont de 1928 (jusqu'au mois de juillet). Rappelons qu'en janvier de la même année, sur décision du bureau politique du parti, Trotsky avait été déporté à Alma Ata. Le volume contient, entre autres, l'une des analyses fondamentales de Trotsky sur les conceptions et les

orientations internationales de Staline, c'est-à-dire la justement célèbre « Critique du projet de programme de l'Internationale communiste ».

Le deuxième volume contient des écrits allant du mois d'août 1928 à février 1929. Entretemps, Trotsky avait été expulsé d'Union soviétique et était désormais exilé en Turquie. Parmi les écrits les plus intéressants de ces deux volumes, mentionnons « le Danger philosophique du bureaucratisme », « la Question chinoise après le VI^e Congrès de l'Internationale communiste », « la Crise du bloc centre-droit », « Comment est-ce arrivé ? », « Lettre ouverte aux travailleurs de l'URSS » et « Préface à *l'Internationale communiste après Lénine* ».

Pierre Turpin

le Trotskysme aujourd'hui

(L'Harmattan, Paris, 1988)

Le Trotskysme aujourd'hui, publié par la maison d'édition L'Harmattan, part d'un bilan du mouvement révolutionnaire dans les années quatre-vingt, en esquisant en même temps un tableau synthétique de l'histoire des trois internationales qui ont précédé la nôtre. Mais il est axé essentiellement sur les choix théoriques et politiques, les débats et les vicissitudes du mouvement trotskyste depuis 1979 jusqu'au XII^e Congrès mondial (le dernier qui a eut lieu à ce jour). Il se réfère notamment à la reprise du débat sur la nature de l'URSS à la suite du tournant de 1979, des événements en Afghanistan et du début de l'ère gorbatchévienne, aux problèmes de la révolution politique contre la bureaucratie et aux discussions sur la question de la révolution permanente entre la majorité de notre internationale et les dirigeants du SWP des Etats-Unis. Un chapitre est consacré à la scission de 1979.

Le livre est complété par une série d'annexes qui contiennent entre autres, une chronologie des événements à l'échelle mondiale de 1979 à 1987, des notices biographiques et une bibliographie sélective.

L'auteur du livre est le camarade Pierre Turpin, né en Algérie en 1960, qui a commencé très jeune son activité militante en participant au Mouvement de défense des handicapés (MDH). En 1976, il a adhéré au Mouvement de la jeunesse communiste de France, lié au PCF, mais il a quitté ce mouvement moins de deux ans plus tard pour participer en 1979 à la fondation des Jeunesses communistes révolutionnaires et rejoindre en 1980 la LCR, section française de la Quatrième internationale. Son ouvrage fournit toute une série d'informations

nécessaires pour les militants et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement révolutionnaire de notre époque. Nous ne partageons pas tous les jugements qui y sont exprimés, mais les lecteurs apprécieront de toute façon la sobriété de ces opinions, qui s'efforcent d'éviter toute approche doctrinaire et tout glissement sectaire.

Une seule remarque factuelle : l'évaluation numérique des forces formellement organisées dans notre internationale, pèchent par excès. Cela vaut encore plus pour l'évaluation des forces d'autres regroupements internationaux se réclamant du trotskysme.

Paul Le Blanc
Lénin and the Revolutionary Party
(Humanities Press International,
New-Jersey, London)

Au moment où la campagne idéologique réactionnaire anticommuniste et antimarxiste bat son plein, on ne peut que saluer la parution d'un livre comme celui que nous signalons à nos lecteurs. Son auteur, Paul Le Blanc, est un marxiste révolutionnaire des Etats-Unis, qui a étudié longtemps et méticuleusement son sujet. Il développe en détail une analyse des idées de Lénine et leur évolution tout au long des événements extraordinaires auxquels il a participé en tant que protagoniste.

Pour reprendre les mots d'Ernest Mandel, qui a préfacé le volume, « *le livre de Paul Le Blanc représente une excellente analyse du développement de la conception que Lénine avait du parti révolutionnaire, dès début jusqu'à la période qui a immédiatement suivi la révolution d'Octobre. Cette conception est liée dialectiquement à la conception marxiste de l'auto-activité et de l'auto-organisation de la classe ouvrière, qui Lénine n'a jamais abandonnée, dans Que faire ? non plus.* »

Pour notre part, nous allons faire une citation, tirée de la dernière page du livre. Paul Le Blanc conclut son étude comme suit : « *Il y a beaucoup de gens qui sont convaincus, avec une conviction presque religieuse, que le socialisme ne saurait être appliqué à des pays comme les Etats-Unis et que la classe ouvrière est incapable de penser et d'agir comme l'ont fait les ouvriers conscients il y a soixante-quinze ans en Russie. Il est évident, par ailleurs, que la classe ouvrière américaine ne mettra pas*

le socialisme à l'ordre du jour des années quatre-vingt. Mais Bertolt Brecht a expliqué un jour que "justement parce que les choses sont telles qu'elles sont, elle ne resteront pas comme elle sont". Ce que nous commençons à comprendre maintenant, et ce que nous commençons à faire maintenant, peut aider à esquisser le futur. Dans ce contexte, il y a beaucoup à apprendre des idées réelles et de l'expérience de Lénine et du parti révolutionnaire qu'il dirigea. Et il y a beaucoup de choses à faire. »

Nous sommes évidemment tout à fait d'accord avec Le Blanc.

Comprendre le monde
pour le transformer !

Inprecor

TU SAIS POURQUOI IL EST
JOLI, CE MONDE ?..
PARCE QUE...

... C'EST
UNE MAQUETTE
... L'ORIGINAL
EST UN
DÉSASTRE !



Inprecor, revue bimensuelle publiée sous la responsabilité
du secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, est
édité par Presse-Edition-Communication (PEC).

Commission paritaire n° 59 117. ISSN 1 0294-8516.

Imprimé par Rotographie.

Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Édité par la PEC-SARL
Rédaction-administration :
2, rue Richard Lenoir — 93108 Montreuil
Directeur de publication : Léon Crémieux
Commission paritaire n° 55939
Quatrième Internationale (1936)
ISSN 0765-1740
Composé et imprimé par Rotographie